Marc BRIÈRE
Avocat, juge et essayiste québécois (1929 -)
(2000)

Point de départ !

Essai sur la nation québécoise

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca
[Page web dans la section BÉNÉVOLES.](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Marc BRIÈRE, juge

Point de départ ! Essai sur la nation québécoise

Montréal : Les Éditions Hurtubise HMT ltée, 2000, 222 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 13 octobre 2006 de diffuser ce
livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : D_Letourneux@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 2 avril 2013 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, Québec.

Du même auteur

Un nouveau contrat social, en collaboration avec Jacques Grand'Maison, Montréal, Leméac, 1980.

La transmission d'entreprise en droit du travail, en collaboration avec Robert P. Gagnon et Catherine Saint-Germain, Montréal, Éditions Yvon Blais, 1982, préface D'Alan B. Gold.

À bâtons rompus sur la justice... et le droit du travail, Montréal, Wilson & Lafleur, 1988, préface de Louis LeBel.

La Justice ? Quelle justice ?, Montréal, Stanké, 1991, préface d'Andrée Ferretti.

Ni oui, ni non... Bien au contraire !, sous le pseudonyme de Jean du Pays, Montréal, Hurtubise HMH, 1995, préface de Jean Allaire.

Le Pays rapaillé, sous le pseudonyme de Jean du Pays, Montréal, Les Éditions Flora, 1995, préface de Jean-Roch Boivin.

Le Goût du Québec - L'après référendum 1995. Des lendemains qui grincent ... ou qui chantent ?, collectif dirigé par l'auteur, Montréal, Hurtubise HMH, 1996, préfaces de Guy Rocher et Michael Oliver.

Les Éditions Hurtubise HMH bénéficient du soutien financier des institutions suivantes pour leurs activités d'édition :

Gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ)

Conseil des arts du Canada

Société de développement des entreprises culturelles au Québec (SODEC).

Marc BRIÈRE

Avocat, juge et essayiste québécois (1929 -)

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

Montréal : Les Éditions Hurtubise HMT ltée, 2000, 222 pp.

[6]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment je suis très reconnaissant à mon préfacier, Julien Bauer, dont le témoignage m'apparaissait nécessaire à cette oeuvre ouverte sur le dialogue. Je tiens à préciser que je lui ai laissé entière liberté de rédiger soit une préface soit une anti-préface, à son goût. Les joutes oratoires que nous avons, loin d'être un obstacle à des liens cordiaux, les renforcent. Professeur au département des sciences politiques de l'UQAM, il a publié, entre autres, *Les partis politiques en Israël*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1991 ; *Les minorités au Québec*, Montréal, Boréal, 1994 ; *Le système politique canadien*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1998 ; *Politique et religion*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1999.

Je tiens aussi à remercier Christiane Avoine, ma première et plus fidèle lectrice, qui a transcrit les nombreuses ébauches, jusqu'au texte définitif, de mon manuscrit en pattes de mouche. Sans son concours dévoué et enthousiaste, cet ouvrage n'aurait pas pu paraître.

Merci enfin à mon bon ami Gaston Laurion qui a bien voulu m'assister dans la correction des épreuves de cet ouvrage.

[7]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Préface](#) de Julien Bauer

[Introduction](#)

I. De démocratie et de constitution

1. [Nation et peuple](#)
2. [Le droit de sécession du Québec et la Cour suprême du Canada](#)
3. [Le droit à l'autodétermination](#)
4. [Quel peuple ?](#)
5. [Minorités nationales et peuples autochtones](#)

II. Voir les choses en face

1. [Le prix d'être Québécois](#)
2. [Montréal](#)
3. [L'insaisissable et évasive majorité](#)
4. [La grande illusion des souverainistes](#)
5. [Les nations québécoises](#)
6. [Nationalisme et nations](#)
7. [Le nationalisme territorial](#)
8. [La partition](#)
9. [Une nouvelle constitution](#)
10. [Un Québec multilingue](#)
11. [Vessie ou lanterne ?](#)
12. [Le Québec dans un monde confédéral](#)
13. [Les projets de loi de l'an 2000](#)
14. [Une république québécoise : Pourquoi pas ?](#)

[Épilogue](#)

[Post-scriptum I](#)

[Post-scriptum II](#)

Annexes

- I. Les Premières Nations du Québec
- II. Opinion de cinq spécialistes du droit international sur *L'intégrité territoriale du Québec dans l'hypothèse de l'accession à la souveraineté*
- III. Les identités multiples, par Philip Resnick

Bibliographie

Index

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Militant du Parti libéral durant la Révolution tranquille puis l'un des fondateurs du Parti québécois Marc Brière, longtemps tenu à l'obligation de réserve de la magistrature, exprime ici ses convictions politiques profondes et propose une amorce de solution à l'impasse actuelle des relations constitutionnelles Québec-Canada.

Il va jusqu'à proposer un projet de Constitution républicaine pour le Québec.

[9]

À la mémoire de mon ami très cher, ce
grand cinéaste, grand poète, grand Québé-
cois, Pierre Perrault, et à mes treize petits
enfants

[10]

[11]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

PRÉFACE

De Julien Bauer

[Retour à la table des matières](#)

Politiquement correct, s'abstenir. Ce livre s'attaque à des sujets tabous qui feront enrager les lecteurs. Aux uns, il répète inlassablement que le Québec a le droit de choisir son avenir, y compris l'indépendance, aux autres, qu'une majorité simple, 50 % plus un, n'a pas grand sens et que la partition du Québec est envisageable.

Marc Brière est un cas. Le discours constitutionnel au Québec relève de deux tendances : la conversion et la répétition. La conversion voit des ténors d'un camp devenir les champions de l'autre. Que l'on pense à Guy Bertrand ou à Lucien Bouchard. La répétition est le ronron qui, à force de dire la même chose, devient parole d'Évangile. Que l'on pense à Jean Chrétien et à Jacques Parizeau. L'auteur du livre est un nationaliste québécois suffisamment non politiquement correct pour reconnaître que la réalité est plus complexe qu'un programme électoral, que les sociétés, et le Québec n'est pas une exception, sont divisées, que ceux qui ne pensent pas comme lui peuvent apporter quelque chose au débat. Cela change agréablement du ton mi-hargneux, mi-prêchi-prêcha qui prédomine. Brière a le mérite de ne pas faire dans le « crois ou meurs » et le courage (ou l'inconscience ?) d'écrire sur des sujets qui tapent sur les nerfs d'un nombre important, pour reprendre sa terminologie, de Canadiens, de Québécois, de Ca-

nadien- Québécois, de Québécois-Canadiens sans parler de tous les autres. Son livre est une cure de jouvence. [12] Imaginez un instant que vous avez vécu un an ou deux en dehors du Québec, en dehors du Canada, sans aucun contact avec le pays et que vous y rentriez. Vous aurez l'impression que le temps s'est arrêté : les mêmes acteurs jouant la même pièce avec les mêmes arguments. Où ailleurs qu'ici, peut-on s'intéresser depuis aussi longtemps au problème constitutionnel ?

Sans doute influencé par des années au Tribunal du travail, Marc Brière fait partie de ces oiseaux rares au Québec qui font attention au sens des mots et n'utilisent pas des concepts pour leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient. Dans sa Constitution, l'article 7 nous affirme que « la République est laïque ». Le terme laïcité est souvent utilisé ici pour désigner l'anticléricalisme et, encore plus, pour refuser le droit à la différence aux autres. La société, même laïque, étant imbibée de catholicisme, la laïcité devient un cheval de bataille pour interdire aux autres religions tout droit dans le système public. Pour Brière, la laïcité officielle du Québec veut simplement dire que l'État ne favorise pas une religion au détriment des autres mais que, tout en étant « neutre entre les religions »(expression de Renan), il les respecte et est même prêt à les accommoder.

Dans cette vision, l'État laisse les religions donner des cours dans les écoles à ses frais - ce qui est aller au-delà de la laïcité -, autorise les Églises à donner à leurs frais tout enseignement supplémentaire et rend obligatoire l'enseignement du civisme. Cette laïcité, peu banale, est sans doute une des propositions les plus ouvertes du texte, proposition dans laquelle le maximum de Québécois, toutes origines et tendances confondues, peuvent se sentir à l'aise.

Que dire du cœur de cet essai, le *Projet de constitution de la République québécoise* ? De prime abord, l'idée d'une république dans un système monarchique est surprenant, mais n'avons-nous pas déjà un parti progressiste-conservateur, un multiculturalisme bilingue à moins que ce ne soit un bilinguisme multiculturel sans oublier un Conseil privé qui est public.

L'article premier sur le peuple québécois ne manquera pas de faire lever plus d'un sourcil. Que ce peuple, qui, nous dit-on ailleurs, n'existe pas (p. 66), soit composé de quatre peuples cela est possible, mais pourquoi limiter la notion de peuple à ces quatre groupes. Si l'on peut

distinguer un *peuple québécois de langue française et de [13] culture québécoise*, de son frère jumeau, le *peuple canadien de langue française et de culture québécoise*, pourquoi limiter les Anglais au seul *peuple québécois de langue anglaise et de culture québécoise* et les peuples autochtones aux seuls *peuples autochtones québécois*. Anglais et autochtones n'ont-ils pas droit, eux aussi, à leurs jumeaux canadiens ?

Certaines propositions sont originales et justifient qu'on y réfléchisse et, éventuellement, qu'on les adopte : système électoral panaché (art. 13), résurrection du Conseil législatif pour jouer le rôle de Sénat (art. 14), garanties linguistiques pour les anglophones (art. 18). D'autres sont plus surprenantes. L'article 11 sur la représentation québécoise à la Chambre de Communes semble reléguer aux oubliettes la *clause du grand père* qui garantit aux provinces qu'elles garderont le nombre de sièges qu'elles avaient en 1985, soit 75 dans le cas du Québec, clause d'autant plus importante que, depuis 1995, le poids démographique du Québec à l'intérieur du Canada est passé en dessous de 25%.

Et pourtant, elle tourne, a dit Copernic. Et pourtant, le Québec existe. Qu'à soit une province canadienne, un État indépendant, une société distincte ou toute autre formule, la réalité incontournable est que le Québec existe. Que l'on soit d'accord ou non avec les propositions de Marc Brière, elles nous obligent à nous poser des questions. Y donner des réponses claires et permanentes est sans doute impossible et aurait une conséquence dramatique, la disparition de notre sport national, le débat constitutionnel.

[15]

*I found two nations warring
in the bosom of a single state.
(J'ai trouvé deux nations
en guerre au sein d'un même État.)*

LORD DURHAM, 1839

I have a dream.

MARTIN LUTHER KING

*C'est le Québec que j'ai dans le cœur,
c'est le Québec qui est mon pays.*

ANNE HÉBERT

[16]

[17]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

INTRODUCTION

Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage...

BOILEAU

[Retour à la table des matières](#)

Maintenant retraité de la magistrature et exempt de l'obligation de réserve (que la remarquable compréhension de mes collègues a rendue assez supportable, ce dont je leur suis infiniment reconnaissant), j'ai enfin recouvré ma liberté de parole. Je veux en faire modestement usage pour apporter ma contribution à l'effort, auquel nous sommes tous conviés en tant que citoyens, de chercher la voie vers une paix durable et fructueuse au sein du Québec et du Canada.

Comme le disait Fernand Dumont ¹ : « Les problèmes collectifs ne disparaissent pas parce que nous en avons trop parlé ; ils subsistent parce que nous ne les avons pas résolus. Ne point céder à la lassitude et les remettre obstinément sur la place publique semblent les devoirs élémentaires de qui ne renonce pas à la réflexion. »

Au lendemain du référendum de 1995 portant sur l'accession du Québec à la souveraineté, sur l'offre d'une association avec le reste du

¹ [Raisons communes](#), Montréal, Boréal, 1995.

Canada (appelée « partenariat ») et, en cas de refus de cette offre, sur une déclaration unilatérale d'indépendance - le « non » [18] l'ayant emporté de justesse ² - je réunis une vingtaine de personnes que j'estimais assez représentatives des divers éléments composant la population du Québec. Le dialogue, pensais-je, devait favoriser une meilleure compréhension des aspirations et des appréhensions de chacun. Dès la première réunion, un des participants, le professeur Henry Mintzberg de l'Université McGill ³, mit en doute que les Québécois soient un peuple, ce qui pour moi était une telle évidence que ma conviction contraire n'en fut aucunement ébranlée : seul l'aveuglement ou le fanatisme pouvait expliquer une telle négation de l'évidence ! L'ensemble du groupe devait par la suite publier la déclaration de principe suivante :

« Nous sommes des Québécois de toutes origines ethniques et culturelles, souverainistes, fédéralistes ou autres, troublés par le climat politique post-référendaire, qui nous paraît malsain, et inquiets du sort des collectivités particulières auxquelles nous appartenons, aussi bien que de l'avenir du Québec et du Canada.

« Nous ne représentons personne et ne formons qu'un groupe ponctuel, réunis seulement par la conjoncture actuelle et la bonne volonté, celle de réfléchir à nos problèmes et défis communs en toute liberté et ouverture d'esprit, dans l'espoir d'y voir plus clair et de trouver la voie de la concorde par un dialogue franc et respectueux des valeurs démocratiques.

« Si, au bout de cet exercice, chacun devait demeurer inébranlable dans ses comportements, son quant-à-soi, sans la moindre concession, alors notre échec sera malheureusement trop éloquent. Par contre, si nous pouvions contribuer à l'amorce d'un nouveau pacte ou contrat social susceptible de s'avérer bénéfique tant pour le Québec que pour le Canada et les Premières Nations, alors nos efforts n'auraient pas été vains.

« Voilà le défi, voilà l'enjeu. À chacun sa mise, cartes sur table.

« D'entrée de jeu, nous nous entendons pour affirmer :

² Par 54 228 votes, soit 50,58 % des voix.

³ Il enseigne aussi à l'institut Européen d'Administration des Affaires, à Fontainebleau.

[19]

- (1) l'égalité de tous les citoyens vivant au Québec et formant le peuple québécois ;
- (2) la liberté de ce peuple de déterminer démocratiquement son statut constitutionnel, c'est-à-dire d'accéder à la pleine souveraineté nationale ou de continuer à partager celle-ci avec les autres provinces canadiennes, dans une union fédérative ou confédérale - et, par conséquent, la légitimité des trois grandes options en présence ;
- (3) la fraternité et la solidarité qui doivent unir les Québécois entre eux, de même que les collectivités culturelles ou ethniques qui composent la société québécoise ;
- (4) le caractère principalement français de cette société, dont le français est la langue commune ;
- (5) la reconnaissance de l'enrichissement qu'apporte à la société québécoise la vitalité de la culture anglo-québécoise ;
- (6) la nécessité d'assurer le reflet du caractère pluraliste de la société québécoise dans toutes les sphères de l'activité sociale, culturelle et politique ;
- (7) le respect des libertés et droits fondamentaux, des personnes et des collectivités, ainsi que des valeurs démocratiques et de la règle de droit ;
- (8) le refus de toute violence physique ou verbale, de toute forme d'intolérance, de racisme, de francophobie, d'anglophobie ou de xénophobie ;
- (9) la volonté de trouver ensemble, par le dialogue et la voie démocratique, des solutions pacifiques à nos projets communs, dans le respect absolu des convictions et des options légitimes de chacun.

« Les signataires reconnaissent ces principes comme les leurs et comme fondement de leur recherche, qu'ils s'engagent à poursuivre comme gens de bonne volonté et compatriotes, et ils [20] espèrent que les autorités québécoises et canadiennes, de même que tous ceux qui participent au débat public, auront le souci de respecter ces mêmes valeurs.

RENÉ BOUDREAULT - MYRA CREE - MARCO MICONE
 - MARC BRIÈRE -FRANÇOISE DAVID - JOSEPH RABINOVITCH
 - GRETТА CHAMBERS - CLAUDE E. FORGET - Guy ROCHER
 - BERNARD CLEARY - NAW KATTAN - CHARLES TAYLOR
 - CLAUDE CORBO - TAKIS MERLOPOULOS - PETER WHITE »

Henry Mintzberg n'était évidemment pas au nombre des signataires et il s'en explique brièvement dans l'ouvrage collectif que nous publiâmes sous le titre de *Le Goût du Québec* ⁴ :

« On est tout de suite entrés dans le vif du sujet - après tout, on était à Montréal, au Québec, au Canada pendant l'hiver 1996 - bien que certains se montraient plutôt conciliants. L'atmosphère s'est quelque peu échauffée quand Marc a sorti sa "Déclaration", un document assez inoffensif en fait, qu'il voulait nous faire signer. Je ne voyais pas à quoi cela rimait (et de toute façon je préfère ne pas signer de documents collectifs), mais un autre "anglo" achoppait sur l'expression "le peuple québécois" (qui n'était pas expliquée dans cette ébauche). Qui en faisait partie ? Il voulait le savoir. La réponse fusa de plusieurs côtés, tout à fait prévisible : tous ceux qui vivent dans l'esprit du Québec d'aujourd'hui. Belle attitude de modernité et d'ouverture... Pourtant, quelque chose semblait légèrement suspect, à certains d'entre nous, du moins. Pas une fois où les gens ont défilé à la Saint-Jean-Baptiste en scandant « Le Québec aux Québécois », je n'ai eu l'impression qu'ils s'adressaient à moi. Bien entendu, j'aurais pu marcher avec eux. Aurais-je alors été l'un des leurs dans leur esprit ?

« Plus tard, la "Conquête" est venue sur le tapis. (Les purs et durs raffolent de la Conquête. Elle définit la cause, pour ne pas dire l'ennemi.) Un instant, me suis-je écrié. Jadis, l'Angleterre et la France étaient partout en guerre. Chacune a envoyé son armée ici. L'une est arrivée à peine un an avant la grande bataille, l'autre, deux ou trois ans avant. Rien à voir avec l'invasion du Lac Saint-Jean par les Torontois.

[21]

« Plusieurs se sont empressés de me corriger. (Par les temps qui courent, on doit toujours être politiquement correct au Québec.) Vous ne savez pas à quel point les Québécois peuvent éprouver la Conquête et ses conséquences, m'a-t-on fait remarquer.

⁴ Montréal, Hurtubise HMH, 1996. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

« Non, bien sûr, je ne comprends pas. C'est vrai, il n'y a que 236 ans que cette bataille a eu lieu et, en gros, seulement un siècle depuis les événements du Manitoba. Et c'est vrai que nous avons réussi à nous construire une existence paisible et prospère depuis, y inclus l'émergence du Québec au sein de la Fédération canadienne, en tant que l'une des cultures francophones les plus palpitantes qui soient. Mais quelle importance, puisque tout allait si mal il y a un siècle ou deux ! Ce qui importe maintenant, c'est de corriger le passé, pas de profiter du présent, même si cela doit nuire à l'avenir. Était-ce cela qui m'échappait ?

« Il y avait là une contradiction flagrante, mais qui ne me frappa que plus tard. Si le fait d'avoir la Conquête dans le sang caractérise à ce point un vrai Québécois, alors comment est-il possible de faire partie du "peuple" quand on n'est pas un pur laine ? Il faut que ce soit inscrit dans vos gènes, n'est-ce pas ? Il ne peut y avoir le moindre rapport avec les rappels quotidiens des journalistes et des professeurs d'histoire. »

Or, il m'apparaît aujourd'hui que la question de l'existence d'un peuple québécois se pose sérieusement et que ce que mes compatriotes tiennent généralement pour acquis ne devrait pas l'être nécessairement. Et cette question est fondamentale pour déterminer l'existence du droit du peuple québécois à l'autodétermination.

C'est là le propos central de ce livre.

Quels sont au Canada les groupements qui constituent des peuples ou des nations ? Quelle est la portée du droit à l'autodétermination des peuples, en droit international ? Le Québec a-t-il le droit de se retirer de la fédération canadienne, de faire sécession, en vertu de la constitution du Canada ou du droit international ? Quelle majorité référendaire est requise pour légitimer l'exercice du droit de sécession ? Qu'en est-il d'une possible partition du Québec ? [22] Quelles sont les solutions réalistes à la crise constitutionnelle canadienne et à l'impasse actuelle ?

Pour répondre à ces questions et éviter les malentendus, j'ai jugé nécessaire de définir les mots-clefs, notamment « peuple » et « nation ». Et j'ai cherché à rendre mon propos accessible au plus grand nombre - puisqu'il s'agit avant tout de démocratie - en évitant autant que faire se pouvait le jargon juridique ou scientifique, ce qui n'est pas toujours possible, malheureusement. Ainsi, j'ai délibérément évité

l'analyse systématique des questions dans un ordre logique et savant, et j'ai plutôt choisi de suivre le courant spontané de mes intuitions et réflexions telles qu'elles se sont présentées à moi au cours des dernières années, soit depuis la publication de *Le Goût du Québec*, en 1996. Il en résulte cependant certains chevauchements et des répétitions, qu'on voudra bien excuser pour la bonne raison que j'en viens de donner.

Il m'est apparu utile, sinon nécessaire, de citer assez abondamment certains auteurs, notamment les juges de la Cour suprême du Canada. je remercie le professeur Tully de m'avoir aimablement permis de reproduire de larges extraits d'un remarquable article paru dans la revue *Globe*, publiée par le Centre d'études québécoises de l'Université McGill.

J'ai aussi jugé bon de rappeler certains de mes écrits antérieurs - souvent publiés sous le pseudonyme de Jean du Pays -, non pas par vantardise ou orgueil, mais pour exposer le contexte de mon cheminement et, à l'occasion, confesser mes erreurs. Je suis, en effet, à l'image de bien des Québécois, à la fois hanté, tourmenté, préoccupé, hésitant et incohérent dans ma recherche d'identité et des meilleurs choix politiques pour l'avenir du Québec. Il ne s'agit pas là de la roublardise normande du « peut-être ben que oui, peut-être ben que non », mais d'une certaine sagesse dans l'ambivalence qui veut « un Québec indépendant dans un Canada uni » et qui se rappelle que la politique est l'art du possible, du réalisable, donc du compromis. Le peuple n'est pas doctrinaire, ses tergiversations ne sont souvent que prudence et ses apparentes contradictions, que modération - bien que celle-ci puisse aussi n'être que mollesse, paresse ou coupable indifférence.

[23]

Cet essai est tantôt « savant », donc ennuyant, tantôt « vulgaire », intuitif, impulsif. Ainsi à cheval sur ces deux genres, peut-être ne satisfera-t-il personne. Et mes conclusions déplairont tantôt à mes amis souverainistes, tantôt à mes amis fédéralistes. Mais elles sont l'aboutissement d'un long cheminement personnel, amorcé en 1955 quand j'ai choisi de devenir membre du Parti libéral - même si mes choix idéologiques me portaient plutôt vers le Nouveau Parti social-démocrate.

(NPD) ⁵ par souci d'efficacité et de réalisme - et de contribuer ainsi à la Révolution tranquille des années 60 - cheminement poursuivi en 1967 avec mon départ du Parti libéral du Québec pour participer à la fondation du Mouvement Souveraineté-Association (MSA) de René Lévesque, qui devint l'année suivante le Parti québécois ; cheminement plus ou moins intériorisé, pendant mes vingt-quatre ans de magistrature au sein du Tribunal du travail. Et enfin parvenu à l'heure de la retraite, des confessions et des testaments. Voici l'humble contribution d'un homme ordinaire, épris de liberté et soucieux de s'acquitter le mieux possible de ses devoirs de citoyen envers la collectivité, notamment celui de donner son avis, au risque de se tromper, mais sans tromperie, ni flagornerie. Indépendance nationale ? Peut-être. Mais indépendance d'esprit, sûrement.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à l'usage des profanes, le contexte historique où se situe la problématique de l'indépendance du Québec.

Je ne suis pas historien, mais je crois savoir que l'Empire français d'Amérique du Nord comprenait trois colonies, dont deux composant la Nouvelle-France : l'Acadie cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht en 1713, la Louisiane cédée aux États-Unis par Bonaparte en 1803 et le Canada cédé à la Grande-Bretagne par le traité de Paris en 1763. La colonie canadienne se limitait de fait à la vallée du Saint-Laurent et devint, en 1763, la Province de Québec, avec une population de quelque 60 000 habitants.

[24]

Les colonies britanniques d'Amérique du Nord furent constituées en fédération jouissant d'une assez large autonomie gouvernementale, sous le nom de Canada, en 1867. Cette colonie anglaise, comprenant le Québec, devait progressivement, par étapes (nous n'avons pas inventé l'étapisme), conquérir son indépendance, juridiquement reconnue par la Grande-Bretagne en 1931, dans le Statut de Westminster.

⁵ Ce que me reprocha un certain Pierre Elliott Trudeau - qui devait, une dizaine d'années plus tard, se joindre au Parti libéral du Canada et devenir Premier ministre - dans le journal *Vrai* de son ami Jacques Hébert, qui devait lui-même finir comme sénateur libéral. L'Histoire a parfois de bien curieux chemine-ments !

L'ancienne colonie française du Québec devenue colonie anglaise obtint donc son indépendance en 1931, mais comme partie intégrante de ce nouveau pays que devenait le Canada ; le Québec ne devint jamais un pays indépendant et je ne saurais dire s'il eût pu le devenir avant aujourd'hui - de toute manière on ne refait pas l'histoire.

Dans la réalité économique-politique, la province de Québec fut, jusqu'à la Révolution tranquille, d'abord une sous-colonie canadienne, puis une colonie intérieure du Canada. Depuis le « Maître chez nous » de Jean Lesage en 1962, le Québec se conduit comme un État faisant partie d'une fédération d'anciennes colonies anglaises devenue un pays indépendant. On peut dire que le Québec a, depuis, adhéré librement à cette fédération en s'abstenant d'en faire sécession. Cependant, le Québec, qui en tant que colonie avait souhaité (il ne pouvait pas encore vouloir) faire partie d'une fédération, croyait que celle-ci avait été créée sur la base d'un pacte entre le peuple français et le peuple anglais du Canada, dont le Parlement britannique verrait à arbitrer les éventuels différends. jusqu'à ce que le peuple anglais du Canada, s'exprimant par toutes ses institutions politiques, changeât la Constitution, en 1982, en la rapatriant de Londres et en y ajoutant une Charte des droits et libertés, sans l'accord du Québec.

Le peuple du Québec y vit un dernier acte de domination coloniale ⁶ à son endroit et exige, depuis lors, que remède y soit apporté par la reconnaissance de son droit d'autodétermination [25] et une modification substantielle de la répartition des pouvoirs entre le gouvernement québécois et le gouvernement canadien, pour les uns, et, pour les autres, par l'accession du Québec au statut de pays indépendant, associé ou non dans une union canadienne semblable à la communauté européenne.

Le problème devra être tranché par les uns et les autres et il est à souhaiter qu'une majorité assez forte puisse se dégager dans un sens ou l'autre, afin de mettre un terme non ambigu à cette histoire tour-

⁶ Dans l'esprit d'une majorité de Québécois, de tout temps Ottawa apparaît comme le successeur de Londres, maintenant le Québec, comme les nations autochtones, sous la coupe de la Couronne, représentée au Québec par un lieutenant-gouverneur, la plus haute autorité de l'État québécois : plus colonial que ça, tu meures ! même s'il ne s'agit que d'un pur symbole.

mentée, dont le bilan n'en demeure pas moins, somme toute, plutôt positif

Je veux emprunter ici au *Guide Bleu* des Éditions Hachette, la présentation que l'on y fait du Québec et des Québécois, présentation que je trouve à la fois juste et particulièrement efficace :

« Clin d'oeil de l'Histoire : Shakespeare a posé sa fameuse question "to be or not to be" à l'époque même où naissait la Nouvelle-France. Est Québécois celui ou celle qui habite le Québec ? Pas si simple. L'appellation "Québécois" n'a même pas quarante ans ! Avant, on parlait de "Canadiens français", avant encore de "Canadiens", tout simplement. Évolution significative d'une identité.

« L'Histoire, douloureuse, en partie volée, témoigne de la formation tenace et âprement défendue d'une "société distincte" en terre d'Amérique. Être québécois renvoie ainsi à la reconnaissance d'une communauté géographiquement concentrée, avec une langue et une culture propres, et des spécificités (droit civil, langue, religion, système scolaire...) reconnues. Autrement dit, tous les ingrédients d'une nation même si la question politique n'est pas réglée. Pourtant, nous ne sommes pas en présence d'un pays français d'outremer, comme Saint-Pierre-et-Miquelon. Le Québécois est un Nord-Américain francophone et non un Français d'Amérique.

UN NORD-AMÉRICAIN FRANCOPHONE

« Outre la langue, le Québécois a gardé, de ses racines sur le vieux continent, le droit civil, le goût de "jaser" politique, l'esprit de résistance, une culture terrienne qui remet l'ouvrage cent fois [26] sur le métier (y compris... le référendum !), un palais gastronome (en 1996, la guerre contre Ottawa, qui voulait interdire le fromage au lait cru, fut exemplaire !) et une certaine ambivalence très normande ("p'être ben qu'oui, p'être ben qu'non"). En revanche, le Québécois ne comprend guère les convenances hexagonales et la rigidité des hiérarchies françaises. Quand le Français parle du "monde" c'est du « grand monde » ou du « beau monde » alors que le Québécois, dont le pays a été construit par les petites gens abandonnées par les élites à l'heure de la Conquête anglaise, évoque le "vrai monde", le "monde ordinaire" chanté par Charlebois. Et, s'il s'est converti officiellement au système métrique, le Québécois parle toujours de la neige en "pouces", d'une taille en "pieds", de distances en "milles" et d'alcool en « onces ». À l'Amérique il a emprunté son pragmatisme, son goût du changement, ses villes quadrillées, ses maisons sans clôture, ses manies procédurières... Il conserve aussi un héritage "british" : le tutoie-

ment, le système électoral et parlementaire, le droit criminel, le dollar à l'effigie de la reine...

LA DUALITÉ QUÉBÉCOISE

« Le Québécois, hésitant quant à son avenir, multiplie les dualités. jusqu'à la schizophrénie pour certains. Il est latin et nordique, convivial et dur en affaires, pionnier et fataliste, souverainiste et fédéraliste, nationaliste et mondialiste, insoumis et « politiquement correct"... Il monte fièrement les couleurs fleurdelisées devant sa maison mais confie parfois "j'suis pas capable". Reste qu'il semble être délivré de complexes d'infériorité ou de rancœurs, envers les Français comme envers les Anglophones. Le voilà entrepreneur et capitaliste bon teint (chacun, à côté de son emploi, y va parfois de ses "Productions Inc." ...), tout en affichant une culture social-démocrate distincte (innovations sociales et régionales, groupes communautaires et solidaires...).

« [...] Ce souci de l'identité, cet attachement des Québécois à leur histoire ne les empêchent pas d'être hommes du Nouveau monde. Fussent-ils souverainistes, ils défendent l'Aléna (le libre-échange nord-américain) plus que bien d'autres Canadiens, restent ouverts à l'immigration, jouent les pionniers francophones sur Internet.

[27]

« UNE ENFANCE À L'EAU BÉNITE »

« Le Québécois d'aujourd'hui doit beaucoup à l'Église d'hier. À l'entendre égrener ses litanies de jurons issus du langage religieux, on comprend tout le poids d'une "enfance à l'eau bénite", selon la belle formule de la journaliste québécoise Denise Bombardier. Quand les autorités civiles réembarquèrent au moment de la Conquête, les prêtres sont restés avec leurs ouailles et ont orchestré la résistance. Ils ont béni la "revanche des berceaux" et organisé l'éducation. Ainsi s'est maintenue la langue française. jusqu'au milieu du XXe siècle, l'Église omniprésente, a dirigé le système scolaire et les services sociaux. Un livre iconoclaste, Les insolences du Frère Untel, a sonné l'heure de la sécularisation : l'effondrement de la pratique religieuse et de la natalité s'est produit en quelques années. Entre 1971 et 1991, le taux des mariages a fléchi de 49 % au Québec (18 % en Ontario). [...] »

LE DÉSARROI DES ANGLOPHONES

« Le fameux "nous autres" qui distingue si souvent les Québécois inclut-il l'ensemble des citoyens de la province ? Pas si sûr. Être Québécois implique de choisir l'identité québécoise en priorité. Or, pour la quasi totalité des 800 000 Anglophones, largement concentrés dans l'ouest de Montréal, l'identification première est d'abord canadienne. Difficile d'accepter d'être minoritaires ici quand on se sent de la majorité du pays-continent. Lorsque le boulevard Dorchester est rebaptisé René Lévesque, ils estiment que leur présence est effacée. Moins nombreux et moins influents que par le passé, les Anglo-Québécois se disent aujourd'hui victimes de discriminations, du fait notamment des lois linguistiques. Que devraient dire les Francophones hors Québec ? Car il est difficile de croire l'anglais en péril au Québec avec deux chaînes de télévision, un quotidien, six radios, deux universités... Reste un certain désarroi face à la montée souverainiste, une incompréhension évidente et l'impuissance à faire comprendre le Québec au reste du Canada. Aussi, certains extrémistes envisagent-ils une partition" du Québec.

LE COULOIR DES IMMIGRANTS

« En dénonçant "les votes ethniques" au soir du référendum perdu de 1995, Jacques Parizeau a choqué les "communautés [28] culturelles" : c'est ainsi que l'on appelle les immigrants. Comme les anglophones, ces allophones (10 % de la population) ont voté "non" à plus de 90 %. Chaque année, 20 à 40 000 immigrants s'installent, essentiellement à Montréal. Des quartiers chinois, portugais, grecs, italiens, haïtiens... jalonnent le boulevard Saint-Laurent, ce couloir des immigrants qui démarque, jusque dans la numérotation des rues, l'ouest anglophone de l'est francophone.

1% D'AUTOCHTONES

« Aborigènes ? Amérindiens ? Autochtones ? Ils parlent aussi des Premières Nations. Ils sont 65 000 environ au Québec, autour de 1 % de la population, nettement moins que dans les provinces canadiennes de l'Ouest. Parmi eux, quelque 7 000 Inuit vivent dans 14 villages du Grand Nord, le Nunavik à l'autonomie grandissante. Les Amérindiens sont éparpillés en 10 nations et une cinquantaine de "réserves", dont le statut est reconnu par la loi fédérale sur les Indiens, mais où la situation sociale est souvent difficile. La plupart des nations (sauf les 1900 Abénaquis, les 3000 Hurons et les 600 Malécites) ont leur propre langue. Les Amérindiens s'expriment aussi en français (les Hurons et les 13 000 Montagnais)

ou en anglais (les 12 000 Cris et les 13 000 Mohawks). Lors du développement hydro-électrique du Nord, des ententes ont été conclues en 1974 et 1978. D'autres sont en cours. Généralement hostiles à l'idée de la souveraineté du Québec, les autochtones revendiquent de plus en plus leur "souveraineté" sur "nos territoires et nos ressources", au-delà des droits ancestraux de chasse et de pêche. L'héritage amérindien a été longtemps nié, mais la "troisième solitude" (autre que francophone et anglophone) entend dire son mot désormais. Le conflit d'Oka en 1990, près de Montréal, a ravivé les tensions. Les questions de contrebande irritent aussi nombre de Québécois, qui comprennent mal un certain angélisme européen envers les Amérindiens. »

Voilà. La table est maintenant dressée pour un festin constitutionnel ! Bon appétit.

M. B.

[29]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

PREMIÈRE PARTIE

De la démocratie et de constitution

[Retour à la table des matières](#)

[31]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
I. De la démocratie et de constitution

1

Nation et peuple

[Retour à la table des matières](#)

Il y a tellement de définitions du mot « nation » qu'on risque de se retrouver en tour de Babel dans toute discussion sur la nation si on ne prend pas bien soin de préciser la définition qu'on adopte.

Dans toute discussion, dans toute analyse, la précision du langage est essentielle pour éviter les malentendus, les ambiguïtés, la pensée floue, et obtenir des résultats clairs et compréhensibles par tous. Sinon, on verse facilement dans la cacophonie, la confusion, le brouillard.

Malheureusement, le discours politique en est toujours à ce stade et ce n'est que par des explications laborieuses qu'on peut atteindre quelque rigueur de pensée.

Ainsi les mots « nation » et « peuple » sont souvent synonymes mais pas toujours, comme le sont « État », « pays » et « nation ».

Entre les deux principaux concepts qui s'opposent, la *nation ethnique* (modèle historique allemand) et la *nation civique* (modèle français, américain, canadien), il y a la *nation socio-culturelle* de Fernand Dumont, la *nation socio-politique* de Michel Seymour, la *nation ethno-civique* de Gérard Bouchard, etc.

Les définitions foisonnent, chacune répondant à une préoccupation particulière de son auteur, à la nuance ou l'accent que chacun privilégie.

[32]

Et pour mieux compliquer la question, *nation* est le plus souvent synonyme de *peuple*. Cependant, *nation* en français peut être synonyme d'État ou pays dans son acception politique, ou de *peuple* dans son acception sociologique ; en anglais on utilise *nation* plutôt dans son acception politique.

Si la population d'un État est un peuple (le peuple américain, français, canadien), un État peut être la structure politique d'une seule nation (par exemple la Grèce) ou de plusieurs ; il est alors multi ou plurinational. La nation politique regroupe souvent plusieurs nations sociologiques, comme c'est le cas du Canada, de l'Espagne (Espagnols, Catalans, Basques), et même de la France (Français, Corses, Basques, Bretons et, peut-être, Alsaciens, Maghrébins de France). De sorte qu'on a des nations multinationales (ou des peuples multi « populaires »).

Pour éviter le plus de confusion et d'ambiguïté possibles, j'aurais aimé employer *nation* uniquement dans son acception sociologique, *peuple* comme synonyme de *nation* dans son acception politique (le peuple américain, français, canadien), c'est-à-dire la population d'un État, d'un pays, formant un groupement humain déterminé, spécifique et possédant des caractéristiques communes (langue, histoire, volonté de vivre ensemble), et *État* dans le sens de pays, groupement humain fixé sur un territoire déterminé, soumis à une même autorité et constituant une entité politique souveraine. De sorte que, selon cet usage, on devrait dire « Organisation des États ou Pays Unis » au lieu de « Organisation des Nations Unies » ; et « Provinces-Unies d'Amérique » plutôt que « États-Unis d'Amérique ».

J'aurais bien voulu adopter mes propres définitions de « nation » et de « peuple » pour simplifier mon discours. Mais comment faire quand l'usage veut que ces deux termes soient généralement synonymes ? Quel avantage y aurait-il à être le seul à avoir le pas ? Je dois donc me résoudre à conserver le langage courant avec toutes les ambiguïtés qu'il charrie, en précisant le mieux possible le sens des mots utilisés chaque fois que cela paraît nécessaire.

Il ne s'agit pas seulement de fantaisie langagière ou de snobisme intellectuel dans la recherche du bon langage, du terme approprié, du vocabulaire précis.

[33]

Il s'agit de savoir si les Québécois forment un peuple ou une nation possédant un quelconque droit d'autodétermination. Quelles sont les sociétés ou collectivités qui constituent des peuples ou des nations au sens du droit international (aussi appelé droit des gens) ? Et qu'est-ce que le droit à l'autodétermination ? S'agit-il d'un droit à l'indépendance ou souveraineté nationale, ou d'un simple droit à l'autonomie à l'intérieur d'un État plus vaste ?

Déjà dans d'autres publications ⁷ j'ai affirmé que le Québec constituait une nation et jouissait d'un droit à l'autodétermination équivalant à un droit à la souveraineté nationale ou à l'indépendance. Mais je reconnais qu'il fallait poursuivre là-dessus réflexion et dialogue. C'est l'objet de ce nouveau livre.

Avant d'aller plus loin, il m'apparaît utile de revoir les définitions du dictionnaire (le *Grand Robert* pour le français, et les dictionnaires Oxford et Webster pour l'anglais) pour les mots-clefs du débat sur la question de l'accession du Québec à une forme de souveraineté.

⁷ *Ni oui, ni non. Bien au contraire !*, Hurtubise HMH, 1995, *Le Pays rapaillé*, Les éditions Flora, 1995, toutes deux sous le pseudonyme de Jean du Pays, et *Le Goût du Québec*, Hurtubise HMH, 1996.

LE GRAND ROBERT

État

Autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple et d'un territoire déterminés : communauté (nationale), corps (politique), nation, société.

« Les États membres d'un union réelle et les États membres d'un État fédéral sont seulement des États au sens du droit constitutionnel, pas au sens du droit international » (Delbez).

« L'État est la personnification juridique d'une nation » (M. Haurion, *Droit public*, p. 304, édition de 1916).

Fédération

Groupement, union de plusieurs États en un seul État fédéral.

[34]

Confédération

Union entre plusieurs États qui s'associent tout en conservant leur souveraineté.

Souveraineté

Caractère (d'un État, d'un organe) « qui n'est soumis à aucun autre État ou organe, alors qu'il est lié par des règles supérieures » (Capitant).

Souveraineté territoriale, domaine de souveraineté d'un État.

Voir autonomie, indépendance.

Souveraineté d'un État fédéral. ⁸

⁸ Celle-ci est alors partagée entre un gouvernement central ou fédéral et des gouvernements régionaux ou provinciaux.

Autonomie	Droit, fait de se gouverner par ses propres lois. ⁹
Indépendance	<p>« Situation d'un organe ou d'une collectivité qui n'est pas soumis à un autre organe ou une autre collectivité » (Capitant).</p> <p>L'indépendance d'un État, d'une nation, d'un pays, d'un peuple.</p>
Sécession	Action par laquelle une partie de la population d'un État se sépare, de façon pacifique ou violente, de l'ensemble de la collectivité, en vue de former un État distinct ou de se réunir à un autre.
Partition	Partage (d'un pays, d'un territoire).
Pays	<p>Territoire habité par une collectivité (nation, région, province, canton, commune), et constituant avec sa population une réalité géographique dénommée.</p> <p>Voir État, nation.</p> <p>Le pays de quelqu'un : la nation, la région, le lieu considéré comme sa patrie.</p>
[35]	
Patrie	Nation, communauté politique à laquelle on appartient ou à laquelle on a le <u>sentiment d'appartenir</u> ¹⁰ ; pays habité par cette communauté. Nation.

⁹ L'autonomie est complète dans un État souverain, partielle dans un État fédéré.

¹⁰ À moins d'indication contraire, tous les soulignements sont de l'auteur de cet ouvrage.

Province

Division d'un État, d'un royaume.

Partie d'un pays ayant un caractère propre.

(au Canada) État fédéré doté d'un gouvernement propre, souverain dans le domaine de ses compétences.

Peuple

Ensemble d'humains vivant en société, habitant un territoire défini, ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions, et parfois, une communauté d'origine.

La notion de *peuple* est très vague et peut correspondre à une ethnie, à une communauté politique (Nation, État).

Le peuple, un peuple : corps de la nation, ensemble des personnes soumises aux mêmes lois. *Peuple* peut désigner la totalité de la nation, en tant que sujet de droit, ou la partie de la nation qui est gouvernée, soumise à d'autres éléments.

L'ensemble d'une population en tant que sujet de droits politiques. Souveraineté du peuple. Démocratie.

Constitution française de 1958 : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. » ¹¹

¹¹ Le Conseil Constitutionnel français a déclaré inconstitutionnelle l'affirmation qu'existe « un peuple corse composante du peuple français », la République française étant indivisible et sa constitution ne connaissant que « le peuple français, composé de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion. » L'unicité du peuple français ne devait pas être mise en question de peur, semblait-il, d'une dérive raciste toujours à craindre. « Le nationalisme, écrivait *Le Monde* (dans son numéro 253 d'avril 1997), revêt aujourd'hui un aspect inédit : au nationalisme territorial succède un micro-nationalisme identitaire basé sur la langue et la culture. Autant de visions et d'envies de vivre ensemble... sans l'autre ? » Dans cette même édition, on pré-

Nation

Groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun.

[36]

« Un État peut comprendre plusieurs nations »
(Cuvillier, *Précis de philosophie*, t. 11, p. 395).

Groupe humain, en tant qu'il forme une communauté politique, établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis, et personnifiée par une autorité souveraine. Communauté, État, Patrie.

Société des Nations (SDN) créée en 1919. Organisation des Nations Unies (ONU), créée en 1945.

« Élément de l'État constitué par le groupement des individus fixés sur un territoire et soumis à l'autorité d'un même gouvernement » (Capitant).

Nationalité

Existence ou volonté d'existence en tant que nation d'un groupe d'hommes unis par une communauté de territoire, de langue, de traditions, d'aspirations... ; ce groupe, dans la mesure où il maintient ou revendique cette existence.

Nation.

Principe des nationalités, au nom duquel ces groupes ont le droit de se constituer en État politiquement autonome.

État d'une personne qui est membre d'une nation déterminée.

sente la France comme la quintessence de l'État-nation qui « incarne l'attachement des peuples à leur identité. »

Nationalisme

Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement. V. Chauvinisme, patriotisme.

Doctrines fondées sur ce sentiment, subordonnant toute la politique intérieure au développement de la puissance nationale et revendiquant le droit d'affirmer à l'extérieur cette puissance sans limitation de souveraineté.

Doctrines, mouvements politiques qui revendiquent pour une nationalité le droit de former une nation.

Auto-détermination

Détermination du statut politique d'un pays par ses habitants. Le droit à l'autodétermination.

[37]

THE CONCISE OXFORD DICTIONARY (1990)

Nation

A community of people of mainly common descent, history, language, etc., forming a State or inhabiting a territory. Law of nations.

People

Persons composing a community, tribe, race, nation, etc.

State

An organized political community under one government ; a commonwealth ; a nation.

Such a community forming part of a federal republic, esp. The United States of America.

Autonomy

The right of self-government.

Independent

Self-governing. An autonomous state.

WEBSTER'S NEW COLLEGIATE DICTIONARY (1977)

Nation A community of people composed of one or more nationalities and possessing a more or less defined territory and government.

Nationality A legal relationship involving allegiance on the part of an individual and usually protection on the part of the State.

Membership in a particular nation.

Political independence or existence as a separate nation.

A people having a common origin, tradition, and language and capable of forming or actually constituting a nation-state.

An ethnic group constituting one element of a larger unit (as a nation).

[38]

People A body of persons that are united by a common culture, tradition, or sense of kinship, that typically have common language, institutions, and beliefs, and that often constitute a political organized group.

Autonomous Having the right or power of self-government.

Self-government Government under the control and direction of the inhabitants of a political unit rather than by an outside authority.

À ces définitions, j'ajouterais les remarques suivantes.

Tout synonymes que ces deux termes soient, il reste que *peuple* a une connotation plus civique, plus républicaine, et *nation* plus sociologique, plus ethnique ; il importe surtout de distinguer le peuple ou la nation en tant que population d'un État, des peuples ou nations qui se trouvent à l'intérieur de l'État (de la nation ou du peuple), et qui sont alors soit majoritaires, soit minoritaires (les minorités nationales). Ce sont ces peuples ou nations minoritaires qui peuvent rêver d'indépendance et à propos desquels il y a lieu de se demander si, en droit constitutionnel (la loi organique d'un État) ou en droit international (le droit des nations qui régit les rapports des États souverains entre eux), ils ont un droit de sécession ou d'accession à leur propre souveraineté, soit en vertu du principe démocratique (dans un État démocratique) et du principe du fédéralisme (dans un État fédéral), soit en vertu du droit des peuples à l'autodétermination selon le droit international (qu'il ne faut pas confondre avec le principe des nationalités, lequel n'est pas reconnu en droit international).

Le principe démocratique veut que ce soit le peuple qui soit souverain et qu'il se gouverne lui-même par ses représentants élus librement, donc que chaque peuple ait le droit de déterminer son statut politique et de se donner les institutions gouvernementales, législatives et judiciaires de son choix. En d'autres termes, le principe démocratique reconnaît à chaque peuple le droit à l'autodétermination, donc la liberté d'exercer lui-même sa souveraineté s'il le désire, soit entièrement de façon indépendante, soit en partie s'il [39] accepte de limiter sa souveraineté nationale au profit d'un groupe d'États formant une union fédérale ou confédérale. Le principe démocratique comprend ainsi le principe des nationalités.

Le principe démocratique fonde la légitimité des institutions et des lois d'un État démocratique, mais n'a force exécutoire ou valeur de loi que s'il fait partie de la Constitution ou loi organique de l'État en question. D'où la distinction qui s'impose entre légitimité et légalité ; bien qu'à soit souhaitable que les deux coïncident, ce n'est pas toujours le cas.

Le principe démocratique n'est pas encore reconnu comme principe du droit international, bien que celui-ci évolue lentement en ce sens. Le droit international se tient plus près de la réalité politique et tend uniquement à régir les relations entre les États tels qu'ils sont constitués, démocratiquement ou non, de façon à favoriser la paix et éviter les guerres entre États. D'où la reconnaissance de l'égalité, de l'intégrité territoriale des nations et de la souveraineté exclusive de l'État sur son territoire comme principes du droit international. Cependant, le monde, la société des nations, n'est pas encore organisée comme un super État, possédant un gouvernement, une assemblée législative et des tribunaux judiciaires ayant autorité et force exécutoire sur l'ensemble des États. Mais on y tend, soit par des organisations intermédiaires du type de l'Union européenne, soit par la création de cours internationales de justice et l'élaboration d'un droit d'ingérence humanitaire.

Mais, généralement, le droit international n'est encore qu'un code éthique fondant la légitimité et non un code de lois établissant la légalité dans l'ordre international, sauf en matière de génocide et de crimes contre l'humanité.

Ajoutons enfin que si les formes du fédéralisme sont multiples, les fédérations étant plus ou moins centralisées selon que le partage de la souveraineté nationale favorise davantage l'État fédéral lui-même ou les États membres, ceux-ci ne conservent pas, en principe, la liberté de se retirer de la fédération pour retrouver leur entière souveraineté et l'exercer pleinement, ou la partager avec d'autres États dans une autre fédération. Alors que dans une confédération les États conservent leur souveraineté nationale, tout en déléguant à des organes communautaires certaines compétences [40] (selon le principe dit de subsidiarité, les compétences déléguées sont celles que la communauté peut mieux exercer) ; en principe, les États confédérés conservent le droit de se retirer de la confédération, pourvu qu'ils l'exercent de manière équitable, en respectant leurs engagements. Dans une fédération, les citoyens exercent leurs droits démocratiques, tantôt comme citoyens d'un État membre, tantôt comme citoyens de l'État fédéral. Dans une confédération, les citoyens agissent principalement, sinon exclusivement, dans le cadre de leurs nations respectives et ce sont les États membres qui délèguent leurs compétences et pouvoirs aux organes de la Confédération. Bien que les citoyens d'une confédération puissent

avoir une double nationalité, deux passeports, comme c'est le cas pour les ressortissants de l'Union Européenne, leur citoyenneté première, fondamentale, demeure nationale.

On voit ainsi qu'une organisation étatique mondiale ne pourrait être que confédérale : on n'est pas citoyen du monde, mais d'une nation. La nationalité mondiale est un contresens. Un passeport universel ne pourrait avoir de sens que vis-à-vis d'hypothétiques martiens.

Quant au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, en droit international, outre le fait qu'il ne soit qu'un principe de légitimité et non de légalité, il ne s'applique, en dehors des États constitués et internationalement reconnus, qu'aux peuples colonisés (les anciennes colonies des pays européens, la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et les Pays-Bas, notamment), aux peuples opprimés et aux nations autochtones. Mais le droit à l'autodétermination n'est un droit à la pleine autonomie ou indépendance que pour les peuples colonisés. Les autres, peuples autochtones ou opprimés, n'ont droit qu'à l'autonomie interne, mais pas à l'indépendance, sans d'ailleurs qu'il soit précisé si cette autonomie interne est complète ou simplement suffisante pour assurer leur existence et leur développement comme peuple distinct à l'intérieur de l'État où ils se trouvent, c'est-à-dire en définitive comme un État membre d'une fédération, qui elle-même peut être plus ou moins centralisée (comme le Canada, les États-Unis, la Suisse), et non comme un État souverain, confédéré (telle la France au sein de l'Union européenne) ou non.

[41]

Voyons maintenant comment ces principes et ces concepts sont perçus par d'autres auteurs, notamment par les juges de la Cour suprême du Canada, qui ont émis, en 1998, un arrêt sur le droit de sécession unilatérale du Québec, qui est un avis de la Cour émis à la demande du Gouvernement fédéral canadien (on appelle cette procédure un *renvoi* et la décision rendue n'est pas un jugement exécutoire, mais une simple opinion ; toutefois une telle opinion n'en définit pas moins le droit).

Dans *Le Goût du Québec* (HMH, 1996, pp. 75 et s.), Julien Bauer ¹²) situe le concept de nation dans son origine historique (les soulignements sont de moi) :

« Le traité de Westphalie (1648), qui mettait fin à la Guerre de Trente Ans, a jeté les bases de l'État. Il accordait au souverain le droit d'imposer la religion à ses sujets mais, en contrepartie, devait accorder le droit à l'exil pour ceux qui refuseraient de se convertir. Depuis lors, on a assisté à une multiplication des États et à un renforcement de leur rôle. La démocratisation progressive des sociétés, surtout occidentales, a entraîné un transfert de souveraineté du monarque, du duc et des autres barons au peuple. La philosophie sous-jacente à Westphalie, la valorisation de populations homogènes - au moins religieusement homogènes - est encore présente dans la valorisation des États-nations, des structures politico-administratives chapeautant un peuple. Si tout peuple n'a pas un État et si tout État ne se limite pas à un seul peuple, une certaine adéquation a été cherchée pour faire coïncider, dans la mesure du possible, les frontières étatiques et les zones habitées par les peuples.

« Cette adéquation n'étant pas parfaite, on a vu apparaître, en particulier dans les États issus de la disposition des empires austro-hongrois et ottoman, des minorités. Ces minorités nationales, sources de conflits et de guerres en Europe, étaient tiraillées entre l'appartenance à un peuple vivant majoritairement dans un autre État et l'appartenance à un État où leur statut était minoritaire. La lecture des journaux nous montre à quel point les relations État-peuple-minorités constituent un problème omniprésent sans solution facile.

[42]

« Plusieurs définitions de ce qui constitue un peuple ont été présentées. Elles ont généralement pour but de prouver que le groupe auquel appartient l'auteur est un peuple et que le ou les groupes qu'il n'aime pas sont, tout au plus, des peuplades, des tribus, des minorités, bref des groupes inférieurs. Certains insistent sur la race - que l'on baptise pudiquement d'ethnie pour être politiquement correct - d'autres sur l'histoire, la géographie, la religion, la langue, la culture, etc.

« Les peuples au sens biologique, supposent une continuité ethnique parfaite sans aucun apport d'autres groupes humains. À moins d'habiter une île perdue, on voit mal comment un peuple pourrait être complètement

¹² Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

coupé du reste de l'humanité. Les peuples, au sens culturel, correspondent à l'image qu'ils se font de leurs propres cultures. Les définitions qui nous paraissent les plus satisfaisantes, et les plus honnêtes sont celles de Renan et de Weber. Renan nous propose une liste des ingrédients qui peuvent aboutir à la constitution d'un peuple : race, langue, affinité religieuse, géographie, intérêts économiques, nécessités militaires. Toutes ces conditions sont insuffisantes s'il manque l'ingrédient principal, la volonté d'être un peuple. « Une nation est une âme, un principe spirituel...c'est l'aboutissement, d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements ; avoir des gloires communes dans le passé, avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple" (*Qu'est-ce qu'une nation?* 1882). Pour Weber, un peuple, ou plus précisément une ethnie, est un "groupe humain qui nourrit une croyance subjective à une communauté d'origine.... croyance qui devient importante pour la propagation de la communalisation, peu importe qu'une communauté de sang existe ou non objectivement" (*Économie et société*). Peu importe les gènes et autres arbres généalogiques, peu importe la réalité objective, un peuple existe lorsqu'il croit être un peuple, lorsque ses membres sont persuadés qu'ils ont un passé commun et veulent continuer à vivre ensemble. Il n'est donc pas surprenant que les peuples aient des mythes fondateurs qui permettent à tous leurs membres de se situer. Ces mythes ont souvent fait l'objet d'un endoctrinement systématique pour renforcer le sentiment d'appartenance au peuple. Le cas le plus célèbre est sans doute celui utilisé en France : "nos ancêtres, les Gaulois". Cette idée qui semble ridicule de nos jours, a été à la base même de l'éducation républicaine laïque en France pendant plus d'un siècle. On peut se [43] permettre aujourd'hui de la ridiculiser car elle a fonctionné. Des enfants martiniquais, basques, juifs, lorrains, savoyards, algériens, espagnols, dont la caractéristique commune est de suivre un enseignement français, sont persuadés que leurs ancêtres ressemblaient à Vercingétorix. Ils ont donc une origine commune mythique et, comme les irréductibles Astérix et Obélix, entendent vivre ensemble dans le présent et le futur.

« Le mythe canadien propose qu'en 1867 deux groupes humains, l'un d'origine française, l'autre d'origine britannique, ont décidé d'unir leurs destinées pour former un nouvel État ¹³. Les races fondatrices, devenues peuples fondateurs, seraient ainsi deux peuples qui ont décidé de vivre dans un État. L'existence de ces deux groupes est vérifiable. L'oubli des

¹³ Certains auteurs canadiens anglophones ont même prétendu que Canadiens français et Canadiens anglais, étant issus d'un même groupement européen de l'époque barbare - avant les Gaulois de Vercingétorix ! - étaient donc cousins et ne constituaient qu'un même peuple ! Il suffisait d'y penser pour, du coup, faire disparaître l'affrontement anglo-franco au Canada et le mal-être canadien ! Cette note est de l'auteur du présent ouvrage.

autochtones parmi les fondateurs s'explique par la vision prédominante de l'époque coloniale où les fondateurs représentaient la civilisation et les autochtones, la sauvagerie. L'absence des minorités se comprend aussi : si, dès les débuts de la colonisation, il y a eu des individus d'origines autres que française et britannique, ils étaient trop peu nombreux pour que l'on puisse parler de peuple ou même de minorité. La première minorité, les Irlandais, ne s'est établie au pays que peu de temps avant la Confédération. »

Pour Bauer et beaucoup d'autres, « peuple » et « nation » sont synonymes. Pourtant, que la population du Québec puisse être un peuple paraît à peu près acceptable, mais qu'elle soit une nation cela est loin d'être évident !

On parle d'État-nation, mais pas d'État-peuple. Pourtant le peuple, selon le *Petit Robert*, c'est « l'ensemble des citoyens d'un État, des personnes soumises aux mêmes lois, forcément le corps de la nation. » !

C'est que, dans l'expression « État-nation », nation n'est pas synonyme de peuple mais renvoie plutôt à la nation sociologique, [44] l'État étant alors uni-national et sa population homogène. L'État-nation représentait alors le couple idéal, la condition politique souhaitable pour toute nation et la condition sociologique désirable pour tout État.

Que l'on dise « peuple » ou « nation », il s'agit d'un groupe d'humains (généralement assez vaste, c'est-à-dire plus nombreux qu'une famille, une tribu, un clan) unis par une communauté de territoire, de langue, de traditions et d'aspirations, et qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre ensemble. Un peuple ou une nation existe s'il a la volonté d'exister comme une communauté politique distincte, si ses membres partagent un même sentiment d'appartenance au groupe en question.

Dans *La nation en question* (L'Hexagone, 1999), Michel Seymour ¹⁴ adopte un concept socio-politique de la nation relativement complexe. Mais, reconnaît-il, « quel que soit le concept utilisé, une nation apparaîtra toujours comme une population composée d'un ou de plusieurs groupes linguistiques, culturels et historiques, qui vise à une certaine autodétermination et qui se représente elle-même com-

¹⁴ Professeur de philosophie à l'Université de Montréal.

me une nation » (p. 97). Et il ajoute : « Les nations minoritaires ne peuvent être incluses dans les nations majoritaires que si elles-mêmes se représentent les choses de cette façon » (p. 101). Néanmoins, par un raisonnement qui m'apparaît passablement tordu, il arrive (p. 114) à inclure la minorité anglo-québécoise dans la nation québécoise, qui serait constituée d'une majorité nationale francophone, d'une minorité nationale anglophone et d'individus ayant des origines nationales diverses (italiennes, juives, haïtiennes, etc.).

Or, la minorité anglo-québécoise s'identifie presque unanimement à la majorité anglo-canadienne, assise principale de la nation canadienne. Non pas qu'elle soit exclue de la nation québécoise contre son gré, mais parce qu'elle refuse d'y être incluse, qu'elle en nie même l'existence. Pour les Anglo-Québécois, seule existe une minorité franco-canadienne au sein du Canada ou, advenant la sécession du Québec, une majorité franco-québécoise envers qui ils n'ont aucun sentiment d'appartenance.

[45]

Comme le dit Charles Taylor ¹⁵ dans *Rapprocher les solitudes* (PUL, 1992, p. 115) « pour qu'il y ait identité commune [...] il faut [...] que ces concitoyens aient le sentiment d'appartenir à une collectivité dont les membres se sentent liés par une allégeance commune. »

Même Jean-Marc Léger ¹⁶, dans *Le Devoir* du 8 octobre 1999, proclamait : « Il n'y a pas de nation québécoise ». Et il citait Fernand Dumont ¹⁷ (*Raisons communes*) : « Si nos concitoyens anglais du Québec ne se sentent pas appartenir à notre nation, si beaucoup d'allophones y répugnent, si les autochtones s'y refusent, puis-je les y englober par la magie du vocabulaire ? »

Pour Danielle Juteau ¹⁸ (*Le Devoir*, 28 août 1999), la collectivité québécoise est multinationale et multiethnique.

Julien Bauer, dans *Le Goût du Québec* (op. cit.), adopte les définitions de peuple proposées par Renan et Weber, pour qui l'ingrédient principal est la volonté d'être un peuple et de vouloir vivre ensemble :

¹⁵ Professeur de philosophie et de science politique à l'Université McGill.

¹⁶ Un des principaux représentants de la pensée nationaliste québécoise.

¹⁷ Dumont était professeur de sociologie à l'Université Laval.

¹⁸ Professeur de sociologie à l'Université de Montréal.

« Un peuple ne peut avoir comme membres des citoyens qui ne partagent pas un sentiment d'appartenance » (p. 85). Or, « les citoyens d'origines autres que française se sentent plus Canadiens du Québec que Québécois » (p. 81).

Bauer rejoint ainsi Dumont, pour qui parler de nation québécoise « est une erreur, sinon une mystification » et qui ajoutait : « Définir la nation par des frontières territoriales, c'est affirmer que l'État s'identifie à elle : construction toute verbale et parfaitement artificielle de tacticiens politiques. »

Dans *Le Pays rapaillé*, publié en 1995, j'ai écrit ce texte, qui est un bel exemple, je crois, du discours souverainiste. Mais quel raccourci !

« Les Québécois francophones forment un groupe de personnes unies par une communauté de territoire, de langue, de [46] traditions, d'aspirations. Comme la majorité d'entre eux veulent exister en tant que nation, ils constituent dès maintenant une nationalité. En vertu du principe des nationalités, ils ont le droit de se constituer en État politiquement autonome, ce qu'ils ont déjà un peu dans la fédération canadienne. Pour accéder à la pleine autonomie, ils doivent se séparer de la fédération et devenir un État souverain, par voie de sécession.

« La nationalité québécoise se fonde essentiellement sur la langue française et la culture québécoise, mais elle n'est pas ethnique bien que son assise principale soit l'ethnie franco-québécoise.

« Dans l'État-nation québécois il y aura évidemment des anglophones et des autochtones, c'est-à-dire des minorités nationales qu'il faudra respecter, et qui pourront s'intégrer progressivement à la nouvelle nation, tout en préservant leur identité de minorité nationale, et même leur double nationalité si l'État canadien le veut bien.

« La minorité anglo-québécoise ne devrait pas se sentir trop menacée ou isolée par son nouveau statut minoritaire au sein d'un Québec souverain, forte qu'elle est par ailleurs d'une assise culturelle continentale.

« Quant aux peuples autochtones, il est difficile d'imaginer qu'ils pourraient être moins bien traités par un Québec souverain qu'ils ne l'ont été jadis ou pourraient l'être encore par le Canada.

[...]

« Pour moi, il ne fait pas de doute que les Terre-Neuviens peuvent, aussi bien que les Ontariens ou les habitants de Colombie-britannique, former une nation, s'ils le veulent majoritairement. Toutes les provinces canadiennes pourraient ainsi devenir des nations si elles le décidaient démocratiquement, aussi bien qu'elles peuvent se fondre en une nation commune, comme c'est actuellement le cas, à l'exception du Québec.

« Les habitants de toutes les autres provinces se définissent d'abord comme des Canadiens, et les habitants du Québec, [47] d'abord comme des Québécois, tout en souhaitant demeurer canadiens si c'est possible. En ce sens, ils ont une double nationalité. Le problème réside cependant dans le fait que la nation canadienne est hostile à toute reconnaissance de la nationalité québécoise. De sorte que les deux nationalités apparaissent incompatibles. Les Québécois devront choisir l'une ou l'autre, renoncer à leur nationalité première ou renoncer à leur seconde nationalité canadienne, tout en espérant que le Canada trouve profit à continuer une forme de coexistence associée, à défaut de cohabitation.

« Les nations trop petites ou trop faibles ou trop dispersées n'ont pas les moyens de s'assumer entièrement dans des États bien à elles. Ce sont des nations condamnées à l'état de minorités nationales. Tel est sans doute le sort des Autochtones, des Acadiens, des Canadiens français hors Québec. C'est peut-être aussi celui des Franco-Québécois. Mais André Laurendeau et René Lévesque nous ont révélé à nous-mêmes que nous étions une majorité et, par conséquent, appelés à en assumer toutes les responsabilités, ce qui ne va pas sans l'exercice de tous les pouvoirs étatiques, ou presque.

« Le Québec est libre de ses choix, disait Robert Bourassa : il a, en effet, le choix d'être libre et souverain ou de stagner dans un statu quo débilisant. Il a le choix d'être une province comme les autres ou un pays comme les autres, une province normale ou un pays normal. »

J'avais même reproduit en épigraphe cette définition que Dumont donne de la nation, sans voir la contradiction entre la pensée de Dumont et celle qui était alors la mienne : « La nation est une communauté ; ce sont des liens communautaires qui maintiennent ensemble les individus d'une même nation, à partir d'un héritage culturel commun. »

Dans mon texte, je glisse imperceptiblement - je pourrais dire : je dérape ! - de la nation franco-québécoise, qui correspond bien à la citation de Dumont, à la nation québécoise, qui n'existe encore qu'en

rêve. On ne peut pas prendre ses rêves pour la réalité, et fonder un droit sur une représentation illusoire, trompeuse, de la réalité. Le Québec n'est pas une nation au sens [48] sociologique qui est celui de Dumont, ni même au sens politique : ce n'est qu'un État fédéré, une partie de la fédération canadienne, et cette partie d'État ne coïncide pas avec une nation, mais recouvre de son autorité quatre nations distinctes : les Franco-Québécois, les Franco-Canadiens du Québec, les Anglo-Québécois et les Autochtones québécois, bien que, en réalité, ceux-ci forment onze petites nations (voir l'annexe 1).

Il m'apparaît utile de reproduire ici le chapitre 2 de mon *Ni oui, ni non. Bien au contraire !* intitulé : « Le Québec : nation ou communauté de citoyens ? »

Dans *La communauté des citoyens - Sur l'idée moderne de nation*¹⁹, Dominique Schnapper tente de faire la synthèse entre la conception « élective » à la française et la conception « ethnique » à l'allemande de la nation.

Selon cet auteur, si le nationalisme exprime la revendication d'une ethnie d'être reconnue comme une nation, il ne faut pas confondre l'une et l'autre : une ethnie n'est pas une nation.

L'ethnie, en effet, est un ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture, selon la définition qu'en donne le *Robert*. Une nation peut comprendre plusieurs ethnies et une ethnie peut se retrouver dans diverses nations : ainsi l'ethnie française englobe notamment la Belgique wallonne, la Suisse romande et le Canada français.

Selon Schnapper, la nation se distingue de l'ethnie par sa dimension politique, qui demande aux individus de s'arracher à leurs enracinements pour fonder une communauté de citoyens. L'idée moderne de nation est celle d'une société démocratique ouverte à tous ses membres. Il reste que la citoyenneté est une notion trop abstraite, d'où la nécessité d'une sorte d'ethnisation du projet politique qui l'ancre dans la réalité sociale car, nous dit l'auteur, « toute construction nationale s'élabore à partir d'éléments ethniques »²⁰. Mais certains de ces

¹⁹ Paris, Gallimard, 1994.

²⁰ D'où le concept socio-politique de *nation*.

éléments peuvent se révéler [49] incompatibles avec l'idée de nation, par exemple l'inégalité entre l'homme et la femme ou certaines coutumes contraires à la liberté. De même, des peuples peuvent se sentir trop différents pour fonder durablement une nation. Ainsi pourrait-on penser que les peuples d'Europe sont trop divers pour former une seule nation, du moins dans un avenir prévisible, même s'il existe une citoyenneté européenne.

Cet ouvrage de Schnapper nous aide à clarifier les termes du débat. Il n'est peut-être pas inutile de poursuivre nos efforts dans ce sens.

Le mot « nationalité » désigne, selon le *Robert*, l'existence ou la volonté d'existence en tant que nation d'un groupe de personnes unies par une communauté de territoire, de langue, de traditions, d'aspirations. Il désigne aussi le groupe lui-même dans la mesure où il maintient ou revendique cette existence.

Le sens premier de « nation » est celui de groupe humain généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun. Il faut distinguer la nation et l'État : « L'idée de nation implique une idée de spontanéité ; celle d'État, une idée d'organisation qui peut être plus ou moins artificielle. Une nation peut survivre, même lorsqu'elle est partagée entre plusieurs États ; et un État peut comprendre plusieurs nations » (Cuvillier, *Précis de philosophie*, Tome 2, p. 395). Le mot « nation » désigne aussi un groupe humain, en tant qu'il forme une communauté politique, établi sur un territoire défini et personnifié par une autorité souveraine.

Les Québécois francophones forment un groupe de personnes unies par une communauté de territoire, de langue, de traditions, d'aspirations. Comme la majorité d'entre eux ont la volonté d'exister en tant que nation, ils constituent d'ores et déjà une nationalité. En vertu du principe des nationalités, ils ont le droit de se constituer en État politiquement autonome, ce qu'ils ont déjà partiellement dans la fédération canadienne. Pour accéder à la pleine autonomie, ils doivent se séparer de la fédération et devenir un État souverain, par voie de sécession.

[50]

Nos frères acadiens ou franco-canadiens d'Ontario ou des autres provinces ne constituent pas des nationalités distinctes. Ils appartiennent

nent simplement à la nation canadienne, à l'intérieur de laquelle ils forment des communautés ethniques comme les autres groupes minoritaires, à cette différence près que beaucoup d'entre eux parlent encore - mais pour combien de temps ? - l'autre langue officielle. Il aurait pu en être autrement, certes, si l'histoire avait fait en sorte que le Canada fût un État binational, qui aurait été fondé par un pacte entre les deux peuples fondateurs - ce que nous avons pris longtemps pour la réalité, mais qu'il n'est plus possible de croire sans un aveuglement suicidaire.

Les Québécois anglophones appartiennent à la nationalité québécoise dans la mesure où, malgré leur différence linguistique, ils partagent avec les Québécois francophones la volonté de constituer une nation distincte de la nation canadienne ; ceux qui n'ont pas cette volonté constituent une minorité au sein de la nation québécoise.

La nationalité québécoise se fonde essentiellement sur la langue française et la culture québécoise, mais elle n'est pas ethnique bien que son assise principale soit l'ethnie franco-québécoise.

Cependant, comme l'histoire en a fait la triste expérience, toute nation peut engendrer cette perversion du sentiment national - cet attachement naturel à la nation à laquelle on appartient - qu'est le nationalisme en tant que doctrine, fondée sur le sentiment national, qui subordonne toute la politique intérieure au développement de la puissance nationale et qui revendique le droit d'affirmer à l'extérieur cette puissance sans limitation de souveraineté. Si l'exaltation du sentiment national n'est que du patriotisme, il faut prendre bien soin d'empêcher qu'il ne dégénère en intolérance, xénophobie ou racisme.

Les Autochtones du Québec constituent une nation (ou plusieurs nations, cela n'est pas encore clair). Les Autochtones prétendent être des peuples souverains parce qu'ils n'auraient jamais été conquis et n'auraient pas abdiqué leur souveraineté. Mais le fait demeure que, si la Couronne impériale et le Canada ont reconnu jadis cette souveraineté, les Autochtones ne l'ont pas exercée depuis belle lurette. Leurs revendications actuelles [51] gagneraient en légitimité si elles tenaient compte de cette réalité historique et du fait que leurs droits inhérents actuels n'ont pas encore été définis, ni par la Cour suprême, ni par le gouvernement du Canada, ni par celui du Québec, ni même par les Autochtones eux-mêmes.

S'il y a de petites et de grandes nations, des faibles et des puissantes, elles n'en sont pas moins toutes égales en droit, comme les personnes elles-mêmes.

Les nations ont tendance à devenir des États et les États, des nations. Cette mouvance est nécessairement conflictuelle, jusqu'à la fusion ou l'absorption de l'une dans l'autre. Précède cet état de fusion un état de confusion identitaire dans lequel on ne sait pas très bien où on en est, laquelle nationalité l'emportera : la nouvelle résultant de la solidarité des citoyens ou l'ancienne rassemblant désormais tous les citoyens du nouvel État ?

Le danger est grand que cette mouvance ne dérive en intolérance agressive, que la nécessité d'intégration ne se mue en intégrisme (c'est-à-dire en intégration forcée ou exclusion purificatrice), que le nationalisme ne devienne racisme. Ce dont il faut se prémunir comme de la peste. Mais ce n'est pas parce que ce danger de perversion existe qu'à faut rejeter la nation et le nationalisme, comme le rappelle ce grand humaniste qu'est Fernand Dumont dans *Raisons communes*". ²¹

Dumont, après Renan ²², définit la nation d'abord comme « la communauté d'un héritage historique » et l'État, comme « la communauté politique ». Puis il énonce les trois critères suivants : « État et nation relèvent de modes d'allégeance différents ; ils supposent des solidarités spécifiques ; ils entretiennent des rapports qui ne sont pas de confiscation réciproque mais de support indispensable. » C'est ce dernier critère que je conteste ici.

Une nation dépourvue d'une organisation étatique qui lui soit propre est non seulement à la merci d'un pouvoir qui lui est [52] majoritairement étranger, mais surtout elle est un corps sans tête livré à un passé qu'elle ne peut dépasser dans un avenir projeté.

Dumont dit que la nation francophone (canadienne) ne se limite pas au territoire québécois. Je crois qu'il se trompe. L'ethnie française d'Amérique du nord n'est pas une nation ²³.

²¹ Montréal, Les éditions du Boréal, 1995.

²² Ernest Renan, écrivain français (1823-1910), historien (*La Vie de Jésus*) et spécialiste des langues sémitiques.

²³ Ici mon éditeur jugea bon d'inscrire une note dont on trouvera le texte un peu plus loin.

Il se trompe aussi quand il dit que « le Québec n'est pas une nation ». Le Québec est une nation qui hésite entre sa vocation étatique et son histoire provinciale, entre devenir pleinement elle-même, une nation accomplie dans sa citoyenneté, et devenir une autre, se fondre dans une autre nation par le truchement d'une citoyenneté plus vaste et la désintégration progressive de sa nationalité minorisée.

En réalité, Dumont appelle « nation » ce que Schnapper appelle « ethnie ». Pure question de sémantique ? Je ne crois pas. Même si ces concepts sont difficiles à délimiter, je préfère la terminologie de Schnapper, car je crains que celle de Dumont ne puisse entraîner des effets pervers qu'à n'a certes pas désirés et qu'à vaut mieux éviter.

Trudeau avait raison de vouloir une nation canadienne, comme Lévesque de vouloir une nation québécoise, nations politiques, États-nations. Mais évidemment on ne peut pas vouloir les deux, d'où la nécessité de choisir. Nécessité dramatique peut-être, mais impérieuse, inévitable. Un choix libre, volontaire et conscient, ou la dérive.

Dumont fait à Trudeau un mauvais procès en lui reprochant d'avoir réalisé l'État-nation canadien. C'était son choix, un choix logique. Nous sommes libres d'y adhérer ou de faire l'autre choix, celui de l'État-nation québécois.

[...]

Au lieu de combattre le nationalisme québécois, amis anglophones et autochtones du Québec, ne devriez-vous pas plutôt vous employer à préserver des ponts, des associations, entre le [53] nouvel État-nation québécois, qui sera le vôtre, et le nouvel État-nation canadien, auquel vous continuerez de vouloir être associés ? (fin de la citation de *Ni oui, ni non. Bien au contraire !*)

Je dois reconnaître aujourd'hui que j'ai fait alors à Dumont un mauvais procès et que celui-ci a raison, de même que mon éditeur qui inscrit en regard de ce texte la note suivante :

« La conception dumontiste de la nation correspond pour l'essentiel à la définition que la sociologie en donne généralement. Elle sert des objectifs analytiques plutôt que des fins argumentaires, et ne doit pas être conçue du seul point de vue de l'histoire des idées. Il ne peut donc être question ici de savoir qui se trompe ou qui a raison. La référence à la distinction de Schnapper entre le nationalisme ethnique d'origine allemande

et le nationalisme électif de tradition française trouve davantage ses origines dans la philosophie politique. D'ailleurs, elle fait la part belle à la tradition politique et intellectuelle française (en l'opposant à la tradition issue du romantisme allemand), mais reprend en fait des principes qui appartiennent à la grande tradition politique libérale et qu'on trouve à l'origine chez Hobbes, et plus encore chez Locke, qui sont deux auteurs d'origine anglaise du XVII^e siècle. Rousseau s'en inspire au XVIII^e siècle et la tradition révolutionnaire française s'en empare par la suite... suivant en cela les traces des révolutionnaires américains. Tout cela prouve que ces idéaux-types ont également leurs limites et qu'ils ont d'abord une fonction registre. Il existe d'ailleurs une distinction entre la définition sociologique de la nation et sa simple définition ethnique. La première est fonction des traits culturels des groupes nationaux, mais y inclut d'autres dimensions, à commencer par le sentiment partagé d'une certaine communauté de destin, disposition collective qui la rapproche de la notion politique (ici territoriale) de la nation. Il convient finalement de constater que, du strict point de vue politique et du point de vue du droit international, la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne tient pas uniquement compte de la définition territoriale de la nation, encore que la chose ait une importance primordiale, mais à une définition de ce qu'est un « peuple », définition qui nous ramène à une acception beaucoup plus sociologique que politique de la nation. En effet si, comme le reconnaît l'auteur, le territoire d'un Québec indépendant n'est pas exempt d'un éventuel démembrement, c'est qu'en théorie, la [54] définition politique de la nation (fondée sur la présence et la volonté d'un peuple établi sur un territoire commun) s'applique à la reconnaissance du droit de sécession, mais si la reconnaissance de ces nouveaux États est peu probable, c'est du fait de la difficulté de ces populations (on pense aux territoires anglophones limitrophes) de démontrer leur existence comme entité collective bénéficiant d'un certain nombre de traits communs, d'une histoire distincte et d'une réelle communauté de destin, or ces caractéristiques sont plus proches de la définition sociologique de la nation. Tout cela démontre suffisamment que si l'opposition entre nationalisme ethnique et nationalisme territorial (politique) a du sens dans le cadre du débat politique québécois au tournant des années 60, elle perd sa signification pratique s'il s'agit d'opposer les définitions sociologique et politique de la nation, qui relèvent de deux registres différents. Et du point de vue plus concret du droit à la sécession et de la reconnaissance internationale (c'est-à-dire politique) des nouveaux États, il n'est pas certain qu'on puisse aussi simplement les distinguer. Sur toutes ces questions, je réfère le lecteur aux derniers écrits de José Woerhling et Daniel Turp, qui réfèrent tous deux aux travaux de Jacques Brossard. »

Ayant ainsi confessé mes erreurs de jeunesse (!), je peux conclure sur ce chapitre de la nation.

Nation signifie donc un groupe de personnes possédant des caractéristiques communes (ethnie, langue, culture, histoire, volonté de vivre ensemble sur un territoire déterminé mais ne formant pas nécessairement un État distinct), telles les nations basque, catalane, irlandaise, écossaise ; les membres d'une nation partagent un même sentiment d'appartenance au même groupe ou communauté ; le sentiment d'appartenance est d'ailleurs la principale caractéristique de la nation.

On utilise le plus souvent peuple dans le sens de population d'un État, d'un pays, formant un groupe humain déterminé, spécifique et possédant des caractéristiques communes (une histoire et souvent une langue), dont la principale est la volonté de vivre ensemble (le peuple américain, français, canadien) ; *peuple* est alors synonyme de *nation* dans son acception politique, civique.

[55]

En règle générale, *nation* et *peuple* sont synonymes et les deux termes ont une signification tantôt sociologique (caractérisée par le sentiment d'appartenance), tantôt politique (caractérisée par la volonté de vivre ensemble), et le plus souvent ils ont une signification à la fois sociologique et politique, donc socio-politique.

L'État est l'autorité souveraine s'exerçant sur une population et un territoire déterminés ; c'est l'entité politique distincte ainsi constituée et formant un pays, une nation au sens politique. Ses habitants ont une même citoyenneté ou nationalité, mais ils peuvent former, à l'intérieur de l'État, des nations sociologiques distinctes.

Les nations au sens politique sont les populations qui, selon le droit des nations, sont constituées en un État souverain internationalement reconnu. Les nations sont le plus généralement composées de peuples ou populations distinctes que l'histoire a amenés à cohabiter sur un même territoire national, tout en ayant leurs propres assises territoriales plus ou moins définies à l'intérieur du territoire national.

Ainsi la population du Canada forme le peuple canadien ou la nation canadienne ²⁴ qui se compose de divers peuples ou nations : les

²⁴ Seymour le reconnaît (op. cit., pp. 92 et 93) :

« Cela étant dit, on peut admettre quand même que la majorité des Canadiens se *perçoivent* comme faisant partie de la nation canadienne entendue au sens de « pays » ou d'État souverain. Ils ont construit une auto-représentation

peuples (ou peuplades : petits peuples ou tribus) autochtones (qui constituent peut-être ensemble une nation, un seul peuple), le peuple acadien (encore dispersé dans cinq des provinces canadiennes, sans compter la Louisiane et la France), le peuple franco-canadien (constituant la partie majoritaire de la population du Québec, mais qui se trouve encore en Ontario et un peu dans les provinces de l'Ouest, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et [56] Colombie-Britannique), le peuple anglo-canadien (composé d'abord d'Anglais, d'Écossais, d'Américains et d'Irlandais, puis d'immigrants de diverses origines nationales et de Franco-Canadiens qui s'y sont assimilés) qui constitue la population largement majoritaire du Canada et de chacune des provinces canadiennes, sauf le Québec.

La mosaïque canadienne est relativement complexe, comme celle de bien d'autres pays. Les nations de composition unitaire sont rares. Ainsi le Royaume-Uni se compose d'Anglais, d'Écossais, d'Irlandais (du Nord) et de Gallois ; la France, de Français, de Bretons, de Corses, de Basques, de Saint-Pierrais, et même encore d'anciennes colonies comme la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

La population de chacune des dix provinces ou États canadiens qui forment l'union fédérale canadienne peut constituer une nation au sens politique, si les citoyens ont la volonté de vivre ensemble comme entité politique distincte et éventuellement séparée, et une nation au sens sociologique s'ils ont un même sentiment d'appartenance à une même collectivité socialement et culturellement distincte. Tel est, par exemple le cas des Terre-Neuviens. Mais est-ce le cas du Québec ?

La population du Québec se compose de quatre groupes distincts : les Franco-Québécois, qui sont largement majoritaires, les Franco-

qui fait d'eux des membres à part entière d'un pays. C'est ainsi qu'ils conçoivent désormais leur affiliation nationale. Leur nation est le Canada conçu comme ordre constitutionnel unique, une charte des droits et libertés, deux langues officielles, cinq régions économiques, dix provinces et une mosaïque culturelle. La vision de Pierre Elliott Trudeau s'est en somme progressivement imposée à une majorité de Canadien.

Supposons que cette vision soit la bonne. La nation canadienne ne doit plus alors être vue comme le pendant anglophone de la nation québécoise au Canada. Nous n'avons plus affaire à un état binational (ou multinational) mais bien à une ou des nations (québécoise, acadienne, autochtones) dans la nation canadienne conçue comme État souverain. »

Canadiens, les Anglo-Québécois (ou Anglo-Canadiens du Québec) et les Autochtones.

Le cas des Autochtones est relativement clair. Chacun des onze peuples autochtones du Québec forme une nation socio-politique et peut-être ensemble forment-ils aussi une nation socio-politique. Mais ils n'appartiennent pas, ni sociologiquement, ni politiquement, au groupe franco-québécois ou au groupe anglo-québécois.

Les Anglo-Québécois ont un double sentiment d'appartenance, celui de former une collectivité québécoise sociologiquement distincte des autres Québécois et des autres Canadiens, et en même temps de faire partie de la nation sociologique canadienne ou anglo-canadienne. Mais leur volonté politique de vivre avec les autres Canadiens est manifeste ; de sorte qu'ils n'appartiennent [57] pas à la nation québécoise ou franco-québécoise au sens politique, mais plutôt à la nation canadienne (cela est vrai d'environ 95% des Québécois anglophones). Tout compte fait, les Anglo-Québécois appartiennent sociologiquement et politiquement à la nation canadienne.

Quant aux Québécois francophones, la majorité d'entre eux (environ 90% à mon avis) forme une nation au sens sociologique et politique, la nation franco-québécoise ; mais les autres sont des Franco-Canadiens habitant le Québec et appartenant à la nation canadienne.

Le Québec, à mon humble avis, n'est ni une nation ni un peuple, que ce soit sociologiquement ou politiquement. L'État québécois est une entité multinationale, comme le Canada lui-même. Mais, alors que la très vaste majorité des Canadiens, qu'ils soient anglo-canadiens, franco-canadiens ou autochtones, forment une nation au sens politique et même, dans une certaine mesure, au sens sociologique, le Québec ne forme pas une nation, ni les Québécois un peuple, que ce soit sociologiquement ou politiquement. La population du Québec comprend quatre nations sociologiques et deux nations au sens politique : les Québécois-québécois et les Québécois-canadiens, c'est-à-dire a) le groupe de Québécois (très majoritairement francophones) dont l'allégeance politique première, fondamentale, est envers un État québécois autonome, voire indépendant, et b) le groupe de Québécois (anglophones, francophones et autochtones) dont l'allégeance politique première, fondamentale est envers l'État canadien.

Le peuple québécois n'existe pas. Il n'y a que des peuples québécois.

De même, le peuple canadien-français n'existe pas. Il n'y a que des peuples français du Canada : le peuple acadien (ou les peuples acadiens du Nouveau-Brunswick et des autres provinces maritimes), le peuple franco-québécois, le peuple franco-canadien du Québec, le peuple franco-ontarien, et ce qui reste des peuples franco-manitobain, franco-saskatchewanais, franco-albertain (en Colombie-Britannique, il n'y a jamais eu qu'une petite communauté de langue française du type des autres collectivités d'immigrants). L'unité du peuple franco-canadien n'est qu'une [58] illusion d'optique ou historique - elle n'a aucune consistance réelle. Il n'y a pas plus d'unité entre ces diverses entités qu'il n'y en a entre les peuples français de France, de Belgique ou de Suisse. Il s'agit de francophonie, de fraternité entre peuples de langue française et de cultures françaises, voisines mais distinctes.

Au Québec vivent des peuples différents : les peuples franco-québécois, franco-canadien, anglo-québécois et autochtones. Le peuple franco-québécois se compose des Québécois francophones de souche et de ceux qui s'y sont assimilés ou ajoutés par immigration francophone. Mais, encore aujourd'hui, la majorité des immigrants s'est assimilée et intégrée aux peuples anglo-québécois ou franco-canadien, mais non aux Franco-Québécois. Et ces quatre peuples ne forment pas un seul peuple susceptible de devenir une nation québécoise. Il faut bien reconnaître démocratiquement que leur volonté collective n'est pas celle-là et ne le deviendra pas dans un avenir prévisible. Cette réalité est incontournable.

Dans un Québec souverain, a y aurait un peuple minoritaire anglo-québécois qui devrait accepter de vivre dans un pays francophone ou partir, pacifiquement ; à moins qu'a ne soit prêt à contester par la force (avec l'appui du Canada) la souveraineté du nouvel État. C'est une possibilité qu'on ne peut ignorer : il suffit de voir ce qui s'est passé pendant près d'un siècle dans la civilisée Irlande du Nord. Les Canadiens seraient-ils plus civilisés, pacifiques, rationnels, démocrates ? L'histoire du Canada peut malheureusement nous inciter à en douter, quoiqu'elle n'interdise pas une vision plus optimiste.

[59]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

I. De la démocratie et de constitution

2

Le droit de sécession du Québec et la Cour suprême du Canada

[Retour à la table des matières](#)

Les nations se déclarent généralement unes et indivisibles.

Le Royaume-Uni ne reconnaissait pas à ses colonies américaines le droit d'autodétermination et de sécession. Celles-ci l'ont conquis par la force, dans une guerre sanglante, pour devenir la nation américaine des États-Unis. Et cette nation ne reconnaît aucun droit de sécession à ses États fédérés : en témoignent les 600 000 morts de la guerre de Sécession qui, de 1861 à 1865, opposait les États du Nord à ceux du Sud lorsque ceux-ci formèrent une Confédération pour se soustraire à l'abolition de l'esclavage des Noirs.

Les colonies britanniques de l'Amérique septentrionale - réunies en 1867 dans un État fédéral, appelé Dominion du Canada, au sein de l'Empire britannique - ont obtenu leur pleine souveraineté, donc leur indépendance, pacifiquement et progressivement, et définitivement par le Statut de Westminster, en 1931.

Le droit constitutionnel anglais, qui n'est pas codifié dans une constitution écrite, ne contient pas un quelconque principe ou droit d'autodétermination ou de sécession.

L'État fédéral canadien fut constitué en 1867 par une union de colonies anglaises. Ni ces anciennes colonies, ni la nouvelle [60] colonie fédérale, ni aucune de ses parties ne pouvaient prétendre au droit d'autodétermination ou de sécession. L'absence de telles dispositions dans la constitution écrite du Canada s'explique en partie par son origine coloniale.

Le Bas-Canada - c'était alors l'appellation du Québec - n'a jamais eu la liberté souveraine d'adhérer à la fédération canadienne ; c'est en tant que colonie qu'il a accepté ce nouveau statut provincial, qui lui offrait une meilleure marge d'autonomie administrative, mais aucune accession à la souveraineté, partagée ou pas.

Le cas de Terre-Neuve est différent. Cette ancienne colonie anglaise est devenue souveraine en choisissant de se séparer de l'Angleterre (par un vote référendaire de 78%) avant d'adhérer au Canada, donc de renoncer à son indépendance (par un vote référendaire de (52%). Si Terre-Neuve a été libre de devenir une province canadienne - ce qui est indubitable - a-t-elle ce faisant irrémédiablement perdu son droit à l'indépendance ? Les mariages d'États sont-ils indissolubles ? Quelle serait la réponse dans l'hypothèse où Terre-Neuve voudrait retrouver son indépendance ? Le Canada pourrait-il s'y opposer en vertu du droit constitutionnel canadien ? Il aurait certes mauvaise grâce à refuser de reconnaître le droit d'autodétermination du peuple terre-neuvien, ce même droit qui a permis à ce peuple de se joindre à la fédération canadienne. La liberté d'entrée implique la liberté de sortie ²⁵. Et le principe démocratique proclamé dans la charte canadienne des droits milite en faveur de la reconnaissance de ce droit au peuple et à la province de Terre-neuve.

Mais s'agit-il d'un cas particulier, d'un statut particulier, dont seule la province de Terre-Neuve bénéficierait dans la fédération canadienne ? Le principe de l'égalité des provinces canadiennes s'opposerait à une telle conclusion. Pourtant le cas de Terre-Neuve est évidemment différent de celui, par exemple, de la Nouvelle-Écosse ou de l'île-du-

²⁵ Mais pas toujours !

Prince-Édouard. Et le cas des provinces « fondatrices » de la fédération n'est pas nécessairement le même que celui des provinces créées par la suite par démembrement des territoires fédéraux.

[61]

Pourtant il est difficile d'admettre que la sécession de la Colombie-britannique serait moins légitime, moins constitutionnellement possible, que celle de Terre-Neuve.

Lors de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois de René Lévesque, avec comme objectif de réaliser la souveraineté-association du Québec, le 15 novembre 1976, Pierre Elliot Trudeau était Premier ministre du Canada. Il déclara à la Chambre des communes : « Ce gouvernement est voué à la cause d'un Canada inséparable et d'un Canada qui est indivisible... Tel est et continuera d'être notre mandat, et nous n'entendons pas négocier aucune forme de séparation avec quelque province que ce soit. » C'est cette indivisibilité du Canada que le gouvernement de Jean Chrétien espérait voir confirmer par la Cour suprême du Canada en y présentant son *Renvoi sur la sécession du Québec*. Même en l'absence du Québec, qui refusa de comparaître à la Cour, celle-ci eut l'audace de reconnaître la divisibilité du Canada et l'obligation des parties de négocier de bonne foi les modalités d'une sécession démocratiquement désirée.

Il était souhaitable que le Canada et les provinces canadiennes veuillent clarifier cette question constitutionnelle, de quelque manière que ce soit. Aussi le gouvernement fédéral a-t-il bien fait d'obtenir l'avis de la Cour suprême (et le Québec aurait dû participer à cet exercice) et de préciser sa position lors d'éventuelles négociations avec une province désirant exercer son droit de retrait de la fédération. D'ailleurs les gouvernements fédéral et provinciaux devraient inscrire dans la constitution canadienne ce droit de sécession et les modalités de son exercice.

Ces clarifications du droit de sécession d'une province et du droit d'autodétermination d'un peuple canadien s'imposent avec d'autant plus d'urgence que le cas du Québec et celui des peuples autochtones se posent actuellement.

Dans le *Renvoi relatif au droit de sécession du Québec*, la Cour suprême, dans son arrêt du 20 août 1998, a examiné les deux questions suivantes :

1. La constitution canadienne autorise-t-elle le Québec à se séparer unilatéralement du Canada ?

[62]

2. Le droit international reconnaît-il au Québec un droit de sécession unilatérale fondé sur un droit d'autodétermination ?

Pour répondre à la première question, la Cour précise que la constitution du Canada comprend, outre les lois constitutionnelles de 1867 et de 1982, des règles et principes de base non écrits, dont les quatre principes fondamentaux suivants : (1) le fédéralisme, (2) la démocratie, (3) le constitutionnalisme et la primauté du droit, et (4) le respect des minorités.

D'entrée de jeu, les juges rappellent que « toute constitution doit comporter un ensemble complet de règles et de principes offrant un cadre juridique exhaustif pour notre système de gouvernement ».

Par l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*, une loi anglaise promulguée le 1er juillet 1867, une union fédérale fut constituée de quatre des six colonies anglaises d'Amérique du Nord, soit le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et le Québec. Terre-Neuve et Île du Prince-Édouard avaient préféré rester en dehors de l'union. Cette loi accordait aux nouvelles provinces canadiennes leur autonomie interne dont les compétences législatives et gouvernementales seraient exercées par un parlement et un gouvernement centraux et des parlements (appelés législatures) et gouvernements provinciaux. En effet, les représentants du Québec avaient exigé, pour consentir à faire partie de cette union, qu'elle fût de nature fédérale.

Mais, dès l'automne de 1867, le Canada nouvellement constitué en fédération devait connaître une première tentative de sécession : elle vint de la Nouvelle-Écosse qui venait d'élire dix-huit députés fédéraux opposés à la Confédération (c'est ainsi qu'on avait appelé cette fédération), contre un seul qui lui était favorable. Le Gouvernement impérial

refusa d'accéder à la demande de sécession de cette colonie. Il n'y avait donc pas de droit de sécession implicite dans la constitution canadienne de 1867 telle que régie par la puissance impériale britannique.

Selon le récent arrêt de la Cour suprême, « La Loi *constitutionnelle* de 1867 était un acte d'édification d'une nation. Elle était la première étape de la transformation de colonies [63] dépendant chacune du Parlement impérial pour leur administration en un État politique unifié et indépendant où des peuples différents pouvaient résoudre leurs divergences et, animés par un intérêt mutuel, travailler ensemble à la réalisation d'objectifs communs. Le fédéralisme était la structure politique qui permettait de concilier unité et diversité » (43) ²⁶

La Cour suprême reconnaît ainsi, au moins implicitement, l'existence d'une nation canadienne comprenant deux peuples distincts, les peuples anglo-canadien et franco-canadien, sans compter les peuples autochtones.

Mais elle refuse de dire si la population du Québec constitue un peuple au sens du droit international, c'est-à-dire bénéficiant du droit à l'autodétermination (125).

La Cour reconnaît néanmoins que « la majeure partie de la population du Québec partage bon nombre des traits (par exemple une langue et une culture communes) pris en considération pour déterminer si un groupe donné est un « peuple », à l'instar d'autres groupes à l'intérieur du Québec et du Canada » (125).

Cette « majeure partie de la population du Québec » qui constituerait vraisemblablement un peuple serait, me semble-t-il, le peuple franco- québécois, c'est-à-dire tous les Québécois dont la langue principale est le français et qui sont de culture franco-québécoise.

Les « autres groupes à l'intérieur du Québec » susceptibles de constituer des peuples sont sans doute le peuple anglo-québécois (dont la langue principale est l'anglais et la culture anglo-québécoise ou anglo- canadienne) et les peuples autochtones (environ 100 000 Québécois répartis en onze peuples).

²⁶ Les chiffres renvoient à la numérotation des sections de l'arrêt de la Cour.

Tout en refusant d'y répondre, la Cour reconnaît que la question se pose de savoir « si, à supposer qu'il existe un peuple québécois au sens du droit international ²⁷ ce peuple englobe la [64] population entière de la province ou seulement une partie de celle-ci ». Cette « partie » pouvant être le peuple anglo-québécois ou les peuples autochtones aussi bien que le peuple franco-québécois majoritaire.

Car, pour la Cour, « Il est évident qu'un « peuple » peut s'entendre d'une partie seulement de la population d'un État existant. Le droit à l'autodétermination s'est développé dans une large mesure en tant que droit de la personne et l'expression est généralement utilisée dans des documents où paraissent à la fois les mots « nation » et « État ». La juxtaposition de ces termes indique que le mot « peuple » ne vise pas nécessairement l'entière population d'un État. Le fait de restreindre la définition de ce mot à la population d'États existants, d'une part, rendrait largement superflue la reconnaissance du droit à l'autodétermination, compte tenu de l'insistance corrélatrice, dans la majorité des documents sources, sur la nécessité de protéger l'intégrité territoriale des États existants et, d'autre part, ferait obstacle à l'objectif réparateur de ce droit. » (124)

De sorte que l'État canadien ou la nation canadienne peut comprendre non seulement un peuple canadien, mais des peuples distincts, soit qu'ils correspondent à la population des provinces et des territoires (peuples terre-neuvien, québécois ou des autres provinces ou territoires fédéraux, tel le Nunavut), soit qu'ils chevauchent des frontières provinciales (tels le peuple acadien et certains peuples autochtones, Inuit, Mohawk, Cri), soit qu'ils cohabitent à l'intérieur d'une province (les Franco-Québécois, les Anglo-Québécois et les onze peuples autochtones du Québec).

Le Canada est devenu un pays souverain par le Statut de Westminster adopté par le Parlement impérial en 1931 : « Le Canada, dit la Cour suprême, a réalisé son indépendance de la Grande-Bretagne au moyen d'une évolution politique et juridique marquée par l'adhésion aux principes de la primauté du droit et de la stabilité ». (46)

La constitution canadienne ne comportait pas, cependant, de procédure pour sa modification. Cette lacune fut comblée par la Loi cons-

²⁷ C'est-à-dire un groupement humain jouissant du droit à l'autodétermination.

titutionnelle de 1982, mais sans l'accord du gouvernement [65] du Québec, ce que la Cour suprême jugea légal bien qu'illégitime : toute modification majeure de la Constitution exigerait désormais l'accord unanime des dix provinces et du gouvernement fédéral ; même si cette règle fut adoptée malgré l'opposition du Québec, celui-ci n'en devint pas moins lié par la règle de l'unanimité : l'unanimité n'était pas requise pour adopter une règle exigeant l'unanimité ! ²⁸

Le droit de sécession en droit constitutionnel

La Cour résume ainsi ses conclusions (les soulignements et les notes sont de moi) :

149. Le renvoi nous demande de déterminer si le Québec a le droit de faire sécession unilatéralement. ²⁹ Ceux qui soutiennent l'existence d'un tel droit fondent leur prétention d'abord et avant tout sur le principe de la démocratie. La démocratie, toutefois, signifie davantage que la simple règle de la majorité. Comme en témoigne notre jurisprudence constitutionnelle, la démocratie existe dans le contexte plus

²⁸ Pour les modifications de moindre importance, l'accord de sept des dix provinces représentant une majorité de la population canadienne est nécessaire. Si les modifications requises ne concernent qu'une province, alors l'accord du gouvernement et du Parlement fédéraux suffisent pour répondre à la demande d'une province. - On voit qu'on est loin de la règle de la simple majorité (50% + 1) de la population que certains revendiquent comme règle démocratique absolue devant s'appliquer aussi bien à l'adoption d'une constitution et à sa modification. Quoi qu'il en soit, l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 malgré l'opposition d'un État fédéré représentant près du quart de la population paraît contraire au principe démocratique et au principe du fédéralisme que la Cour reconnaît comme principes fondamentaux de la constitution canadienne. Drôle de légalité que celle qu'on obtient en violant deux principes fondamentaux de la Constitution ! - Par ailleurs en adoptant une formule d'amendement aussi exigeante, le Canada rendait très difficile, sinon impossible, toute modification substantielle du régime fédéral, que le Québec réclamait depuis des décennies. Une telle rigidité privait le fédéralisme canadien de toute aptitude au changement, de toute flexibilité, niant ainsi sa propre nature.

²⁹ En vertu de la constitution canadienne (question 1).

large d'autres valeurs constitutionnelles telles celles déjà mentionnées. Pendant les 131 années de la Confédération, les habitants des provinces et territoires ont noué d'étroits liens d'interdépendance (économique, sociale, politique et culturelle) ³⁰ basés sur des valeurs communes qui comprennent [66] le fédéralisme, la démocratie, le constitutionnalisme et la primauté du droit, ainsi que le respect des minorités. Une décision démocratique des Québécois en faveur de la sécession compromettrait ces liens. La Constitution assure l'ordre et la stabilité et, en conséquence, la sécession d'une province ne peut être réalisée unilatéralement « en vertu de la Constitution », c'est-à-dire sans négociations fondées sur des principes, avec les autres participants à la Confédération, dans le cadre constitutionnel existant.

150. La Constitution n'est pas un carcan. Un rappel, même bref, de notre histoire constitutionnelle révèle des périodes de changements marquants et extrêmement profonds. Nos institutions démocratiques permettent nécessairement un processus continu de discussion et d'évolution, comme en témoigne le droit reconnu par la Constitution à chacun des participants à la fédération de prendre l'initiative de modifications constitutionnelles. Ce droit emporte l'obligation réciproque des autres participants d'engager des discussions sur tout projet légitime de modification de l'ordre constitutionnel. Même s'il est vrai que certaines tentatives de modification de la Constitution ont échoué au cours des dernières années, un vote qui aboutirait à une majorité claire au Québec en faveur de la sécession, en réponse à une question claire, conférerait au projet de sécession une légitimité démocratique que tous les

³⁰ Ceci est d'autant plus vrai des Québécois entre eux : leur histoire commune remonte à 1608 (établissement des Français à Québec) pour ce qui est des Français et des Autochtones et à 1760 (prise de Québec par les Anglais, suivie de la cession de la Nouvelle-France à l'Angleterre en 1763) pour ce qui est des anglophones. Soit quatre siècles dans le premier cas et près de deux siècles et demi dans le second.

autres participants à la Confédération auraient l'obligation de reconnaître. ³¹

[67]

151. Le Québec ne pourrait, malgré un résultat référendaire clair, invoquer un droit à l'autodétermination pour dicter aux autres parties à la fédération les conditions d'un projet de sécession. Le vote démocratique, quelle que soit l'ampleur de la majorité, n'aurait en soi aucun effet juridique et ne pourrait écarter les principes du fédéralisme et de la primauté du droit, les droits de la personne et des minorités, non plus que le fonctionnement de la démocratie dans les autres provinces ou dans l'ensemble du Canada. Les droits démocratiques fondés sur la Constitution ne peuvent être dissociés des obligations constitutionnelles. La proposition inverse n'est pas acceptable non plus. L'ordre constitutionnel canadien existant ne pourrait pas demeurer indifférent devant l'expression claire, par une majorité claire de Québécois, de leur volonté de ne plus faire partie du Canada. Les autres provinces et le gouvernement fédéral n'auraient aucune raison valable de nier au gouvernement du Québec le droit de chercher à réaliser la sécession, si une majorité claire de la population du Québec choisissait cette voie, tant et aussi longtemps que,

³¹ Évidemment le Québec demeure libre de proposer toute modification constitutionnelle autre que la sécession pure et simple, par exemple une nouvelle association entre le Québec et le reste du Canada, ou entre le Québec et les autres provinces canadiennes, du genre de l'Union européenne ; ou l'attribution au Québec, au sein de la fédération canadienne, d'un statut très particulier, tel que formulé par Paul Gérin-Lajoie dans les années 60 et plus récemment par Claude Ryan, pour le Parti libéral du Québec, et par Jean Allaire et Mario Dumont du Parti d'action démocratique. Mais une majorité claire obtenue sur une telle question référendaire ne saurait constituer une majorité claire en faveur de la sécession du Québec et ne pourrait légitimer une déclaration unilatérale d'indépendance. Seule une seconde question, posée dans le même ou un subséquent référendum et portant clairement sur la sécession advenant l'échec des négociations avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces, pourrait légitimer le pouvoir d'accession du Québec à la souveraineté, tant en regard du droit constitutionnel du Canada que du droit international, et pourvu que cette question claire recueille un appui clairement majoritaire (ce qui reste à déterminer !).

dans cette poursuite, le Québec respecterait les droits des autres. Les négociations qui suivraient un tel vote porteraient sur l'acte potentiel de sécession et sur ses conditions éventuelles si elle devait effectivement être réalisée. Il n'y aurait aucune conclusion prédéterminée en droit sur quelque aspect que ce soit. Les négociations devraient traiter des intérêts des autres provinces, du gouvernement fédéral, du Québec et, en fait, des droits de tous les Canadiens à l'intérieur et à l'extérieur du Québec, et plus particulièrement des droits des minorités. Il va sans dire que de telles négociations ne seraient pas aisées.

152. Le processus de négociation exigerait la conciliation de divers droits et obligations par voie de négociation entre deux majorités légitimes, soit la majorité de la population du Québec et celle de l'ensemble du Canada. Une majorité politique, à l'un ou l'autre niveau, qui n'agirait pas en accord avec les principes sous-jacents de la Constitution que nous avons mentionnés mettrait en péril la légitimité de l'exercice de ses droit et ultimement [68] l'acceptation du résultat par la communauté internationale. ³²

³² Le Gouvernement du Québec serait évidemment le représentant de « la majorité légitime » de Québécois ayant accordé une majorité claire à une question claire portant sur la sécession du Québec. Quant à l'autre majorité, celle constituée par la population de l'ensemble du Canada (c'est-à-dire les Canadiens des autres provinces et territoires et les Québécois opposés à la sécession), ses représentants à la table de négociation portant sur les modalités de la sécession (partage de l'actif et du passif, protection des minorités, partitions et frontières, etc.) seraient le gouvernement fédéral et, sans doute, les gouvernements provinciaux, ainsi que, vraisemblablement, des représentant des Autochtones. Advenant l'échec global ou partiel de telles négociations, la Cour suprême renvoie le Québec au forum international qui pourrait reconnaître la légitimité de la position du Québec sur l'ensemble du processus et son accession *de facto* à la souveraineté. Mais il serait sage que les « deux majorités » puissent s'entendre au préalable sur la formation d'un tribunal international d'arbitrage ou de conciliation, constitué par exemple du secrétaire général des Nations-Unies, d'un membre du Conseil privé de l'Angleterre, d'un membre du Conseil d'État français, du juge en chef de la Cour suprême du Canada et d'un juge de la Cour d'appel du Québec désigné par le Gouvernement du Québec (car les

153. La tâche de la Cour était de clarifier le cadre juridique dans lequel des décisions politiques doivent être prises « en vertu de la Constitution », et non d'usurper les prérogatives des forces politiques qui agissent à l'intérieur de ce cadre. Les obligations que nous avons dégagées sont des obligations impératives en vertu de la Constitution du Canada. Toutefois, il reviendra aux acteurs politiques de déterminer en quoi consiste « une majorité claire en réponse à une question claire », suivant les circonstances dans lesquelles un futur référendum pourrait être tenu. De même, si un appui majoritaire était exprimé en faveur de la sécession du Québec, il incomberait aux acteurs politiques de déterminer le contenu des négociations et le processus à suivre. La conciliation des divers intérêts constitutionnels légitimes relève nécessairement du domaine politique plutôt que du domaine judiciaire, précisément parce que cette conciliation ne peut être réalisée que par le jeu des concessions réciproques qui caractérise les négociations politiques. Dans la mesure où les questions abordées au cours des négociations seraient politiques, les tribunaux, conscients du rôle qui leur revient dans le régime constitutionnel, n'auraient aucun rôle de surveillance à jouer.

[69]

Le droit de sécession en droit international

154. Nous nous sommes également demandés s'il existe, en vertu du droit international ³³, un droit de sécession dans les circonstances envisagées par la question 1, c'est-à-dire une expression démocratique claire en faveur de la sécession du Québec, en réponse à une question claire. Certains de ceux qui apportent une réponse affirmative se fondent sur le droit reconnu à l'autodétermination qui appartient à tous les

membres de cette cour sont nommés par le Gouvernement du Canada) ou du juge en chef de la Cour du Québec.

³³ C'est l'objet de la deuxième question soumise à la Cour par le gouvernement fédéral.

« peuples ». Même s'il est certain que la majeure partie de la population du Québec partage bon nombre des traits qui caractérisent un peuple, il n'est pas nécessaire de trancher la question de l'existence d'« un peuple », quelle que soit la réponse exacte à cette question dans le contexte du Québec, puisqu'un droit de sécession ne prend naissance en vertu du principe de l'autodétermination des peuples en droit international que dans le cas d'« un peuple » gouverné en tant que partie d'un empire colonial, dans le cas d'« un peuple » soumis à la subjugation, à la domination ou à l'exploitation étrangères, et aussi peut-être, dans le cas d'« un peuple » empêché d'exercer utilement son droit à l'autodétermination à l'intérieur de l'État dont il fait partie.³⁴ Dans les autres circonstances, les peuples sont censés réaliser leur autodétermination dans le cadre de l'État existant auquel ils appartiennent. Un État dont le gouvernement représente l'ensemble du peuple ou des peuples résidant sur son territoire, dans l'égalité et sans discrimination, et qui respecte les principes de l'autodétermination dans ses arrangements internes, a droit au maintien de son intégrité territoriale en vertu du droit international et à la reconnaissance de cette intégrité [70] territoriale par les autres États. Le Québec ne constitue pas un peuple colonisé ou opprimé, et on ne peut pas prétendre non plus que les Québécois se voient refuser un accès réel au gouvernement pour assurer leur développement politique,

³⁴ Ce dernier cas pourrait être celui du Québec advenant une impasse des négociations avec le reste du Canada sur une réforme de la constitution canadienne ou même son accession à une forme de souveraineté, pourvu que la communauté internationale reconnaisse que le Québec a négocié de bonne foi et que ses revendications sont légitimes. La Cour ouvre ainsi une voie nouvelle et éminemment équitable, bien qu'encore incertaine en droit international. Il pourrait s'agir là d'une contribution remarquable de la Cour suprême du Canada à l'évolution du droit international en ce qui a trait aux États fédérés, dont l'accession à l'indépendance a posé de plus en plus de problèmes à la fin du siècle dernier (notamment en Yougoslavie et en Russie).

Évidemment cela pourrait aussi être le cas des Autochtones, soit vis-à-vis du Canada, soit envers un Québec souverain. Et même, possiblement, le cas des Québécois anglophones vis-à-vis d'un Québec indépendant.

économique, culturel et social. ³⁵ Dans ces circonstances, l'Assemblée nationale, la législature ou le gouvernement du Québec ne possèdent pas, en vertu du droit international, le droit de procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada.

La sécession de fait

154. Même s'il n'existe pas de droit de sécession unilatérale en vertu de la Constitution ou du droit international, c'est-à-dire un droit de faire sécession sans négociation sur les fondements qui viennent d'être examinés, cela n'écarte pas la possibilité d'une déclaration inconstitutionnelle de sécession conduisant à une sécession *de facto*.

Le succès ultime d'une telle sécession dépendrait de sa reconnaissance par la communauté internationale qui, pour décider d'accorder ou non cette reconnaissance, prendrait vraisemblablement en considération la légalité et la légitimité de la sécession eu égard, notamment, à la conduite du Québec et du Canada. Même si elle était accordée, une telle reconnaissance ne fournirait toutefois aucune justification rétroactive à l'acte de sécession, en vertu de la Constitution ou du droit international.

Les règles du jeu

La légitimité du processus de sécession fondé sur un référendum dépend de la clarté (« au sens qualitatif », précise la Cour) tant de la question posée que de l'appui reçu (87). Cette clarté est une question

³⁵ Mais cela serait le cas advenant un refus du Canada de reconnaître des revendications légitimes du Québec quant à son autonomie interne ou de donner suite à son droit constitutionnel de sécession à la suite de négociations faites de bonne foi sur des propositions légitimes.

politique laissée au bon jugement des acteurs politiques (100). De même que la légitimité du processus de négociation.

Cependant n'est-il pas évident que les modalités d'exercice d'un droit constitutionnel de sécession gagneraient à être déterminées à [71] l'avance par des dispositions constitutionnelles appropriées, plutôt que laissées à l'improvisation dans un contexte de tensions et de passions extrêmes à la suite d'un référendum favorable à la sécession d'une province ?

Il vaut toujours mieux connaître à l'avance les règles du jeu. Et établir de telles règles d'une portée aussi générale que possible, plutôt que chercher à trouver une solution purement ponctuelle ou spécifique.

Le Québec, tout autant que le Canada, aurait avantage à préciser d'avance, dans sa constitution, les règles devant s'appliquer à toute sécession possible, aussi bien que celles de toute modification de la constitution. Ces règles doivent elles-mêmes être fondées sur les principes de la démocratie, de la primauté du droit, du respect des minorités et du fédéralisme.

Ainsi la Constitution du Canada pourrait prévoir le droit de sécession d'une province et les conditions d'exercice de ce droit. Et la Constitution d'un Québec souverain devrait préciser non seulement une procédure de modification mais le droit de sécession de toute partie de sa population, le cas échéant.

Il faut bien reconnaître que le Canada est un pays et que sa population comprend une nation majoritaire anglo-canadienne et des minorités nationales franco-canadienne et autochtones. Les droits des minorités doivent être protégés constitutionnellement contre les excès toujours possibles de la majorité. Une simple majorité de 50% + 1 pourrait conduire à la tyrannie de la majorité : elle est insuffisante pour protéger les droits des minorités. Le principe démocratique exige davantage. Il ne s'ensuit pas que le vote d'un minoritaire vaut plus que celui d'un majoritaire, comme on a pu le prétendre.

Qu'il soit souverain ou non, le Québec est un État multinational et la majorité franco-québécoise a le devoir de respecter et protéger les droits des minorités. Ces droits doivent être inscrits dans la constitu-

tion du Québec et protégés contre toute atteinte que pourrait décider un vote majoritaire simple de 50% + 1.

[72]

Et pourquoi le Québec ne reconnaîtrait-il pas à ses minorités, à certaines conditions, le droit de faire sécession ? Ce qui ne devrait pas se faire cependant par une décision simplement majoritaire. ³⁶

La constitution

La constitution est la loi fondamentale d'un pays. Elle ne saurait être modifiée comme toute autre loi, à la majorité des voix. La Cour suprême s'en explique ainsi, toujours dans l'arrêt précité :

73. Pour bien comprendre l'étendue et l'importance des principes de la primauté du droit et du constitutionnalisme, il est utile de reconnaître explicitement les raisons pour lesquelles une constitution est placée hors de la portée de la règle de la simple majorité. Trois raisons se chevauchent.
74. Premièrement, une constitution peut fournir une protection supplémentaire à des droits et libertés fondamentaux, qui, sans elle, ne seraient pas hors d'atteinte de l'action gouvernementale. Malgré la déférence dont font généralement preuve les gouvernements démocratiques envers ces droits, il survient des occasions où la majorité peut être tentée de passer outre à des droits fondamentaux en vue d'accomplir plus efficacement et plus facilement certains objectifs collectifs. La constitutionnalisation de ces droits sert à garantir le respect et la protection qui leur sont dus. Deuxièmement, une constitution peut chercher à garantir que des groupes minoritaires vulnérables bénéficient des institutions et des droits nécessaires pour préserver et promouvoir leur identité propre face aux tendances assimilatrices de la majorité.

³⁶ Voir le chapitre 5 sur les minorités nationales.

Troisièmement, une constitution peut mettre en place un partage des pouvoirs qui répartit le pouvoir politique entre différents niveaux de gouvernement. Cet objectif ne pourrait pas être atteint si un de ces niveaux de gouvernement démocratiquement élus pouvait usurper les pouvoirs de l'autre en exerçant simplement son pouvoir législatif pour s'attribuer à lui-même, unilatéralement, des pouvoirs politiques supplémentaires.

[73]

75. L'argument selon lequel on peut légitimement contourner la Constitution en s'appuyant sur un vote majoritaire obtenu dans un référendum provincial est superficiellement convaincant, dans une large mesure parce qu'il paraît faire appel à certains des principes qui sous-tendent la légitimité de la Constitution elle-même, c'est-à-dire la démocratie et l'autonomie gouvernementale. En bref, on avance que, puisque la notion de souveraineté populaire sous-tend la légitimité de nos arrangements constitutionnels actuels, alors cette même souveraineté populaire qui a donné naissance à la Constitution actuelle³⁷ devrait aussi permettre au « peuple », dans l'exercice de la souveraineté populaire, de faire sécession par un vote majoritaire seulement. Une analyse plus poussée révèle toutefois que cet argument est mal fondé

³⁷ On a vu que la constitution canadienne tire son origine d'une loi britannique (la Loi constitutionnelle de 1867), adoptée certes à la demande des quatre colonies qui y ont adhéré par des votes de leurs assemblées législatives, mais sans consultation populaire. La Loi constitutionnelle de 1982 a été adoptée par le Parlement britannique à la demande des gouvernements canadiens et provinciaux, à l'exception de celui du Québec dont l'Assemblée nationale a manifesté son opposition avec l'accord de tous les partis politiques qui y étaient représentés, mais ni le fédéral, ni les provinces n'ont consulté le peuple par référendum. La « souveraineté populaire qui a donné naissance à la constitution actuelle » ne s'est donc pas exprimée directement (ni clairement !), mais plutôt implicitement, et dans le cas du Québec, pour ce qui est de la loi de 1982, malgré l'opposition populaire aussi implicite.

parce qu'il méconnaît le sens de la souveraineté populaire et l'essence même d'une démocratie constitutionnelle.

76. Les Canadiens n'ont jamais admis que notre système est entièrement régi par la seule règle de la simple majorité.
[...]
77. (...) La modification de la constitution requiert souvent quelque forme de consensus important, précisément parce que la teneur des principes fondamentaux de la constitution l'exige. L'exigence d'un vaste appui sous forme de « majorité élargie » pour introduire une modification constitutionnelle garantit que les intérêts des minorités seront pris en considération avant l'adoption de changements qui les affecteront.
78. On pourrait alors objecter que constitutionnalisme est par conséquent incompatible avec gouvernement démocratique. [74] Ce serait faux. Le constitutionnalisme facilite et, en fait, rend possible un système politique démocratique, en instaurant un cadre ordonné dans lequel les gens peuvent prendre des décisions politiques. Bien compris, le constitutionnalisme et la primauté du droit n'entrent pas en conflit avec la démocratie ; bien au contraire, ils lui sont indispensables. Sans cette relation, la volonté politique qui anime les décisions démocratiques serait elle-même ébranlée.

Les droits constitutionnels d'une minorité nationale devraient être intangibles, c'est-à-dire non modifiables sans l'accord d'une majorité de cette minorité. Même une majorité référendaire de 60%, par exemple, ne saurait garantir ces droits : une simple majorité de 50% + 1 n'apporterait, il va sans dire, aucune garantie à la protection des droits d'une minorité nationale.

La majorité franco-québécoise ne peut revendiquer en tant que minorité nationale au sein du Canada plus de droit qu'elle n'en accorderait elle-même à une minorité nationale au sein d'un Québec souverain.

Selon la Cour suprême, « le principe du fédéralisme facilite la poursuite d'objectifs collectifs par des minorités culturelles ou linguistiques qui constituent la majorité dans une province donnée. C'est le cas au Québec, où la majorité de la population est francophone et qui possède une culture distincte. Ce n'est pas le simple fruit du hasard. La réalité sociale et démographique du Québec explique son existence comme entité politique et a constitué, en fait, une des raisons essentielles de la création d'une structure fédérale pour l'union canadienne en 1867. » (59). Car le principe du fédéralisme correspond à la diversité du Canada et garantit à chaque province l'autonomie requise « pour assurer le développement de (sa) société (et de sa) culture propre » (58 et 60).

La démocratie

« Par démocratie, dit la Cour, on entend communément un système politique soumis à la règle de la majorité » (63) :

66. Il est vrai, bien sûr, que la démocratie exprime la volonté souveraine du peuple. Pourtant cette expression doit aussi être considérée dans le contexte des autres valeurs institutionnelles [75] que nous estimons pertinentes dans ce renvoi. Les rapports entre démocratie et fédéralisme signifient par exemple que peuvent coexister des majorités différentes et également légitimes dans divers provinces et territoires ainsi qu'au niveau fédéral. Aucune majorité n'est plus, ou moins, « légitime » que les autres en tant qu'expression de l'opinion démocratique, quoique, bien sûr, ses conséquences varieront selon la question en jeu. Un système fédéral de gouvernement permet à différentes provinces de mettre en oeuvre des politiques adaptées aux préoccupations et aux intérêts particuliers de leur population. En même temps, le Canada dans son ensemble est aussi une collectivité démocratique au sein de laquelle les citoyens poursuivent et réalisent des objectifs à l'échelle nationale, par l'intermédiaire d'un gouvernement fédéral agissant dans les limites de sa compétence. [...]

67. [...] Il est également vrai cependant qu'un système de gouvernement ne peut survivre par le seul respect du droit. Un système politique doit aussi avoir une légitimité, ce qui exige, dans notre culture politique, une interaction de la primauté du droit et du principe démocratique. Le système doit pouvoir refléter les aspirations de la population. Il y a plus encore. La légitimité de nos lois repose aussi sur un appel aux valeurs morales dont beaucoup sont enchâssées dans notre structure constitutionnelle. Ce serait une grave erreur d'assimiler la légitimité à la seule « volonté souveraine » ou à la seule règle de la majorité, à l'exclusion d'autres valeurs constitutionnelles.

Cependant, « (il) y aura inévitablement des voix dissidentes. Un système démocratique de gouvernement est tenu de prendre en considération ces voix dissidentes, et de chercher à en tenir compte et à y répondre dans les lois, que tous les membres de la collectivité doivent respecter. ³⁸ La Loi *constitutionnelle* de 1982 exprime ce [76] principe en conférant à chaque participant de la Confédération le droit de prendre l'initiative d'une proposition de modification constitutionnelle. À

³⁸ Cependant, comme on l'a vu, on ne tint aucun compte de la dissidence du Québec lors de l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982. C'est pourquoi cette loi, bien que légalement valide, est illégitime et le demeurera aussi longtemps que Québec n'y aura pas souscrit majoritairement. C'est à cette fin qu'on mit de l'avant les propositions de modification constitutionnelle dites « Accord du Lac Meech » (1987-1990) et celle de Charlottetown (1992), qui visaient essentiellement à reconnaître le caractère distinct du Québec au sein de la fédération canadienne. Mais ces deux tentatives échouèrent. Pour ce qui est des propositions de Charlottetown elles furent rejetées par référendum aussi bien au Québec que dans le reste du Canada. Ce qui fait qu'une majorité populaire québécoise a rejeté, expressément cette fois, la constitution actuelle du Canada, celle de 1867 modifiée par la loi de 1982, même bonifiée par les propositions de Charlottetown. Les Québécois sont légalement liés par une constitution qui leur a été imposée en violation des principes fondamentaux de la constitution : le principe démocratique, le fédéralisme et le respect des minorités. De sorte que la constitution actuelle est illégitime pour ce qui est des Québécois. Et il semble bien que cela n'empêche pas le reste du Canada de dormir en paix.

notre avis, l'existence de ce droit impose aux autres participants de la Confédération l'obligation réciproque d'engager des discussions constitutionnelles pour tenir compte de l'expression démocratique d'un désir de changement dans d'autres provinces et d'y répondre. Cette obligation est inhérente au principe démocratique qui est un précepte fondamental de notre système de gouvernement. » (68, 69)

La protection des minorités

81. (...) La protection des droits des minorités a clairement été un facteur essentiel dans l'élaboration de notre structure constitutionnelle même à l'époque de la Confédération (...). Même si le passé du Canada en matière de défense des droits des minorités n'est pas irréprochable, cela a toujours été, depuis la Confédération, un but auquel ont aspiré les Canadiens dans un cheminement qui n'a pas été dénué de succès. Le principe de la protection des droits des minorités continue d'influencer l'application et l'interprétation de notre Constitution.
82. Conformément à cette longue tradition de respect des minorités, qui est au moins aussi ancienne que le Canada lui-même, les rédacteurs de la *Loi constitutionnelle de 1982* ont ajouté à l'art. 35 des garanties expresses relatives aux droits existants - ancestraux ou issus de traités - des autochtones, et à l'art. 25 une clause de non-atteinte aux droits des peuples autochtones. « La promesse de l'art. 35 » (...) reconnaît non seulement l'occupation passée de terres par les autochtones, mais aussi leur contribution à l'édification du Canada et les engagements spéciaux pris envers eux par des gouvernements successifs. La protection de ces droits, réalisée si récemment et [77] si laborieusement, envisagée isolément ou dans le cadre du problème plus large des minorités, reflète l'importance de cette valeur constitutionnelle sous-jacente.

Modification constitutionnelle et sécession

Si la sécession entraîne nécessairement une modification de la constitution, elle n'est certainement pas en elle-même une simple modification. Elle met fin au lien fédéral pour la province concernée et, en un sens, à cette union fédérale même qui la comprenait. L'union fédérale qui subsiste est une nouvelle union, une nouvelle fédération, dont les règles de fonctionnement pourraient être substantiellement différentes de ce qu'elles étaient avant la sécession.

Il n'est donc pas évident que la procédure de modification d'une constitution doive être la même qui s'appliquerait à la dissolution de la fédération ou à la sécession d'un de ses membres.

La Cour s'exprime ainsi à ce sujet :

- 84 La sécession d'une province du Canada doit être considérée, en termes juridiques, comme requérant une modification de la Constitution, qui exige forcément une négociation. Les modifications requises pour parvenir à une sécession pourraient être vastes et radicales. Certains auteurs ont exprimé l'avis qu'une sécession entraînerait un changement d'une telle ampleur qu'il ne pourrait pas être considéré simplement comme une modification de la Constitution. Nous n'en sommes pas convaincus. Il est vrai que la Constitution est muette quant à la faculté d'une province de faire sécession de la Confédération, mais bien que la Constitution n'autorise pas ni n'interdise expressément la sécession, un acte de sécession aurait pour but de transformer le mode de gouvernement du territoire canadien d'une façon qui est sans aucun doute incompatible avec nos arrangements constitutionnels actuels. Le fait que ces changements seraient profonds, ou qu'ils prétendraient avoir une incidence en droit international, ne leur retire pas leur caractère de modifications de la Constitution du Canada.

[78]

En l'absence de règles écrites relatives à la sécession d'une province du Canada, la Cour suprême, s'appuyant sur les principes constitutionnels mentionnés, reconnaît l'existence d'un droit constitutionnel de sécession, qui exige cependant d'être exercé par l'expression claire d'une volonté majoritaire de sécession et la négociation de bonne foi quant aux modalités de sa mise en œuvre :

87. La Constitution elle-même ne traite pas d'un recours au référendum, et les résultats d'un référendum n'ont aucun rôle direct ni effet juridique dans notre régime constitutionnel, mais un référendum peut certainement fournir un moyen démocratique de connaître l'opinion de l'électorat sur des questions politiques importantes dans un cas précis. Le principe démocratique défini plus haut exigerait d'accorder un poids considérable à l'expression claire par la population du Québec de sa volonté de faire sécession du Canada même si un référendum, de lui-même et sans plus, n'aurait aucun effet juridique direct et ne pourrait à lui seul réaliser une sécession unilatérale. Nos institutions politiques sont basées sur le principe démocratique et, par conséquent, l'expression de la volonté démocratique de la population d'une province aurait du poids, en ce sens qu'elle conférerait légitimité aux efforts que ferait le gouvernement du Québec pour engager un processus de modification de la Constitution en vue de faire sécession par des voies constitutionnelles. Dans ce contexte, nous parlons de majorité « claire » au sens qualitatif. Pour être considérés comme l'expression de la volonté démocratique, les résultats d'un référendum doivent être dénués de toute ambiguïté en ce qui concerne tant la question posée que l'appui reçu.

Un droit constitutionnel de sécession

88. Le principe du fédéralisme, joint au principe démocratique, exige que la répudiation claire de l'ordre constitutionnel existant et l'expression claire par la population d'une province du désir de réaliser la sécession donnent naissance à une obligation réciproque pour toutes les parties formant la Confédération de négocier des modifications constitutionnelles en vue de répondre au désir exprimé. La modification de la Constitution commence par un processus politique entrepris en vertu de la Constitution elle-même. Au Canada, l'initiative en matière de modification constitutionnelle relève de la responsabilité [79] des représentants démocratiquement élus des participants à la Confédération. Pour ces représentants, le signal peut être donné par un référendum mais, en termes juridiques, le pouvoir constituant au Canada, comme dans bien d'autres pays, appartient aux représentants du peuple élus démocratiquement. La tentative légitime, par un participant de la Confédération, de modifier la Constitution a pour corollaire l'obligation faite à toutes les parties de venir à la table des négociations. Le rejet clairement exprimé par le peuple du Québec de l'ordre constitutionnel existant conférerait clairement légitimité aux revendications sécessionnistes, et imposerait aux autres provinces et au gouvernement fédéral l'obligation de prendre en considération et de respecter cette l'expression de la volonté démocratique en engageant des négociations et en les poursuivant en conformité avec les principes constitutionnels sous-jacents mentionnés précédemment. ³⁹

³⁹ La Cour semble reconnaître ici l'existence du « peuple du Québec » ; mais, comme elle dit par ailleurs qu'elle refuse de se prononcer sur l'existence d'un peuple québécois, il s'agirait d'un lapsus : la Cour aurait voulu dire « population du Québec ». Quoi qu'il en soit, la population du Québec a clairement exprimé son rejet de l'ordre constitutionnel canadien actuel par un vote quasi unanime de son Assemblée nationale contre l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 et par un vote majoritaire lors du référendum pancanadien de

90. La conduite des parties dans de telles négociations serait régie par les mêmes principes constitutionnels que ceux qui ont donné naissance à l'obligation de négocier : le fédéralisme, la démocratie, le constitutionnalisme et la primauté du droit, et la protection des minorités. (...)
91. (...) Les droits des autres provinces et du gouvernement fédéral ne peuvent retirer au gouvernement du Québec le droit de chercher à réaliser la sécession, si une majorité claire de la population du Québec choisissait cette voie, tant et aussi [80] longtemps que, dans cette poursuite, le Québec respecte les droits des autres. Des négociations seraient nécessaires pour traiter des intérêts du gouvernement fédéral, du Québec et des autres provinces, d'autres participants, ainsi que des droits de tous les Canadiens à l'intérieur et à l'extérieur du Québec.

L'obligation de négocier de bonne foi

93. (...) Le processus de négociation qui découlerait d'une décision d'une majorité claire de la population du Québec en faveur de la sécession, en réponse à une question claire, exigerait la conciliation de divers droits et obligations par les représentants de deux majorités légitimes, à savoir une majorité claire de la population du Québec et une majorité claire de l'ensemble du Canada quelle qu'elle soit. On ne peut ad-

1992 sur les propositions de Charlottetown. Ce référendum fut tenu à l'initiative des gouvernements du Canada et de toutes les provinces. Au Québec le vote négatif fut de 56,7%. Aurait-on accepté comme une majorité claire répondant à une question claire un vote de 50% + 1 en faveur des propositions de Charlottetown pour la modification de la constitution canadienne ? Sans doute ! Mais cela ne dispose pas de la question de principe quant au degré de majorité requis ou souhaitable pour toute modification constitutionnelle ou une sécession. Quoi qu'il en soit, le reste du Canada n'a encore rien fait pour offrir au Québec un ordre constitutionnel acceptable.

mettre que l'une ou l'autre de ces majorités l'emporte sur l'autre. Une majorité politique qui n'agit pas en accord avec les principes sous-jacents de la Constitution que nous avons décrits met en péril la légitimité de l'exercice de ses droits.

96. Personne ne peut prédire le cours que pourraient prendre de telles négociations. Il faut reconnaître la possibilité qu'elles n'aboutissent pas à un accord entre les parties. Des négociations engagées à la suite d'un vote référendaire en faveur d'un projet de sécession toucheraient inévitablement des questions très diverses et souvent d'une grande portée. Il existe inévitablement, après 131 ans de Confédération, un haut niveau d'intégration des institutions économiques, politiques et sociales au Canada. La vision des fondateurs de la Confédération était de créer un pays unifié et non pas une vague alliance de provinces autonomes. Par conséquent, s'il existe des intérêts économiques régionaux qui coïncident parfois avec les frontières provinciales, il existe également des entreprises et intérêts (publics et privés) nationaux qui seraient exposés au démantèlement. Il y a une économie nationale et une dette nationale. La question des frontières territoriales a été invoquée devant nous. Des minorités linguistiques et culturelles, dont les peuples autochtones, réparties de façon inégale dans l'ensemble du pays comptent sur la Constitution du Canada pour protéger leurs droits. Bien sûr, la sécession donnerait naissance à une multitude de questions très difficiles et très complexes, qu'il faudrait résoudre dans le cadre général de la primauté du droit de façon à assurer aux [81] Canadiens résidant du Québec et ailleurs une certaine stabilité pendant ce qui serait probablement une période d'incertitude et de bouleversement profonds. Nul ne peut sérieusement soutenir que notre existence nationale, si étroitement tissée sous tant d'aspects, pourrait être déchirée sans efforts selon les frontières provinciales actuelles du Québec. [...]

Le droit constitutionnel de sécession n'est pas absolu

La Cour admet que ces négociations pourraient aboutir à une impasse :

97. Dans ces circonstances, on ne peut douter que des négociations résultant d'un tel référendum seraient difficiles. Les négociateurs devraient envisager la possibilité d'une sécession, sans qu'il y ait toutefois de droit absolu à la sécession ni certitude qu'il sera réellement possible de parvenir à un accord conciliant tous les droits et toutes les obligations en jeu. Il est concevable que même des négociations menées en conformité avec les principes constitutionnels fondamentaux aboutissent à une impasse. Nous n'avons pas ici à faire des conjectures sur ce qui surviendrait alors. En vertu de la Constitution, la sécession exige la négociation d'une modification.

Mais notre constitution actuelle n'offre aucune solution et la question demeure alors purement politique :

101. (...) La conciliation des divers intérêts constitutionnels légitimes décrits plus haut relève nécessairement du domaine politique plutôt que du domaine judiciaire, précisément parce que cette conciliation ne peut être réalisée que par le « donnant, donnant » du processus de négociation. Une fois établi le cadre juridique, il appartiendrait aux dirigeants démocratiquement élus des divers participants de résoudre leurs différends.

La sécession unilatérale ou sécession de fait

103. Dans la mesure où la violation de l'obligation constitutionnelle de négocier conformément aux principes décrits ci-dessus mine la légitimité des actions d'une partie, elle peut avoir des répercussions importantes au plan international. [82] Ainsi, le manquement à l'obligation d'engager et de poursuivre des négociations en conformité avec les principes constitutionnels peut affaiblir la légitimité du gouvernement qui s'en réclame, alors que celle-ci est en règle générale une condition préalable à la reconnaissance par la communauté internationale. Inversement, la violation de ces principes par le gouvernement fédéral ou le gouvernement d'autres provinces dans leur réponse à une demande de sécession peut entacher leur légitimité. Ainsi, un Québec qui aurait négocié dans le respect des principes et valeurs constitutionnels face à l'intransigeance injustifiée d'autres participants au niveau fédéral ou provincial aurait probablement plus de chances d'être reconnu qu'un Québec qui n'aurait pas lui-même agi conformément aux principes constitutionnels au cours du processus de négociation. La légalité des actes des parties au processus de négociation selon le droit canadien ainsi que la légitimité qu'on leur reconnaît seraient l'une et l'autre des considérations importantes dans le processus de reconnaissance. De cette manière, l'adhésion des parties à l'obligation de négocier serait indirectement évaluée au plan international.

Cela nous amène au droit international :

106. (...) Quoiqu'il n'existe aucun droit à la sécession unilatérale dans la Constitution, c'est-à-dire sans négociation conforme aux principes, cela n'exclut pas la possibilité d'une déclaration inconstitutionnelle de sécession aboutissant à une sécession de fait. Le succès ultime d'une telle sécession dépen-

draît du contrôle effectif d'un territoire et de la reconnaissance par la communauté internationale.

Le droit à l'autodétermination

Le Québec a-t-il un droit de sécession fondé sur le droit d'un peuple à l'autodétermination en vertu du droit international ? Ce droit est ainsi défini dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (résolution du 24 octobre 1970) :

En vertu du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, principe consacré dans la [83] Charte des Nations Unies, tous les peuples ont le droit de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel, et tout État a le devoir de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte.

Cependant, ce principe est ainsi qualifié par l'ONU (Rés. AG 50/6, 9 nov. 1995) :

(Les États doivent) continuer à réaffirmer le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, en tenant compte de la situation particulière des peuples soumis à la domination coloniale ou à d'autres formes de domination ou d'occupations étrangères, et reconnaître le droit des peuples à prendre des mesures légitimes conformément à la Charte des Nations Unies pour réaliser leur droit inaliénable à l'autodétermination. Cela ne devra pas être interprété comme autorisant ou encourageant toute mesure de nature à démembrer ou compromettre, en totalité ou en partie, l'intégrité territoriale ou l'unité politique d'États souverains et indépendants respectueux du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples et, partant, dotés d'un gouvernement représentant la totalité de la population appartenant au territoire, sans distinction aucune.

Ce qui amène la Cour suprême à conclure :

122. Comme nous le verrons, en droit international, le droit à l'autodétermination est censé être exercé par des peuples, à l'intérieur d'États souverains existants, et conformément au principe du maintien de l'intégrité territoriale de ces États. Lorsque cela n'est pas possible, un droit de sécession peut naître, dans les circonstances exceptionnelles examinées ci-après.
126. Les sources reconnues du droit international établissent que le droit d'un peuple à disposer de lui-même est normalement réalisé par voie d'autodétermination interne - à savoir la poursuite par ce peuple de son développement politique, économique, social et culturel dans le cadre d'un État existant. Le droit à l'autodétermination externe (qui, dans le présent cas, pourrait prendre la forme de la [84] revendication d'un droit de sécession unilatérale) ne naît que dans les cas extrêmes dont les circonstances sont par ailleurs soigneusement définies. L'autodétermination externe peut être décrite par l'extrait suivant de la *Déclaration touchant les relations amicales*

La création d'un État souverain et indépendant, la libre association ou l'intégration avec un État indépendant ou l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple constituant pour ce peuple des moyens d'exercer son droit à disposer de lui-même. [Nous soulignons.]

Le droit international ne reconnaît le droit de sécession qu'aux peuples opprimés ou colonisés. Or, « Le peuple québécois n'est pas la victime d'atteintes à son existence ou à son intégrité physiques, ni de violation massive de ses droits fondamentaux. Le peuple Québécois n'est manifestement pas [...] un peuple opprimé. (135) [...] Bref, pour reprendre les termes des instruments internationaux qui traitent du droit des peuples à l'autodétermination, le Canada est un "État souve-

rain et indépendant respectueux du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples et doté ainsi d'un gouvernement représentant la totalité de la population appartenant au territoire, sans distinction aucune". » (136)

Et la Cour de conclure :

138. En résumé, le droit à l'autodétermination en droit international donne tout au plus ouverture au droit à l'autodétermination externe dans le cas des anciennes colonies ; dans le cas des peuples opprimés, comme les peuples soumis à une occupation militaire étrangère ; ou encore dans le cas où un groupe défini se voit refuser un accès réel au gouvernement pour assurer son développement politique, économique, social et culturel. Dans ces trois situations, le peuple en cause jouit du droit à l'autodétermination externe parce qu'on lui refuse la faculté d'exercer, à l'interne, son droit à l'autodétermination. Ces circonstances exceptionnelles ne s'appliquent manifestement pas au cas du Québec dans les conditions actuelles. Par conséquent, ni la population du Québec, même si elle était qualifiée de « peuple » ou [85] de « peuples », ni ses institutions représentatives, l'Assemblée nationale, la législature ou le gouvernement du Québec ne possèdent, en vertu du droit international, le droit de faire sécession unilatéralement du Canada.

Cependant, l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982 malgré l'opposition du Québec et l'impasse des négociations menées de bonne foi par le Québec en vue de faire sécession (tout en respectant ses obligations envers le reste du Canada ou en offrant de soumettre le litige sur les modalités de la séparation à un arbitrage international) ne constitueraient-elles pas des circonstances exceptionnelles donnant ouverture à un droit à l'autodétermination externe ?

Mais il reste à déterminer si c'est la population du Québec dans son entier, ou seulement le peuple franco-québécois qui pourrait jouir d'un tel droit à l'autodétermination.

[86]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

I. De la démocratie et de constitution

3

Le droit à l'autodétermination

[Retour à la table des matières](#)

Dans la revue *Globe* (Université McGill, vol. 2, no. 2, 1999), le professeur de philosophie politique James Tully, de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique), affirme que la conception classique du droit à l'autodétermination est maintenant désuète, notamment à l'égard des revendications des membres de sociétés multinationales engagés dans des luttes pour leur reconnaissance :

« En effet une société multinationale sera libre et respectueuse du droit à l'autodétermination dans la mesure où les règles constitutionnelles encadrant l'association entre les différentes nations soient ouvertes à la contestation et aux amendements. Lorsque ces règles se montrent imperméables à toute forme d'amendement, une structure de domination est instaurée, les membres de la société sont privés du droit à l'autodétermination et leur liberté est par conséquent entravée. Cette société multinationale n'est donc pas une société libre. À l'aube du nouveau millénaire, le glissement entre la liberté et la domination sera l'enjeu politique principal dans les sociétés multinationales. Le type de société qui, au XXI^e siècle, saura combiner li-

berté et stabilité, ne sera pas celui animé par le désir de fonder son système de reconnaissance sur un consensus social, mais plutôt celui qui permettra la contestation et la modification perpétuelles des règles constitutionnelles en vigueur. En d'autres termes, une société juste et stable sera consciente que chaque forme de reconnaissance constitutionnelle produit son lot d'injustices et de non-reconnaissance.

[87]

« La Cour suprême du Canada, dans son *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, est la première cour d'une société multinationale à reconnaître cette dimension de la liberté des peuples. La Cour suprême a formulé cette dimension dans les termes d'un droit universel des membres de la société à instaurer des changements constitutionnels (dont la sécession) et d'un devoir corrélatif des autres membres de l'association à prendre en considération ces demandes dans des négociations constitutionnelles formelles. jusqu'ici, tout va bien. En pratique, toutefois, la Constitution canadienne actuelle et sa formule d'amendement rendent impossible l'exercice de ce droit et de ce devoir nécessaire à l'autodétermination. Le Canada, puisque sa Constitution est en fait une camisole de force ou une structure de domination, n'est donc pas à cet égard une société libre. La reconnaissance d'un droit interne à l'autodétermination pour un peuple luttant pour une forme de reconnaissance est l'une des conditions nécessaires à la résolution de cette impasse. (pp. 16 et 17)

« En premier lieu, ceux qui revendiquent une nouvelle forme de reconnaissance doivent convaincre leurs propres membres que la reconnaissance constitutionnelle existante est inacceptable. Parmi ces membres se trouvent, comme c'est le cas au Québec, des peuples autochtones, diverses minorités (dont certaines étant linguistiques) et des citoyens jouissant de droits, de devoirs et de certains pouvoirs sous la Constitution existante. Conséquemment, les discussions entourant une demande de reconnaissance doivent impliquer des négociations publiques entre ces membres. C'est lors de ces négociations qu'une définition claire de ce qui est entendu par "nation" doit être formulée ; une définition qui doit faire preuve d'ouverture envers les préoccupations et les angoisses des minorités et des citoyens dissidents. C'est uniquement dans l'hypothèse où la majorité revendicatrice d'une nouvelle forme de reconnaissance échoue au test de la réciprocité et se montre opaque aux angoisses des dissidents qu'une demande de reconnaissance doit être ignorée. » (p. 21)

Selon Tully (op. cit., pp. 30 et s.), le Québec n'est pas libre au sein de la fédération canadienne :

« La condition de liberté d'une société multinationale repose sur le fait que ses membres soient libres d'entamer des discussions [88] et des négociations au sujet d'amendements possibles à la structure de reconnaissance en vigueur, et, qu'en corollaire, les autres membres aient un *devoir* de répondre aux demandes légitimes. Un membre qui cherche à se voir reconnaître en tant que nation (dans une forme elle-même ouverte à la contestation) est libre dans la mesure où les possibilités de discussions, négociations et amendements ne sont pas bloquées, en pratique, par des contraintes arbitraires. La Constitution d'une société où sévit un pareil blocage doit être considérée comme une camisole de force ou comme une structure de domination. Cette situation d'absence de liberté peut être illustrée, au Canada, autant par le cas du Québec que par celui des Premières nations.

« Trois raisons font en sorte que le Québec n'est pas libre au sein de la fédération canadienne. D'abord, les autres membres de la fédération peuvent lui imposer des amendements constitutionnels sans son consentement. Ils peuvent aussi bloquer arbitrairement toute négociation visant à reconnaître constitutionnellement le statut du Québec comme nation. En 1982, un amendement constitutionnel, l'Acte constitutionnel de 1982, fut introduit et imposé au Québec sans son consentement et malgré sa dissension clairement affirmée. Cette manœuvre n'a pas seulement violé une convention constitutionnelle (*Quod omnes tangit*), comme la Cour en avait statué à l'époque, mais a aussi violé la nouvelle formule d'amendement institutionnalisé par l'Acte constitutionnel de 1982. Plus tard, le Québec a exercé son droit d'initier des changements constitutionnels en tentant de se voir reconnu comme "société distincte". Cet amendement proposé fut bloqué par la dissension d'une seule province sur l'unique base que la formule d'amendement introduite en 1982 requiert le consentement de toutes les provinces. Ces deux événements démontrent indéniablement que des limites arbitraires sont imposées au droit du Québec à négocier les règles de sa reconnaissance.

« La Cour suprême a jugé que le Québec est quand même lié par l'Acte constitutionnel de 1982 et, conséquemment, par la formule d'amendement qui s'y trouve. Pour en arriver à une telle conclusion, la Cour s'est appuyée sur la règle générale voulant qu'un gouvernement constitutionnel est nécessairement fondé sur l'idée que les représentants politiques du peuple d'une province ont la possibilité et [89] le pouvoir de prendre, au nom de la province, l'engagement pour l'avenir de respecter les règles constitutionnelles qui sont adoptées." Pourtant, les parlementaires provinciaux du Québec n'ont pas, en 1982, lié le Québec à la nouvelle formule d'amendement. Bien au contraire, ils ont dans une vaste majorité damé leur dissension. La Cour ajoute cependant, avec justesse cette fois, que cette règle générale vaut seulement lorsque les « règles constitutionnelles [adoptées]

sont elles-mêmes susceptibles de modification". C'est précisément cet aspect qui est maintenant en question.

« La deuxième raison faisant en sorte que le Québec n'est pas libre au sein de la fédération canadienne réside dans le fait que le contenu de la formule d'amendement introduite en 1982, fait en sorte qu'il est virtuellement impossible, en pratique, d'amender la Constitution de façon à ce que le Québec soit reconnu comme nation. Cette conclusion est d'ailleurs partagée par Alan Cairns, l'un des meilleurs spécialistes au Canada en matière d'affaires constitutionnelles. Selon lui, l'inflexibilité de la Constitution nous a conduit vers une situation de "paralysie constitutionnelle." Même si on peut prétendre que le Québec possède un droit théorique d'amorcer des changements constitutionnels, ce droit est bloqué en pratique.

« Troisièmement, la Cour soutient que la phase deux des négociations, amorcée par l'obtention d'une majorité référendaire claire au sujet d'une question claire, devrait être encadrée par la présente formule d'amendement. Or, pour la première raison susmentionnée, le Québec n'est pas lié par cette formule d'amendement ⁴⁰. De plus, puisque le droit du Québec d'amorcer des changements constitutionnels est bloqué en pratique, cette phase de négociation se conclurait par une impasse et, aux dires mêmes de la Cour, cette injustice légitimerait la position du Québec voulant qu'il puisse faire sécession unilatéralement. Enfin, toute demande de reconnaissance en tant que nation (à l'intérieur ou à l'extérieur de la société canadienne) implique en corollaire une demande d'amendement de l'actuelle formule d'amendement. En effet, la formule d'amendement est précisément l'une des règles contestées lors d'une demande de reconnaissance en tant que nation. [90] Or, si on lie un membre à la règle qu'il conteste, on nie par le fait même son droit d'instaurer des changements constitutionnels.

« Les Premières nations, pour avoir le droit d'instaurer des changements constitutionnels (et donc de jouir d'une certaine liberté politique), doivent pouvoir amorcer des négociations menant à des traités, alors que les autres membres ont le devoir corrélatif de négocier de bonne foi les termes du traité lorsque les demandes sont légitimes. Un tel droit n'apparaît toutefois pas dans la formule d'amendement actuelle. À la limite, on peut avancer que ce droit est sous-entendu dans certaines des formulations du droit d'instaurer des changements constitutionnels inclus dans le *Renvoi relatif à la sécession du Québec*. Cependant, la Cour suprême s'est bien gardée d'affirmer sans ambiguïté l'existence d'un tel droit lorsqu'elle en avait l'occasion dans l'arrêt *Delgamuuk v. British Columbia*. Selon la Cour,

⁴⁰ Malheureusement la Cour suprême n'est pas de cet avis et son opinion définit le droit constitutionnel en vigueur.

"la Couronne possède un devoir moral, sinon légal, de mener de bonne foi ces négociations". En réalité, lorsque les Premières nations entrent en période de négociations de traités avec le gouvernement fédéral et un gouvernement provincial, elles doivent se limiter à des demandes (territoriales et de reconnaissance) qui n'exigent pas d'amendements constitutionnels. En cas contraire, le traité viole la Constitution et est conséquemment jugé invalide. À la différence du Québec, qui a le droit d'instaurer des changements constitutionnels, mais qui ne peut l'exercer en pratique, les Premières nations sont bloquées autant en théorie qu'en pratique. Il n'en demeure pas moins qu'autant le Québec que les Premières nations, sous le régime actuel, ne sont pas libres. L'exercice du droit qui, aux dires mêmes de la Cour suprême, fait du Canada une société libre et démocratique ne leur est pas accessible.

« Pour conclure, le Canada doit, pour être une société libre et démocratique, fonder son système de coopération sociale sur la prise en considération du statut de "peuples" (possédant donc un droit d'autodétermination interne) du Québec et des Premières nations. L'exercice de ce droit à l'autodétermination interne, c'est-à-dire la possibilité d'instaurer des demandes de changements constitutionnels, implique toutefois la modification de la présente formule d'amendement qui, telle qu'abordée plus haut, rend impossibles des négociations constitutionnelles équitables. Afin de contourner cette impasse, la Cour suprême suggère une voie qui mérite d'être explorée : après l'obtention d'une majorité claire au [91] sujet d'une question référendaire claire, des négociations au sujet de possibles changements constitutionnels devraient être menées seulement "par les représentants de deux majorités légitimes, à savoir une claire majorité de la population du Québec et une claire majorité de l'ensemble du Canada". Les deux majorités en question ne seraient pas liées par l'inopérante formule d'amendement actuelle, mais plutôt par les quatre principes mentionnés par la Cour, dont au premier chef la protection des minorités. ⁴¹ En ce qui concerne les Premières nations, le Canada devrait se reconnaître un devoir constitutionnel de répondre à des demandes légitimes de négociation de traité et de ne pas bloquer, en pratique, la possibilité que ces négociations conduisent à l'amendement de certaines sections de la Constitution.

⁴¹ Mais ce que la Cour suprême dit des deux majorités ne s'applique qu'aux négociations précédant la sécession. Quant à celle-ci, la Cour affirme qu'elle ne serait possible légalement que par une modification de la Constitution. C'est-à-dire avec l'accord du Parlement fédéral et des assemblées législatives de toutes les provinces (dont certaines exigent la tenue d'un référendum). Ce qui n'est pas théoriquement impossible à réaliser. En cas de veto d'une ou plusieurs provinces, malgré des négociations fructueuses entre les deux majorités, il en résulterait un droit de sécession reconnu par les autres nations et vraisemblablement non contesté par le Canada.

« Si ces changements étaient apportés, le Canada serait une société multinationale libre et démocratique. Le Québec et les Premières nations pourraient s'engager dans des processus continus de discussion au sujet de la reconnaissance de leur identité nationale dans des formes sujettes à changements, avec l'assurance que les négociations ne seraient pas arbitrairement bloquées ou interrompues. En d'autres termes, ils pourraient jouer la partie de "dévoilement-prise en considération" avec un minimum possible de domination. La société dans son ensemble gagnerait du même coup en stabilité, puisqu'en sachant qu'ils auront ponctuellement la possibilité d'entrer dans des processus de discussion au sujet de la reconnaissance de leur identité, les Québécois(es) et les peuples autochtones en viendraient sans doute à développer un sentiment d'appartenance et un degré d'identification plus forts à la société multinationale. Ils en viendraient à accepter et à respecter la Constitution, non pas en la considérant comme une forme de reconnaissance définitive de leur nationalité, mais en sachant qu'ils ont contribué à la modifier et qu'elle demeure ouverte à la dissension et au changement.

[92]

« Dans le cas contraire, où le Québec et les Premières nations ne sont pas reconnus comme des peuples possédant un droit d'autodétermination interne, le Canada demeurera une société où liberté, justice et stabilité seront partiellement absentes. Les Québécois et les peuples autochtones s'identifieront encore davantage à leur propre société sans avoir la possibilité de développer un sentiment d'appartenance envers le Canada. L'identité constitutionnelle inflexible du Canada sera vécue et considérée comme une structure de domination qui compromet l'exercice de leur liberté politique. Plus de Québécois(es) en viendront à appuyer la sécession et le sentiment d'isolement, et la séparation continuera de croître chez les communautés autochtones. L'instabilité de l'ensemble de la société augmentera elle aussi puisque, selon le raisonnement de la Cour suprême, l'entrave au droit à l'autodétermination interne peut justifier la sécession unilatérale du Québec (et, par extension, celle des onze Premières nations résidant sur le territoire québécois). L'unique façon pour une société multinationale comme le Canada d'être libre et stable est donc la reconnaissance du droit à l'autodétermination interne des peuples qui la composent et, par extension, l'acceptation du fait que la problématisation constante de son identité constitutionnelle par des membres dont l'identité se modifie de génération en génération soit une caractéristique permanente et non un problème à résoudre définitivement. »

Si l'accession du Québec à la souveraineté est irréalisable dans le cadre constitutionnel actuel du Canada, il reste le recours à la séces-

sion unilatérale et la reconnaissance internationale de son existence *de facto* et de sa légitimité ⁴². Or, celle-ci dépend entièrement de la reconnaissance du statut de peuple de la population québécoise et de son comportement envers ses minorités nationales anglophone et autochtones.

Cette analyse du professeur Tully est sûrement très intéressante et je partage beaucoup de ses opinions. Toutefois, il me semble qu'on peut, à partir de l'arrêt de la Cour suprême, faire une interprétation plus libérale et plus optimiste tant du droit constitutionnel canadien que du droit international.

[93]

Mais le fait demeure que la Cour suprême du Canada et le Gouvernement fédéral (par son projet de Loi *donnant effet à l'exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada sur l'exercice du droit de sécession d'une province*) reconnaissent l'existence d'un tel droit constitutionnel de sécession d'une province canadienne, si telle est sa volonté clairement établie, après avoir négocié de bonne foi les modalités de sa séparation et obtenu l'accord des autorités fédérales et de celles de toutes les autres provinces selon le processus établi pour toute modification de la Constitution. L'opposition illégitime du reste du Canada légitimerait la sécession sur le plan international.

Aucun pays fédéral n'a jamais, à ma connaissance, reconnu un tel droit de sécession ; même si son exercice est loin d'être facile, cela n'est pas rien !

Dans *Ni oui ni non. Bien au contraire !*, je disais déjà :

« Le droit de sécession du Québec se fonde, sinon sur le principe de droit international du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tout au moins sur le caractère démocratique de la fédération canadienne, tel que proclamé par l'article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés, et sur le principe de notre droit constitutionnel de la non subordination des provinces à l'État fédéral. Mais il se fonde surtout sur sa légitimité et la capacité du Québec d'assumer sa souveraineté dans le respect du droit inter-

⁴² Mais il reste aussi la voie de l'autonomie interne, correspondant aux revendications traditionnelles du Québec et qui entraîneraient un fédéralisme asymétrique.

national, notamment à l'égard de ses minorités anglophones et autochtones.

« Les États et les associations d'États n'aiment pas admettre, encore moins prévoir, la possibilité de leur dissolution ou de la sécession de leurs membres. Ils ont une vocation à l'éternité. Mais chacun sait qu'ils ne sont pas éternels, comme en témoigne l'histoire. Ce n'est pas parce que le traité de Rome, qui a donné naissance à l'Union européenne, n'a pas d'échéance et ne prévoit pas le retrait d'un État membre que l'Angleterre ne pourrait pas s'en retirer. Ni le droit constitutionnel, ni le droit international ne font état du droit de sécession d'une partie d'un État : le droit international ne fait que préciser les conséquences de la naissance d'un nouvel État, notamment par les règles qui gouvernent la succession d'État.

[94]

« L'accession à la souveraineté est donc une question essentiellement politique, et non juridique. Le droit ne règle pas tout, comme le rappelait le professeur Alain Pellet ⁴³ au colloque que tenait la section québécoise de l'Association du barreau canadien, le 6 mai 1995, sur le projet de sécession du Québec. Il est ridicule de prétendre que la formule d'amendement de la constitution canadienne régit la dissolution du Canada ou le retrait d'une province. Mais c'est aussi une erreur de penser que, puisque notre constitution n'interdit pas la sécession, c'est qu'elle la permet. L'adage "qui ne dit mot consent", qui fonde la théorie contractuelle de l'accord tacite, n'est pas susceptible d'une application facile en droit constitutionnel, bien qu'il puisse éventuellement fonder une coutume ou une convention non écrite.

« Tout ce qu'on peut faire dire à la constitution canadienne sur le sujet, c'est que la nature démocratique de l'État canadien empêche l'État fédéral ou toute province de s'opposer à la sécession d'une province, que ce soit par la force des armes ou par la contrainte judiciaire. Saisie d'une telle question, la Cour suprême du Canada ne pourrait que se déclarer incompétente ou, au mieux, reconnaître l'existence implicite du droit de sécession et constater, s'il y a lieu, la légitimité de son exercice démocratique. »

Pour un État fédéral et démocratique comme le Canada, les principes du fédéralisme et de la démocratie font que chaque province est libre de se retirer de la fédération, de faire sécession après avoir négocier

⁴³ Professeur agrégé de droit public à l'Université de Paris X - Nanterre et à l'Institut d'études politiques de Paris, et membre de la Commission du droit international des Nations Unies.

cié de bonne foi les modalités de son départ (partage équitable de l'actif et du passif de la fédération et protection des minorités), pourvu évidemment que telle soit la volonté claire d'une majorité claire de la population de la province sécessionniste. Ainsi le veut le droit constitutionnel canadien tel que défini par la Cour suprême du Canada.

En vertu du principe du fédéralisme, cette liberté de quitter la fédération ou ce droit de sécession appartient aux provinces telles [95] qu'elles sont constituées et non aux peuples qui composent la population canadienne. Le droit à l'autodétermination des peuples est un principe de droit international. Il s'agit ici du droit constitutionnel canadien et non du droit international.

Donc, en vertu du droit constitutionnel canadien et du principe du fédéralisme qui en est un élément fondamental, le droit de sécession appartient aux provinces telles qu'elles existent en tout temps, soit au moment où l'une d'entre elles veut faire sécession. Si les frontières d'un Québec sécessionniste sont négociables, eues ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord du Québec, en vertu du principe du fédéralisme.

Cependant la Cour suprême nous rappelle que les principes fondamentaux de la constitution « fonctionnent en symbiose. Aucun de ces principes ne peut être défini en faisant abstraction des autres et aucun de ces principes ne peut empêcher ou exclure l'application d'aucun autre » (49).

Si le principe du fédéralisme favorise l'intégrité territoriale du Québec, par contre le principe démocratique et la protection des minorités peuvent justifier une modification des frontières d'un Québec sécessionniste, si c'est la volonté claire de populations anglo-québécoise ou autochtones habitant des territoires déterminés où elles sont largement majoritaires. Cela serait manifestement le cas si leurs droits de minorités nationales étaient menacés par un Québec souverain ; mais cela n'apparaît pas vraisemblable. il reste toutefois que le principe démocratique - qui rejoint ici le droit international d'autodétermination des peuples libéralement interprété - suffit à lui seul à justifier une certaine partition du Québec si cela est pratiquement faisable dans des conditions équitables pour tous les intéressés. Les Québécois devraient être les derniers à contester le droit d'autodétermination des minorités nationales.

L'intégrité des frontières et des territoires des États est une règle de droit international qui se justifie seulement par son objectif d'éviter des guerres territoriales : c'est une mesure d'expédient et non un principe. Les frontières d'un État ne sont sacrées que dans la mesure où cet État est légitime et n'enferme aucun peuple contre son gré.

[96]

Ce point de vue éthique devrait prévaloir aussi bien en droit constitutionnel canadien qu'en droit international, lequel connaît présentement, comme on le sait, une évolution remarquable avec la reconnaissance graduelle d'un droit d'ingérence humanitaire et l'établissement d'une justice internationale pour juger les auteurs de crimes commis contre l'humanité.

Le Canada s'est montré à l'avant-garde de cette évolution civilisatrice du droit international. On est en droit d'espérer que les Canadiens et les Québécois ne se montreront pas moins généreux dans leurs rapports entre eux que dans leurs actions et leurs représentations internationales.

La volonté souveraine du peuple est suprême en démocratie le peuple est souverain. Et sa constitution est l'expression de la souveraineté de la population d'un État démocratique (voir les paragraphes 61, 63, 66 et 85 de l'arrêt de la Cour suprême du Canada). La souveraineté du peuple et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont l'essence même du principe démocratique.

[97]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

I. De la démocratie et de constitution

4

Quel peuple ?

[Retour à la table des matières](#)

Mais qu'est ce qu'un peuple ? La population du Québec constitue-t-elle un peuple englobant une majorité franco-québécoise, une minorité anglo-québécoise, des minorités autochtones ? Ou chaque composante (francophone, anglophone et autochtone) forme-t-elle à son tour un peuple jouissant du droit à l'autodétermination ?

De même, la population canadienne constitue-t-elle un peuple englobant une majorité anglo-canadienne, une minorité franco-canadienne (ou plusieurs minorités francophones : acadienne, québécoise, ontarienne, etc.) et des minorités autochtones ? Chacune de ces composantes forme-t-elle un peuple qui pourrait jouir d'un certain droit à l'autodétermination ?

La nature fédérale de l'État canadien fait-elle en sorte que la population de chacune de ses provinces constitue un peuple distinct du peuple canadien qui englobe tous les peuples provinciaux ? De sorte que le peuple de chaque province, comme celui du Canada, jouirait du

droit à l'autodétermination. Cela résulterait autant du principe du fédéralisme que du principe démocratique.

Mais en droit international, le droit à l'autodétermination n'équivaut pas au droit à l'indépendance ou au droit de sécession.

Selon les experts consultés par la Commission des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté (dont l'avis est largement reproduit à l'annexe II) :

[98]

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes constitue un principe très général, à *géométrie variable*, dont les conséquences sont toujours et partout le droit pour la communauté concernée de participer à son avenir mais qui ne suffit à fonder le droit d'un peuple à accéder à l'indépendance au détriment de l'État auquel il n'est rattaché que dans des situations coloniales. »

Comme le Québec ne se trouve pas dans une situation coloniale, le droit international ne lui reconnaît pas le droit de disposer de lui-même et d'accéder à la souveraineté en faisant sécession du Canada.

Mais la constitution canadienne, en raison de son principe démocratique et de sa nature fédérale, reconnaît le droit de chaque province de se retirer de la fédération, aux conditions exposées dans le récent arrêt de la Cour suprême, soit que la volonté de faire sécession soit clairement exprimée par une majorité claire et que la province respecte ses obligations envers le Canada et ses minorités. Les modalités d'exercice du droit de sécession ne sont pas précisées, ni la façon de résoudre toute impasse survenant dans les négociations entreprises pour résoudre ces questions.

Quant aux Autochtones, ni le droit international ni le droit constitutionnel canadien ne leur reconnaît de droit de sécession. Cependant tant le Québec que le Canada sont tenus de respecter leur droit d'autonomie sur leurs territoires ancestraux (dont les limites restent à déterminer).

Le droit international ne reconnaît pas davantage de droit de sécession ou de partition en faveur d'une minorité nationale advenant l'accession à la souveraineté de l'État où elle se situe. Cela résulte du

principe de l'intégrité territoriale, qui ne peut, en aucun cas, entraîner une modification des frontières.

Mais à pourrait en être autrement en vertu du principe démocratique, qui pourrait fonder un droit moral ou légitime à certains cas de partition, de démantèlement ou de rattachement d'un territoire à un autre État.

Au seuil du XXI^e siècle, le caractère sacré des frontières et l'indivisibilité des nations apparaissent comme des valeurs dépassées, voire rétrogrades.

[99]

Il m'apparaît indiscutable que les onze peuples autochtones et la communauté anglophone vivant sur le territoire actuel du Québec n'ont aucun sentiment d'appartenance à une nation québécoise, même s'ils ressentent un certain attachement envers le Québec. Les Anglophones du Québec, qu'ils soient de souche anglaise ou assimilés, se perçoivent comme faisant partie de la nation canadienne, ou plutôt de la nation anglo-canadienne. Quant aux Autochtones, ils se perçoivent comme membres de leur nation respective et plusieurs de celles-ci débordent les frontières du Québec. En raison de quel principe les Anglo-Québécois et les Autochtones québécois devraient-ils être séparés de leur nation propre du seul fait de la volonté majoritaire des Franco-Québécois de faire sécession et de fonder leur propre État indépendant ? Certainement pas en vertu du principe démocratique ! Encore moins en raison de la vertu magique d'une quelconque règle de 50% + 1.

Quant à la population francophone elle-même, elle est plurielle. Il semble qu'environ 60% de cette population se considérait en 1995 comme une nation, un peuple susceptible d'exister comme nation indépendante ou associée au reste du Canada dans une forme d'union confédérale à l'europpéenne.

Parmi les autres 40%, un certain nombre de Francophones pourraient avoir le sentiment d'appartenir à la nation franco-québécoise, sans toutefois souscrire au projet politique que le Parti québécois présentait alors dans sa proposition référendaire. Mais nombre d'entre eux, tout en étant attachés à leurs racines québécoises, se considéraient et se considèrent toujours comme appartenant à la nation fran-

co-canadienne, voire à une nation canadienne : ils sont des Canadiens de langue française habitant au Québec. Enfin, un certain nombre de Francophones vivant au Québec sont entièrement assimilés à la nation canadienne, voire à la nation anglo-canadienne, comme c'est aussi le cas d'un grand nombre de Canadiens d'origine québécoise ou acadienne vivant dans les autres provinces canadiennes. Le processus d'assimilation de ces Canadiens francophones résulte sans doute, en partie tout au moins, d'un processus d'aliénation imputable à une situation historique de colonialisme. Mais on ne refait pas l'histoire et je ne vois pas comment démocratiquement la majorité franco-québécoise pourrait compter ces gens-là comme lui appartenant (dans les deux sens du mot).

[100]

La population du Québec est, en gros, à 80% francophone, c'est-à-dire utilisant davantage le français que l'anglais dans les rapports sociaux. C'est un fait reconnu que très peu d'anglophones se reconnaissent comme Québécois d'abord et avant tout. Mais beaucoup de Québécois francophones se reconnaissent d'abord comme Canadiens. Combien ? Il faudrait pour en avoir une idée à peu près juste un recensement de la population québécoise. Le gouvernement québécois devrait en prendre l'initiative, sinon le gouvernement fédéral. Car c'est là une donnée essentielle. Avant de brandir quelque règle que ce soit d'une majorité référendaire acceptable, commençons démocratiquement par nous compter.

Faute de mieux, j'établis intuitivement à 15% la proportion de Francophones Québécois qui se reconnaissent comme Canadiens et ne s'identifient pas à une nation québécoise ⁴⁴. Qu'ils soient de souche québécoise ou des néo-Québécois, ces gens-là sont Canadiens par choix ou par assimilation. Ils n'appartiennent pas à une nation québécoise francophone, encore moins à « la » nation québécoise.

⁴⁴ Mon intuition n'est pas si mauvaise puisqu'elle serait confirmée par un sondage Wells, en 1998, établissant à 13% la proportion de Québécois francophones se définissant d'abord comme Canadiens et non comme Québécois (selon le politologue François Rocher, « Repenser le Québec dans un Canada multinational », dans *Globe*, vol. 1, no 1, 1998).

La nation franco-québécoise comprend donc environ 85% des francophones québécois, ce qui représente environ 70% de la population québécoise. C'est ce 70% de la population québécoise qui forme un peuple jouissant légitimement du droit d'autodétermination. L'autre 30% appartient à la nation canadienne ou aux nations autochtones. Pourquoi cette majorité de 70% imposerait-elle à ces 30% une séparation des leurs (les autres Canadiens ou Autochtones) et un assujettissement à leur majorité ? En vertu de quel principe démocratique le peuple franco-québécois entraînerait-il de force, malgré eux, les Autochtones et les Canadiens vivant au Québec dans le giron d'une souveraineté québécoise ?

[101]

Vue sous cet angle, la partition du Québec n'est pas un démantèlement du Québec, mais la limite raisonnable de l'exercice du droit d'autodétermination du peuple franco-québécois au seul territoire qu'il occupe majoritairement, compte tenu cependant de tous les autres facteurs pertinents de faisabilité sur les plans économique, sociologique, géographique et de l'énorme difficulté de tracer une nouvelle frontière équitable.

Si, par hypothèse, le Québec devenait indépendant à la suite d'un vote référendaire très fortement majoritaire (disons à 70%) ou très faiblement majoritaire (disons à 51%), les peuples autochtones et la minorité anglo-québécoise ne pourraient-ils, eux aussi, revendiquer leur propre droit d'autodétermination et chercher à faire sécession du Québec ? Quelle majorité référendaire serait alors appropriée ? Une simple majorité de 50% + 1 ? Ou une majorité plus claire, de l'ordre de 60% ou 70% par exemple ?

On voit alors que la règle prétendument démocratique du 50% + 1 favoriserait non seulement l'accession du Québec à la souveraineté, mais aussi la partition du Québec. Une règle de 60% semblerait plus appropriée, plus réaliste, plus sage, dans les deux cas. Il n'apparaît pas contraire à la démocratie d'exiger une majorité substantielle pour exercer un droit de sécession ou la modification de la constitution d'un État, surtout lorsque cet État est multinational ou comporte une importante minorité nationale.

La démocratie et la justice seraient mieux servies si les Québécois limitaient l'exercice de leur droit moral d'autodétermination le plus

possible à la population et au territoire où les Franco-Québécois sont majoritaires, sans comprendre les populations et les territoires où les Canado-Québécois ou les Autochtones sont largement majoritaires (disons à 60 ou 70%, une simple majorité de 50% + 1 n'apparaissant toujours pas appropriée !).

Mais les Anglo-Québécois ne peuvent à la fois réclamer le droit de faire sécession d'un Québec indépendant (partition après coup) et celui de faire obstacle au droit d'autodétermination des Franco-Québécois.

La reconnaissance par les Franco-Québécois du droit d'autodétermination des Anglo-Québécois et des Autochtones est [102] une condition inéluctable de la légitimité de leur propre revendication à l'autodétermination. En outre, elle favoriserait l'exercice du droit de sécession des Franco-Québécois en effectuant une partition du Québec avant coup.

Ainsi toute municipalité régionale qui serait favorable au maintien de son rattachement au Canada dans une proportion de 60 ou 70% (50% + 1 ne serait évidemment pas suffisant !) pourrait être considérée d'ores et déjà comme séparée du Québec, et le Canada devrait reconnaître le droit de sécession du peuple franco-québécois s'il exprime sa volonté d'indépendance dans un même pourcentage majoritaire de 60 ou 70% sur la partie du territoire québécois où le peuple franco-québécois est majoritaire.

J'estime cependant que cette solution ne serait possible que si on en exclut la région métropolitaine de Montréal, dont l'unité économique ne saurait être brisée sans mettre en péril son existence même et celle du Québec tout entier. Même si la région ouest de Montréal a un caractère anglophone généralement prédominant, on voit mal comment une frontière établie au centre du boulevard Saint-Laurent pourrait avoir quelque mérite de quelque point de vue que ce soit, social, économique, culturel ou autre. Mais cette solution pourrait être valable dans les régions de l'Outaouais qui sont voisines de l'Ontario ; même si le Québec devait ainsi perdre la région de Hull déjà assez intégrée à la région d'Ottawa, cette perte ne mettrait pas en péril la viabilité d'un Québec souverain.

En plus d'être équitable, cette façon de voir et de faire faciliterait l'exercice du droit d'autodétermination du peuple franco-québécois puisqu'il serait plus facile d'obtenir une majorité de 60 ou 70% dans la

partie du territoire québécois où ce peuple est majoritaire, que d'obtenir une majorité de 50% + 1 dans l'ensemble de la population et du territoire québécois.

Il ne s'agit aucunement de chercher à réaliser une définition ethnique de la nation. Est Franco-Québécois qui veut l'être et demeure Canadien qui le désire. L'État québécois ainsi circonscrit au territoire où le peuple franco-québécois est majoritaire, demeurerait multinational, et ce d'autant plus si des peuples autochtones ou une partie des Anglo-Québécois décidaient de ne pas réclamer leur [103] rattachement au Canada et préféreraient conserver leur rattachement au Québec. De toute manière, même dans un Québec souverain limité au territoire où les Franco-Québécois sont majoritaires, l'appartenance à la nation québécoise demeurerait accessible à toutes les ethnies.

Il ne s'agit pas de réaliser ainsi une épuration ethnique par l'exclusion ou l'expulsion des collectivités qui ne sont pas franco-québécoises, ce qui serait une forme de racisme. Non. Il s'agit uniquement de respecter la volonté des collectivités qui s'excluent elles-mêmes d'une nation québécoise et veulent conserver leur nationalité canadienne. La nation franco-québécoise ou québécoise tout court est et demeurerait ouverte à toutes autres ethnies voulant s'y intégrer, constituer avec les Franco-Québécois une communauté politique et participer avec eux au « projet d'une nation québécoise », selon l'expression de Gérard Bouchard (*La nation québécoise au futur et au passé*, VLB, 1999, p. 13).

Comme l'écrit Bouchard dans cet ouvrage :

« La nation moderne est engagée dans une difficile transition entre le vieux paradigme de l'homogénéité, ordinairement synonyme d'assimilation forcée, de discrimination et d'exclusion, et le paradigme de la différence ou de la diversité, marqué par le respect des particularismes culturels et l'universalité des droits civiques. » (p. 32)

« Pour le reste, au-delà des paramètres juridiques fondamentaux à respecter, il revient à chaque collectivité d'inventer sa propre configuration, sa propre équation culturelle ou nationale, en tenant compte de son histoire, de sa composition ethnique et de sa situation géopolitique. » (p. 42)

Selon Bouchard (il s'agit toujours ici de l'historien et sociologue Gérard et non de son frère Lucien, Premier ministre du Québec), ce modèle d'une nation québécoise « appartient d'ores et déjà en grande partie à la réalité présente [...], mais à relève aussi, pour une bonne part, d'un programme à réaliser. » (op. cit., p. 73). Cependant, il identifie cinq facteurs qui pourraient entraîner l'échec du projet de nation québécoise, dont le plus important « concerne [104] la réaction des trois partenaires que sont les Anglo-Québécois, les communautés culturelles et les Autochtones : sont-ils disposés à accepter le double contrat, civique et culturel, qui leur est proposé ? » (p. 79)

Pourtant Bouchard avait déjà constaté, à la page 13 de cet ouvrage :

« Les Anglo-Québécois se montrent réfractaires à un projet national qui leur a toujours paru suspect et qui est devenu un peu ambigu : en effet, certains d'entre eux se sont laissé séduire par l'idée d'une partition territoriale. Les Amérindiens affirment leur propre volonté autonomiste. Les néo-Québécois sont partagés, plusieurs d'entre eux s'intégrant à la communauté linguistique anglophone - mais la plupart adhèrent à la nation canadienne. » (pp. 13 et 14)

Pour l'heure, rien ne permet d'inclure ces trois groupes dans une nation québécoise. Celle-ci n'existe donc pas encore, elle n'est qu'un projet. Et la meilleure façon de favoriser la réalisation d'un tel projet, c'est de l'asseoir sur une juste perception de la réalité et une définition aussi précise que possible de ce que pourrait être la nation québécoise dans un Québec devenu souverain. La voie que je propose pour ce faire, c'est l'élaboration et l'adoption d'une constitution québécoise, qui pourrait s'avérer l'acte fondateur d'une véritable nation québécoise (voir la deuxième partie).

Car le Québec est une province de l'État fédéral canadien qui ne peut accéder à la souveraineté que par sa reconnaissance pacifique par le Canada, ou par voie de sécession plus ou moins violente, l'établissement de sa souveraineté étatique sur son territoire (actuel ou moindre) et sa reconnaissance par la communauté internationale.

La sécession du Québec en tant que province ou État fédéré est une chose, le droit d'autodétermination du peuple franco-québécois en est une autre.

Dans le premier cas, la règle constitutionnelle pourrait exiger une volonté majoritaire d'une qualité particulière, par exemple l'appui d'une proportion de 60%, les 2/3 ou même 70% de la population, sans violer le principe démocratique. C'est déjà bien [105] qu'une fédération reconnaisse à ses États membres le droit de quitter la fédération ! Car quitter une fédération, ce n'est pas aussi simple que quitter une confédération.

Une fédération, comme un État unitaire, constitue un pays souverain dont la vocation est de se perpétuer. On ne peut pas quitter une fédération aussi simplement et facilement qu'on y entre, surtout après un siècle ou deux de cohabitation, d'échange, de construction d'un patrimoine commun, d'engagements et d'obligations pris ensemble.

Cela est d'autant plus vrai d'un État fédéré multinational, comme c'est le cas du Québec : la majorité nationale ne peut entraîner ses minorités nationales dans une sécession sans qu'une importante majorité ne choisisse cette voie. Clairement, une majorité simple (50% + 1 des votants) ou absolue (50% + 1 des citoyens ayant droit de vote) ne saurait suffire. Une proportion de 60 % ou même des deux tiers me semblerait indiquée.

Par contre la règle démocratique usuelle de la majorité simple ou absolue paraît s'imposer pour qu'un peuple puisse exercer légitimement son droit à l'autodétermination dans le concert des nations, soit en vertu du principe démocratique lui-même, soit en vertu du droit international. Quoique la prudence politique exige, à mon avis, une majorité plus substantielle, de 55% ou 60% : une indépendance acquise à 50% + 1 des voix serait bien fragile !

[106]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

I. De la démocratie et de constitution

5

Minorités nationales et peuples autochtones

[Retour à la table des matières](#)

Une minorité nationale est une nation minoritaire vivant à côté d'une nation majoritaire au sein d'un même État ou faisant partie d'une nation socio-politique plus vaste. Ainsi les peuples francophones du Canada et les Autochtones sont des minorités nationales.

Dans le même ouvrage collectif (*Le Goût du Québec*, p. 97), Peter G. White ⁴⁵ énonce ainsi les garanties nécessaires aux minorités nationales (que ce soit au sein du Canada ou d'un Québec souverain, ajoutons-nous) :

⁴⁵ Homme d'affaires canadien, administrateur de la branche québécoise de Hollinger Inc., propriétaire notamment du journal de Québec *Le Soleil*.

« Pour se sentir en sécurité au sein d'une culture dominante plus vaste, une minorité nationale a besoin de cinq garanties : (1) la reconnaissance formelle de son existence en tant que minorité nationale légitime au sein de la société dans son ensemble, et la reconnaissance formelle de son droit légitime à sa perpétuation culturelle au sein de la communauté majoritaire ; (2) une définition claire et formelle, à laquelle ont souscrit la minorité et la [107] majorité, des caractéristiques qui distinguent la minorité nationale de la majorité, que la minorité nationale désire préserver et protéger de l'assimilation ou de l'homogénéisation, et que la majorité consent à reconnaître et à respecter ; (3) le droit incontestable à s'auto-gouverner dans les domaines qui la caractérisent essentiellement ; (4) le droit incontestable d'être représentée dans les institutions de la communauté majoritaire ; et (5) le droit de veto sur toutes les propositions d'amendements constitutionnels qui pourraient être préjudiciables à toute protection constitutionnelle des droits qu'elle a acquis en tant que minorité nationale - ou, en d'autres termes, le *consentement* obligatoire de chacune des parties à des modifications contractuelles affectant ses droits ou son statut, clause normalement en vigueur dans toute forme de contrat.

« Par définition, si une minorité nationale doit pouvoir jouir de droits incontestables à s'auto-gouverner au sein de la communauté nationale, il doit y avoir une forme d'entente relative au partage du pouvoir souverain entre le gouvernement suprême du pays et celui de la minorité. C'est principalement pour parvenir à cette sorte de partage du pouvoir souverain que la forme de gouvernement fédéral a été inventée, et le fédéralisme est, de loin, la forme de gouvernement qui tient le mieux compte des droits des minorités nationales. »

Évidemment les mêmes garanties sont nécessaires aux peuples autochtones. « À mon avis, dit René Boudreault ⁴⁶ (p. 133 du même ouvrage), les Autochtones ⁴⁷ se sentiront membres à part entière du peuple québécois dans la mesure seulement où la sécurité de leurs droits "nationaux" aura été assurée dans les institutions qui gouvernent ce peuple. »

⁴⁶ Spécialiste québécois des questions autochtones.

⁴⁷ Voir l'annexe A sur les divers peuples autochtones du Québec.

Selon James O'Reilly ⁴⁸ les peuples autochtones « recherchent fondamentalement une forme de souveraineté-association avec la société dominante. » (op. cit., p. 143) Et il conclut (pp. 148 et 153)

[108]

« Dans une société diversifiée et pluraliste comme la nôtre, les changements constitutionnels qui reconnaîtront un éventuel Québec souverain devront considérer les droits collectifs des Nations autochtones du Québec et respecter leur besoin d'autonomie gouvernementale.

« Précisons toutefois que la plupart des Autochtones du Québec ne s'objectent pas à la reconnaissance constitutionnelle du Québec comme peuple ou société distincte. En fait, il existe au plan politique et moral un certain parallélisme entre les revendications des Nations autochtones et celles du Québec. Il serait en effet difficile, comme le soutient le constitutionnaliste J. Woerhling, "de convaincre l'opinion publique canadienne et internationale que le droit à l'autodétermination permet aux Québécois de remettre en cause l'intégrité territoriale du Canada mais que, à l'inverse, l'intégrité territoriale du Québec s'oppose à l'autodétermination des peuples autochtones". »

Enfin Matthew Coon Come expose ainsi les revendications des Cris, dont il est le chef, dans Jean du Pays, *Ni oui ni non. Bien au contraire !* (HMH, 1995, pp. 167 et 168) :

« Je veux être clair : En tant qu'Indiens, nous ne sommes pas des Indiens du Canada ; nous ne sommes pas des Indiens du Québec ; nous sommes un peuple à part entière - nous sommes Eeyoutch, les Cris.

« Quand le gouvernement du Québec assujettit son offre de reconnaître nos droits, dans sa loi référendaire, à "l'intégrité territoriale" du Québec, à nie notre droit fondamental, le droit de choisir, en même temps qu'il prétend proclamer la reconnaissance de nos droits.

[...]

⁴⁸ Avocat montréalais spécialisé en droit autochtone canadien ; il a représenté les Cris dans les négociations qui menèrent à la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

« Mais si le gouvernement du Québec nous nie le droit de choisir notre nationalité, de crainte que nous ne choisissons de demeurer au Canada, il ne peut pas prétendre avoir respecté nos droits humains ni nos droits en tant que nation et en tant que peuple. Les séparatistes savent mieux que personne qu'on ne peut pas imposer la loyauté à un peuple. Les séparatistes auraient avantage à prendre le risque de reconnaître et de respecter nos [109] droits. Les Droits humains fondamentaux devraient en effet avoir préséance sur la prétendue intégrité d'un territoire qui n'existe que depuis trente ou quatre-vingt-dix ans ⁴⁹.

« Je serai concret. Les Cris veulent être véritablement inclus dans le Canada et le Québec. Nous voulons des juridictions véritables, des bénéfices réels de nos ressources dans nos territoires. Nous voulons participer pleinement, en tant que nation et en tant que peuple, dans la vie publique du Canada. Nous voulons avoir effectivement voix au chapitre, en ce qui concerne nos propres affaires. Nous voulons nous mettre au travail pour développer notre région, en partenariat véritable avec le Québec et le Canada, avec vous tous. »

Seymour reconnaît que les Autochtones ont un droit moral à l'autodétermination allant jusqu'au droit de sécession : ⁵⁰

« Admettons que nous avons raison de traiter les communautés autochtones comme des nations à part entière. Ne doit-on pas alors leur reconnaître, en principe, les mêmes droits que ceux dont se réclame le peuple québécois ou, à tout le moins, des droits qui sont semblables à ceux de la nation québécoise ? La réponse est oui. Il faudrait les reconnaître comme nations, inclure cette reconnaissance dans l'éventuelle Constitution d'un Québec souverain, reconnaître leurs droits ancestraux, admettre un droit à l'autonomie gouvernementale, et les associer à la définition de cette nation. On peut même aller jusqu'à admettre qu'ils ont en principe un droit moral à l'autodétermination qui inclut non seulement un droit à l'autonomie gouvernementale, mais aussi, dans des cas extrêmes, un droit d'association à l'État de leur choix ou un droit de sécession. »

La question autochtone est à la fois simple et complexe, fondamentale et incontournable. Les Premières Nations ont des droits histori-

⁴⁹ Selon les dates de modification des frontières du Québec.

⁵⁰ op. cit., pp. 150 et 151.

ques, tout le monde le reconnaît. Mais quels sont ces [110] droits et surtout quel avenir peuvent-elles raisonnablement espérer ?

Le droit international leur reconnaît le droit d'autonomie mais pas nécessairement celui d'indépendance. En somme, les Autochtones ont les mêmes droits que tous les peuples : s'ils peuvent constituer des nations viables, alors la communauté internationale les reconnaîtra comme telles. C'est aussi simple que cela. Mais ce n'est pas évident pour autant.

Les Autochtones québécois sont 11 petits peuples de quelques milliers de personnes, formant ensemble une population d'environ 60 000 habitants éparpillés sur d'immenses territoires, qu'ils partagent souvent entre eux et avec d'autres Québécois. Dans la majorité des cas, ces nations ont la taille d'un village, d'une paroisse, si on ne compte pas leurs territoires de chasse et de pêche. Leur population est moindre que la minorité anglo-québécoise (forte d'environ un million d'habitants) et inférieure en nombre à la plupart des autres collectivités ethniques du Québec. Selon le droit international, aucune de ces minorités n'a de droit de sécession. Seul le voisinage accueillant du Canada leur permettrait de prétendre à un avenir viable en dehors du Québec. Mais ce serait comme parties du Canada et non comme nations souveraines.

Doit-on reconnaître à toutes les collectivités humaines quelles qu'elles soient le droit, non pas de se gouverner elles-mêmes - ce qui est acquis, du moins en principe - mais de choisir par qui elles veulent se faire gouverner, à quel autre pays elles veulent s'intégrer ? C'est là toute la question. L'ordre international ne permet pas une solution qui, toute sympathique qu'elle soit en principe, n'apporterait dans le monde que le chaos.

C'est pourquoi les nations autochtones du Québec devraient, à mon humble avis, se donner une vision un peu plus réaliste de leur avenir national. Celui-ci est irrémédiablement lié à l'une ou l'autre des nations canadienne ou québécoise, et leur liberté de choix à cet égard dépend du Canada et du Québec. Si le Canada reconnaît à tous ses peuples autochtones le droit de décider leur rattachement à la province canadienne de leur choix, ou même au [111] pays de leur choix (États-Unis, Groenland, Russie ou Arabie Saoudite), alors le Québec devra politiquement en faire autant. Mais la chose est bien improbable.

Les Autochtones ont des droits collectifs, c'est indiscutable. Ils forment un ensemble de petites nations qui ont habité le vaste territoire de l'Amérique du Nord.

Mais est-ce à dire qu'ils peuvent se comporter comme des nations indépendantes, libres de proclamer leur souveraineté sur les territoires qu'ont occupé jadis leurs ancêtres, libres de choisir avec quel État blanc ils voudraient s'associer, libres de détacher n'importe quelle parcelle du territoire canadien, américain ou québécois pour le rattacher au pays de leur choix ? Théoriquement peut-être, mais le prétendre en pratique est une imposture ou une intolérable provocation.

Qui pourrait admettre, en effet, sauf quelques obscurs membres du Parlement de Strasbourg ou quelque comité éthéré des Nations Unies, que n'importe quelle tribu de quelques milliers d'individus pourrait à son gré détacher son territoire de l'ensemble québécois ou canadien, pour le rattacher, qui au Nouveau-Brunswick ou à Île-du-Prince-Édouard, qui à l'État de New-York, du Michigan ou de l'Alaska, qui à l'Ontario ou aux Territoires du Nord-Ouest ?

L'appel, que les Cris et les Mohawks du Québec lancent vers Ottawa pour empêcher Québec d'entraîner leurs territoires hors du giron canadien, est compréhensible certes, mais indéfendable, complètement irréaliste et contre-productif. Les Amérindiens du Canada voient le gouvernement fédéral comme le fiduciaire des obligations que la Couronne britannique a contractées envers les Premières Nations. Cela n'est pas tout à fait faux : le Canada a, en effet, succédé à tous les droits et obligations de la Couronne britannique en Amérique du Nord.

Mais, si le Québec devient souverain, comme le Canada l'est devenu en se séparant de l'Empire britannique, alors, à son tour, le Québec deviendra l'héritier des droits et obligations du gouvernement fédéral envers les Autochtones, sur son territoire. [112] Le Québec deviendra le nouveau « fiduciaire » des engagements pris envers les Premières Nations québécoises.

D'ailleurs un Québec indépendant serait un État successeur du Canada quant aux droits historiques issus des traités intervenus entre certaines Premières Nations et la Couronne britannique. Tout comme Ottawa, Québec en serait fiduciaire, par obligation de succession. Et rien n'empêcherait que les deux États conservent conjointement leurs obli-

gations envers les Autochtones du Québec et que ceux-ci jouissent d'une triple nationalité, autochtone, québécoise et canadienne... si le Canada le veut bien.

Les Autochtones n'ont rien à craindre d'un Québec souverain qui, que cela lui plaise ou non, devra leur reconnaître les mêmes droits historiques que le Canada reconnaîtra à ses autochtones. D'ailleurs c'est, je crois, ce qu'il veut.

En quoi cela devrait-il être si catastrophique pour les Autochtones condamnés à vivre dans un Québec souverain ? Aucune démonstration n'a jamais été faite, bien au contraire, qu'ils avaient quoi que ce soit à envier à leurs congénères des autres provinces canadiennes.

D'ailleurs, je suis certain qu'un Québec souverain n'aurait aucune objection à reconnaître aux Autochtones québécois les mêmes droits que ceux des autres provinces canadiennes et à s'engager à faire en sorte que le statut des Premières Nations du Québec soit au moins aussi avantageux que celui des Premières Nations canadiennes ou américaines.

Alors tout ce battage des tambours de la guerre que les chefs autochtones font entendre m'apparaît comme de malheureuses bravades ou de coûteuses provocations, susceptibles de ne laisser dans leur sillon qu'amertume ou violence. Ou je me trompe fort !

Il n'en demeure pas moins qu'en vertu du principe démocratique les Québécois doivent reconnaître aux Autochtones non seulement le droit d'autodétermination interne, mais aussi celui de rester au sein du Canada si une forte majorité d'entre eux le [113] désire à l'intérieur de chaque peuple autochtone et que cela est possible selon les mêmes critères que nous avons analysés pour la partition du Québec relativement au peuple anglo-québécois.

Si une partition du Québec apparaît comme possible à l'égard des 6 000 Inuits du Grand Nord et du Labrador québécois et peut-être des 10 000 Cris du Nord québécois, cela n'est évidemment pas le cas des Mohawks habitant la région métropolitaine de Montréal.

[114]

[115]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

DEUXIÈME PARTIE

**Voir les choses
en face**

[Retour à la table des matières](#)

[117]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

1

Le prix d’être Québécois

[Retour à la table des matières](#)

Il est bien évident que les Québécois paient le prix de leur différence, comme d'ailleurs les Canadiens paient le prix de leur indépendance des États-Unis, même si les écarts s'amenuisent depuis l'instauration du libre-échange nord-américain. Les Québécois francophones ont toujours été plus pauvres que les Québécois anglophones et le Québec moins riche que l'Ontario.

Avant la Révolution tranquille et la montée du nationalisme québécois, l'économie du Québec était dominée par les Québécois anglophones et les Américains. Avec le slogan « maîtres chez nous » des libéraux de Jean Lesage, Georges-Émile Lapalme, Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque, et la nationalisation des sociétés productrices et distributrices de l'électricité, au début des années 60, un exode d'Anglo-Québécois vers l'Ontario s'amorça et se continua jusqu'à aujourd'hui. Soit qu'ils n'aient pas accepté de vivre dans une société qui affirmait vouloir désormais fonctionner principalement en français ⁵¹, soit par rejet et par crainte du projet souverainiste véhiculé par le Parti québécois.

⁵¹ Ou plutôt : une société qui ne tolérerait plus d'être contrainte de fonctionner en anglais.

cois qui, fondé en 1968, devait gagner les élections de 1976 et de 1981, puis, après une éclipse de quelque dix ans, revenir au pouvoir en 1994 et tenir un deuxième référendum sur l'accession du Québec à une certaine souveraineté politique. (L'emportant par moins de 1% du vote, les fédéralistes vinrent bien près de perdre ce référendum, [118] qui laissa dans son sillage l'angoisse des uns, l'amertume des autres et le constat d'une tragique division de « la nation ».)

De 1962 à 1997, 35 années de francisation de l'économie québécoise et de déplacement vers Toronto d'une grande partie de la force économique montréalaise ont mis fin à l'aliénation des Québécois francophones dans leur propre pays, mais ils durent en payer le prix. Et ce prix ils devront sans doute continuer à le payer, car à y aura toujours un prix à payer pour être québécois, comme il y en a un pour être français, ou italien, ou mexicain, plutôt qu'allemand, japonais ou américain.

Mais n'oublions pas que les Franco-Québécois étaient les plus pauvres des Québécois, hormis les Autochtones, depuis la Conquête anglaise jusqu'à la Révolution tranquille ⁵². Si l'économie du Québec s'est relativement appauvrie par l'exode d'une grande partie de ses dirigeants anglophones, les Québécois francophones se sont enrichis en prenant de plus en plus de place dans l'économie de leur pays, même si Toronto a supplanté Montréal comme métropole économique et financière du Canada.

On répète sans cesse que l'appauvrissement de la région montréalaise est dû à l'incertitude politique résultant du projet souverainiste, laissant entendre que la prospérité reviendrait si les Québécois abandonnaient leur rêve d'indépendance. Rien de plus faux ! Ce n'est pas l'incertitude politique qui appauvrit les Québécois, c'est leur volonté de vivre en français sur le territoire québécois, ce que récuse la classe économique canadienne. S'il y a un prix à payer, c'est le prix de la francité et non celui de la menace de souveraineté. Ce n'est qu'en renonçant au caractère français et en acceptant de s'assimiler au Canada anglais que les Québécois pourraient éviter de payer le prix de leur différence. Mais ils auraient cessé d'être ce qu'ils sont pour devenir, comme tous les autres habitants du Canada, des Canadiens d'une certaine origine, tantôt italienne, tantôt ukrainienne, tantôt chinoise, tan-

⁵² Soit depuis 1763 jusqu'à 1960 environ.

tôt française, mais ayant tous comme langue commune l'anglais. C'est cela que les Canadiens attendent des Québécois : être des Canadiens comme les autres, dans une province comme les autres. Alors seulement la [119] classe économique anglophone du Canada consentirait-elle à revenir à Montréal, où elle pourrait à nouveau se sentir chez elle, « maître chez elle ».

Cela dit, il est tout aussi naturel et légitime pour un Anglo-Canadien de vouloir être maître chez lui partout au Canada que pour un Franco-Québécois de vouloir l'être partout au Québec. L'un n'est pas plus raciste que l'autre pour autant, quoi qu'on en dise.

Et il devrait être tout aussi normal que la minorité anglophone du Québec accepte de vivre en français dans une société francophone - à Montréal aussi bien qu'à Québec - qu'il est normal pour les Franco-Ontariens de vivre en anglais à Toronto ou à Windsor.

Il n'y a pas de racisme à vouloir que le Québec soit aussi français que l'Ontario est anglais, mais il y a du racisme chez les Anglo-Québécois qui refusent aux Québécois le droit de vivre en français chez eux ; il s'en trouve encore à Notre-Dame-de-Grâce (Aine-Di-Dji) aussi bien qu'à Beaconsfield, Hampstead ou Dollard-des-Ormeaux. Ce racisme-là se déguise trop souvent en politique du bilinguisme ou du multiculturalisme.

[120]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

2

Montréal

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec a besoin d'une métropole dynamique. Et le dynamisme de Montréal tient, en bonne partie, à son caractère cosmopolite et à sa population anglophone, qui ne contribue pas peu à son insertion harmonieuse dans l'Amérique du Nord.

Le problème est que les deux populations de cette ville, celle de langue française et celle de langue anglaise, après deux cents ans de cohabitation, ne font que cohabiter, c'est-à-dire habiter côte à côte cette ville. *Two Solitudes*, a écrit Hugh McLelland, et ces deux solitudes persistent. Il n'y a pas une mais deux villes, celle de l'est, plutôt pauvre, et celle de l'ouest honteusement ⁵³ riche, avec un point de rencontre cosmopolite tout le long du boulevard Saint-Laurent, bigarré, grouillant de la vitalité des petites gens de toutes origines et fréquenté tant par les francos que par les anglos.

⁵³ Par rapport à l'autre.

À l'ouest de Saint-Laurent, l'anglais prédomine encore orgueilleusement, outrageusement, avec une bonne part de sa morgue de naguère, même si on a appris à y parler français et qu'on veut bien le faire assez souvent. Mais plus on s'éloigne dans Westmount, Hampstead, Aine-Di-Dji (Notre-Dame-de-Grâce, qui s'obstine encore trop souvent à refuser de parler français dans [121] ses dépanneurs et petites boutiques généralement tenus par des Asiatiques, ce qui rend la situation encore plus intolérable), le Lake Shore (où il faut dire Bédouf pour Baie d'Urfé), jusqu'à Hudson et la frontière de l'Ontario, où les quartiers anglophones ont conquis les vieux villages francophones de Pointe-Claire, Sainte-Geneviève, Sainte-Anne-de-Bellevue, Pincourt, Saint-Lazare, plus il est difficile de vivre en français. ⁵⁴

Dans cette partie du monde, presque tous les noms de rue sont anglais.

Même l'Est a conservé, comme noms de beaucoup de ses principales rues, les noms de conquérants comme Amherst, Wolfe, Sherbrooke, Aird, sans compter Ontario, le nom de sa rivale, où vous chercherez en vain, à Toronto, le nom de Québec.

Et l'on s'étonne qu'on ait dû imposer l'affichage commercial en français pour donner à cette ville au moins une certaine apparence bilingue, pour que les immigrants qu'elle accueille ne tournent pas complètement le dos à la ville française et ne s'intègrent pas tous à la ville anglaise.

Anglophones, allophones et francophones devront apprendre à vivre ensemble dans cette ville et ce coin de pays qui leur est commun. La vie publique devra s'y faire en français, sans que l'on veuille en exclure l'anglais, qui devra y trouver droit de cité, un droit normal, ni dominateur, ni contesté.

C'est à Montréal que se joue d'abord et essentiellement le sort du Québec français, donc d'un Québec souverain. C'est à Montréal que la population anglophone du Québec doit être amenée à partager avec les francophones la réalité québécoise, assumer leurs problèmes, vivre leurs joies, développer des projets communs. En somme, Montréal

⁵⁴ J'ai décrit cet état de choses dans *Ni oui, ni non. Bien au contraire !*, Hurtubise HMH, Montréal, 1995. il y a cinquante ans, on interdisait encore aux employés francophones de parler français au travail !

devra apprendre à devenir le creuset de la nation, cette nouvelle nation québécoise à laquelle les Franco-Québécois aspirent avec tant de ferveur depuis déjà si longtemps.

[122]

Or, c'est cela justement (ou injustement) que les Anglo-Québécois refusent, rejettent, combattent. Ils ne veulent pas d'une nation québécoise distincte de la grande nation canadienne, d'une nation majoritairement francophone dans laquelle ils deviendraient minoritaires. Cela se comprend, certes. Mais ils devront bien finir par admettre - du moins faut-il le souhaiter très fort et faire en sorte que cela puisse advenir - que leur seul avenir au Québec est de s'y intégrer pleinement, avec enthousiasme, au lieu de perpétuer la guerre de tranchées, de rues, dans laquelle ils continuent de s'embourber. Leur sort est irrémédiablement lié à celui des Québécois francophones, et ceux-ci n'ont qu'un avenir, celui d'un Québec largement souverain au sein d'une Amérique anglophone et toute puissante.

C'est pourquoi il faut qu'advienne ce Québec nouveau, français, mais faisant une bonne place à l'anglais, ce Québec fort de l'intégration harmonieuse de ses populations, ce Québec autonome et confiant en lui-même.

Ce Québec, il faudra le faire pour eux aussi bien que pour nous, francophones, car eux font partie de nous, que cela leur ou nous plaise ou non.

[123]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

3

Insaisissable et évasive majorité

[Retour à la table des matières](#)

Les Québécois anglophones constituent une minorité qui refuse de se reconnaître comme telle et se définit comme partie de la majorité canadienne, non pas tant à cause d'un attachement quelconque au fédéralisme, mais surtout parce que la majorité canadienne est anglophone et qu'ils ne veulent pas être une minorité au sein d'une nation francophone.

D'autre part, les Québécois francophones refusent d'être une minorité au sein d'un pays principalement anglophone et préfèrent s'assumer comme majoritaires dans leur propre pays, ce que les autres leur contestent, allant même jusqu'à refuser de les reconnaître comme une société distincte du grand tout canadien.

Le problème n'est pas seulement canadien. Il est avant tout québécois. Tant que les Québécois ne seront pas prêts à s'assumer pleinement, tels qu'ils sont dans leur province à demi souveraine, il leur sera impossible de sortir de l'impasse actuelle.

C'est le dilemme de l'œuf et de la poule. Qu'est-ce qui doit venir en premier ? L'union des Québécois entre eux pour former une nation, sans quoi ils ne peuvent espérer régler le problème constitutionnel ? Ou accéder à la souveraineté pour créer la nécessaire citoyenneté québécoise rassemblant les Québécois de toutes origines ?

[124]

C'est seulement par l'adhésion d'une forte majorité de Québécois au projet souverainiste que deviendra possible cette souveraineté et, avec le temps, l'adhésion des Québécois anglophones et allophones.

Au référendum de 1995, les votes se sont partagés, à toutes fins pratiques, également : 50% pour une forme de souveraineté québécoise (presque exclusivement des votes francophones), et 50% contre, dont 15% d'anglophones (soit 95% de l'électorat anglophone, ce qui comprend évidemment les Québécois de diverses origines dont la langue principale autre que maternelle est l'anglais), et 35% de francophones (soit 40% de l'électorat francophone).

Le problème québécois n'est pas que sa minorité anglophone, représentant quelque 15% de la population ⁵⁵, est massivement opposée à la création d'un pays souverain francophone, mais qu'un si haut pourcentage de sa population (plus du tiers), bien que francophone, ne veut pas d'un État français : 3 500 000 Québécois sont opposés à la souveraineté, dont environ deux millions sont concentrés dans la région montréalaise - donc au cœur économique du Québec - et dans la région limitrophe de l'Ontario. La population de l'ouest du Québec préférerait, très majoritairement (c'est-à-dire dans une proportion d'au moins 60%), constituer une province anglaise ou bilingue au sein du Canada, plutôt que de faire partie d'un Québec francophone et souverain.

Cette réalité est bien frustrante pour les souverainistes québécois, qui cherchent à en faire abstraction en proclamant haut et fort la règle démocratique de la décision majoritaire (la moitié plus un l'emporte sur l'autre moitié !) et le principe de droit international de l'intégrité territoriale des États - deux arguments sérieux mais discutables et, au demeurant, insuffisants.

⁵⁵ En incluant les immigrants intégrés à la société anglophone et tous ceux qui se sont assimilés aux Anglo-Québécois, y compris ceux d'origine française.

La frustration des souverainistes ne devrait pas, cependant, les empêcher de reconnaître le fait, voire la légitimité, des aspirations de leurs compatriotes qui veulent rester canadiens advenant la sécession du Québec. Même si le droit international donnait tort aux partitionnistes, la question est politique et non juridique.

[125]

Et les souverainistes québécois devront bien finir par se demander si cette situation ne rend pas leur propre rêve irréalisable, puisqu'un Québec souverain sans Montréal ne serait évidemment pas viable. C'est la question qu'ils doivent maintenant se poser puisqu'ils n'ont pas réussi, en 30 années d'efforts soutenus, à convaincre une partie substantielle de la population québécoise du mérite du projet d'établir en Amérique du Nord un État français où tous les Québécois pourraient vivre harmonieusement et prospérer.

[126]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

4

La grande illusion des souverainistes

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes si près du but, pensent les souverainistes : il suffira de convaincre un petit 1% de plus de l'électorat pour gagner le prochain référendum et déclarer unilatéralement l'indépendance du Québec ». Et d'aucuns ajoutent : « Alors notre cauchemar actuel prendra fin : le chômage disparaîtra (c'est-à-dire reviendra à des proportions acceptables), nous intégrerons normalement nos immigrants et Montréal retrouvera sa prospérité d'antan ! »

Quelle illusion !

Le Québec français sera toujours plus pauvre et moins attrayant que l'Amérique anglaise, du moins aussi longtemps que celle-ci dominera le monde économiquement et culturellement. Un Québec souverain se défendrait peut-être mieux contre cet envahissement en douceur qu'il subit de l'intérieur autant que de l'extérieur, mais cela est loin d'être sûr. Comme il est loin d'être sûr qu'on puisse faire l'indépendance.

En démocratie, c'est la majorité des citoyens qui l'emporte en principe. Mais la règle est loin d'être absolue : la plupart de nos gouvernements sont élus avec moins de 50% des suffrages et souvent la majorité ne réussit pas à imposer sa volonté. Et c'est tant mieux : la démocratie ne doit pas être la domination de la [127] majorité, ni celle de la minorité, bien évidemment. La démocratie parlementaire, c'est le gouvernement du peuple exercé par ses représentants, mais dans les limites du possible, du réalisable, sans oppression ni des individus ni des minorités qui composent ce peuple. Le peuple, ce n'est pas la majorité, mais l'ensemble des citoyens. Une simple majorité ne peut pas se prendre pour le peuple et s'arroger le droit de fonder une nation dont l'autre moitié ne veut pas.

Ce ne sont pas non plus les frontières, toujours plus ou moins artificielles, qui font les nations. Ni le droit. Frontières et droit ne font que délimiter et protéger les nations qui existent sociologiquement. Les pays créés artificiellement finissent par éclater si leur caractère artificiel ne s'est pas estompé avec le temps, au fur et à mesure que se fonde la nation à l'intérieur de telles frontières. Les pays artificiellement constitués ne peuvent généralement se maintenir que par la force, la force brutale et non la force des choses, la force politique et non celle du droit.

Or, la conjonction des forces politiques qui feraient du Québec un pays indépendant n'existe pas, ni à l'extérieur du Québec ni même - et c'est bien ce qui est le plus désolant - à l'intérieur du Québec.

René Lévesque a cru qu'il parviendrait à convaincre tant les Canadiens que les Québécois qu'il était de leur intérêt respectif de refaire l'union canadienne sur la base de la souveraineté du Québec et d'une association-partenariat avec le reste du Canada.

Ni Lévesque, ni ses vaillants successeurs n'ont réussi à convaincre une partie suffisante de la population québécoise du mérite de cette option que, par ailleurs, les Canadiens refusent même de considérer, tant ils y sont massivement et irréductiblement opposés.

Il est irréaliste d'espérer que cette situation puisse changer de façon significative dans un avenir prévisible.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Anglo-Québécois devraient souhaiter l'avènement d'un Québec souverain qui, permettrait l'épanouissement de leur collectivité dans des villes [128] bilingues, seule solution aux tensions actuelles entre le français et l'anglais dans ce coin d'Amérique. Aussi longtemps que le Québec ne sera qu'une province d'un pays principalement anglophone, les Québécois devront protéger leur langue par des mesures exceptionnellement rigoureuses et combattre tout bilinguisme assimilateur du français. Mais ça, les Anglo-Québécois se refusent à le comprendre, aussi bien d'ailleurs que les Franco-Québécois eux-mêmes.

La grande réconciliation entre francophones et anglophones n'a pas eu lieu, ni au Canada, ni au Québec. Et l'on ne voit rien venir qui puisse y ressembler. Or, sans réconciliation, aucun espoir de fonder une nation québécoise souveraine. Et, s'il y avait réconciliation, l'option souverainiste ne serait sans doute plus utile.

Il est grand temps de voir cette réalité et d'y faire face rationnellement, si pénible que cela puisse être de perdre de si belles illusions.

L'indépendance du Québec n'est pas faisable dans le contexte actuel : la division est trop grande et l'opposition trop irréductible. (Il va sans dire que la guerre civile n'est pas une solution qu'on puisse envisager décemment.) je doute qu'un vote de 60% favorable plus ou moins mollement à une forme de souveraineté soit suffisant : 40% d'irréductibles, c'est trop ! Il faudrait que les souverainistes gagnent l'adhésion non de 60% de la population francophone, comme en 1995, mais plutôt de 75%, avec une division de l'électorat québécois de l'ordre de 65-35%. Alors seulement apparaît-il possible que les irréductibles adversaires d'un Québec français abandonnent la partie, certains se résignant à tirer le meilleur parti possible de leur nouvelle situation, d'autres préférant émigrer dans les provinces anglaises du Canada.

La seule façon peut-être de diminuer l'opposition farouche des adversaires de la souveraineté, serait que les souverainistes acceptent qu'un Québec souverain, dont la seule langue officielle serait le français, puisse reconnaître un statut particulier de ville bilingue à toute ville dont 60% de la population serait favorable à cette option.

À défaut de semblables accommodements, les Québécois devront abandonner leur rêve de souveraineté et trouver les meilleurs moyens possibles pour assurer le caractère français de leur province au sein d'un Canada qui aura peut-être un jour la sagesse de reconnaître son caractère distinct et de lui accorder un statut particulier d'État francophone au sein d'une fédération anglophone.

[130]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

5

Les nations québécoises

[Retour à la table des matières](#)

S'il est vrai qu'appartient à la nation québécoise qui le veut, il est aussi vrai que la nation québécoise n'inclut pas ceux qui ne le veulent pas.

Qu'il y ait un certain nombre d'étrangers dans le pays ne gêne pas le concept de nation ni son existence. Mais si les étrangers sont aussi nombreux que les « nationaux », alors la nation devient bien fragile. Et si ces « étrangers » se reconnaissent eux-mêmes d'une autre nation, alors nous avons dans ce pays deux nations, civiques ou ethniques. Le Québec apparaît dès lors, tout comme le Canada lui-même, comme un « pays » binational, sinon multinational puisque, malgré le petit nombre de leurs nationaux, les Premières Nations doivent être comptées, bien qu'elles ne puissent espérer le statut d'États-nations.

D'ailleurs c'est l'indépendantiste Fernand Dumont lui-même qui reconnaît la « communauté politique » québécoise comme une entité multinationale, formée de « groupes nationaux différents, comme c'est le cas le plus fréquent partout au monde ». Pour Dumont, la nation est avant tout sociologique et non politique. Il existe donc une nation an-

glaise (ou anglo-québécoise) et des nations autochtones dans la communauté politique québécoise, et celles-ci, selon Dumont, y auraient « évidemment droit de cité, en tant que nations ».

[131]

La nation francophone du Québec qui réclame le droit d'autodétermination ne peut décemment le nier à la nation anglophone québécoise, sans verser dans le pur jacobinisme de l'intégrité du territoire et de la permanence de ses frontières, pourtant héritées d'un ordre canadien artificiel, dénoncé par ailleurs pour son impérialisme historique. Si le droit de sécession d'un Québec français existe envers le Canada, le droit de sécession d'un Québec anglophone existe théoriquement envers le Québec.

Je dis qu'il s'agit d'un droit théorique car, sans frontières juridiques ni naturelles, son territoire est difficilement détachable. La partition du Canada apparaît plus faisable que celle du Québec. Mais c'est une bien mince consolation. Car les deux semblent, à toutes fins pratiques, irréalisables.

Nous serions donc condamnés à vivre ensemble, aussi bien comme Canadiens qu'en tant que Québécois. Mais cette condamnation comporte au moins l'avantage de nous forcer, au nom du réalisme et de la nécessité, à inventer des solutions imaginatives plutôt que de nous enfermer dans de stériles débats et concepts juridico-politiques d'une ère bien révolue.

Les remèdes aux maux québécois et canadien ne sauraient se trouver dans la pharmacopée des formules nationales du passé, fondées sur l'État-nation napoléonien et les frontières à la Talleyrand-Metternich, mais dans une conception plus civique de L'État, la reconnaissance de citoyennetés multiples sans assises territoriales exclusives et l'intégration des collectivités nationales formant une même communauté politique.

Si la souveraineté-association ne peut se faire à l'intérieur du Canada, pour la simple et mauvaise raison que celui-ci n'en veut pas, alors faisons-la à l'intérieur du Québec avec tous les Québécois, francophones, anglophones, allophones et autochtones. Et si ça marche chez nous, cela pourrait donner des idées au reste du Canada, qui sait ?

La souveraineté-association était une idée généreuse. C'est cette générosité qui doit continuer de nous inspirer au Québec.

[132]

Comme le pensait Dumont, on ne fera jamais d'un Anglo-Québécois un Franco-Québécois, un membre de la nation franco-québécoise, ni de gré ni de force. Mais on peut peut-être le convaincre de devenir citoyen d'un Québec francophone à part entière, si par ailleurs on ne le prive pas de sa citoyenneté canadienne et qu'on reconnaît pleinement son droit de vivre en anglais au Québec. Sous la réserve cependant que l'exercice de ce droit doive respecter le caractère français de la société québécoise et ne mette pas en péril la survie de cette petite communauté francophone dans l'océan continental anglophone, dont le déferlement naturel constitue une menace perpétuelle d'engloutissement de la présence française en Amérique.

C'est, entre autres, André Burelle, dans « Le droit à la différence », qui reconnaît la légitimité de la contrainte linguistique au Québec : « Cela dit, pour que la société québécoise puisse intégrer ses communautés minoritaires et devenir, pour les anciens comme pour les nouveaux Québécois, une société d'accueil dont la langue commune soit le français, et que les "raisons communes" soient libérales et civiques, elle doit et elle devra encore longtemps, à cause de son statut minoritaire en Amérique, imposer à ses membres, par une règle de droit, des contraintes linguistiques et culturelles que d'autres sociétés peuvent se contenter d'imposer en toute bonne conscience par simple pression sociologique. »

Qu'il y ait au Québec de 15 à 20% d'anglophones et d'allophones, et à Montréal, de 40 à 50%, ne fait pas problème, si cette population est bilingue et accepte le français comme langue commune au travail et dans la vie publique. Mais la situation est tout autre si les anglophones de toutes origines revendiquent le droit de vivre dans une société bilingue, appelée inéluctablement à devenir unilingue anglaise par la force d'attraction de cette langue.

Plus la langue française sera acceptée comme langue d'usage généralisé dans la cité, plus les Franco-Québécois pourront se montrer généreux quant à la présence visible de l'anglais dans les rues et les établissements publics. Ainsi l'affichage commercial bilingue devrait être

accessible à tous les citoyens du Québec, quels qu'ils soient, mais aux citoyens seulement, non aux sociétés.

[133]

Le Québec ne peut pas accepter de voir son identité compromise au gré de l'évolution des données démographiques, un Québec coupé en deux, partitionné de l'intérieur, composé de deux sociétés parallèles s'agressant mutuellement.

Il faut tous ensemble viser à l'intégration des Anglo et des Allos à la société francophone du Québec. L'intégration, pas l'assimilation.

Tous les allophones sont appelés au Canada, tôt ou tard, à s'assimiler aux anglophones ou aux francophones. Au Québec, ils pourront continuer librement de s'assimiler à la population francophone ou à l'anglophone, à la condition, toutefois, que la population anglophone accepte de s'intégrer à la société francophone et cesse de constituer un bastion irréductible d'unilingues anglo-québécois. C'est ce que les Québécois d'origine juive, italienne, grecque ou autre doivent enfin comprendre, non seulement accepter, mais aussi contribuer à mettre en oeuvre.

La grande question qui préoccupe la population anglophone du Québec, c'est sa survie comme collectivité minoritaire, non pas qu'elle soit menacée d'assimilation - la force d'attraction de l'anglais n'est pas menacée en Amérique du Nord - mais à cause d'étiollement, d'attrition (comme on dit en relations de travail) : les départs n'étant pas compensés par la reproduction naturelle et la Loi 101 interdisant dorénavant l'assimilation des immigrants par le système scolaire de la minorité. C'est là que le bât blesse. Beaucoup rêvent encore d'un Québec bilingue qui favoriserait l'épanouissement (c'est-à-dire l'accroissement) de la communauté anglophone : ceux-là n'acceptent pas le joug de la Charte de la langue française. Mais beaucoup acceptent de vivre dans un Québec français à condition que la survie de la minorité anglophone ne soit pas menacée. Or la majorité francophone ne peut pas garantir le non-dépérissement de la minorité anglophone, puisqu'il faudrait alors permettre aux allophones de s'intégrer à la minorité, de sorte que c'est la survie de la majorité qui serait alors menacée, à moins de recourir à des contingentements d'immigration anglaise des autres provinces canadiennes ou de l'extérieur, ce qui est impossible dans le cadre fédératif actuel.

[134]

Les Anglo-Québécois doivent donc se résigner à une lente érosion de leur communauté, tout au plus au maintien de ses effectifs actuels puisque c'est la seule solution possible. Ils ne devront compter que sur leur vitalité propre, plutôt que sur un combat acharné d'arrière-garde qui entretient un climat malsain d'illusions et de ressentiment. Les leaders de la collectivité anglophone ont à cet égard une responsabilité évidente. C'est d'abord sur eux que repose l'espoir de la fin de la guerre froide et de la réconciliation, qui passe par l'abandon du rêve du bilinguisme et l'acceptation du caractère français de la société québécoise. Cela veut dire que les institutions publiques anglophones devront être bilingues et que les Anglo-Québécois, tout en préservant leur langue et leur culture, s'intégreront de plus en plus à la société francophone, au lieu de continuer l'apartheid des deux solitudes.

Si le Québec ne peut pas promouvoir la langue anglaise sans mettre en péril la langue française, il peut très bien, par contre, promouvoir la culture anglo-québécoise au même titre que la culture franco-québécoise, bien que différemment sans doute, et évidemment aussi les cultures amérindiennes et les autres cultures qui enrichissent la société québécoise, notamment les cultures judéo-québécoise et italo-québécoise.

[135]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

6

Nationalisme et nations

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme québécois est encore trop souvent revanchard et belliqueux. Ceux qu'il n'a pas réussi à convaincre, à inspirer, à enrôler dans la croisade nationale, sont stigmatisés au mieux comme de pauvres gens colonisés et aliénés, au pire comme des traîtres. Les Anglais, même les nôtres, sont l'ennemi qu'il faut combattre ou qu'on tolère simplement parce qu'on ne peut pas les éliminer et dont on ne saurait attendre rien de bon. Quant aux néo-Québécois attirés vers l'anglophonie, ils suscitent le ressentiment ou la méfiance, ou sont objets de convoitise démographique. Et l'on se contente d'ignorer les Autochtones, sauf quand ils dressent des barricades ou dérangent les amateurs de golf

Par ailleurs, malgré la grande vitalité économique du Québec, une trop grande partie de sa population souffre d'un chômage excessif, de pauvreté et d'analphabétisme ; sans compter la piètre condition du français couramment parlé.

Pas étonnant, dans ces conditions, que la société franco-québécoise ne réussisse pas à assimiler les étrangers qu'elle accueille et que la nation québécoise n'existe encore que dans l'imaginaire des souverainistes. Et ce n'est pas par quelque vision de l'esprit ou par la contrainte qu'on la fera advenir, cette nation.

Pas étonnant non plus que les anglophones québécois soient si peu réceptifs ou même compréhensifs envers le nationalisme [136] québécois, dont le costume civique déguise bien mal le contenu fortement ethnique.

L'histoire a forgé le nationalisme québécois et je n'ai pas honte d'en être. Mais le nationalisme anglo-québécois ou canado-québécois existe aussi, avec tout autant de légitimité. Je crois aux nations, à toutes les nations, pas seulement à la mienne. Tout nationalisme qui nie d'autres nations verse dans le racisme, consciemment ou inconsciemment. Et ce nationalisme-là fait peur, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Pour comprendre l'autre, il faut se mettre à sa place : il faut lire *The Gazette* non pas en tant que francophone - l'expérience est suffisamment frustrante pour qu'on s'en abstienne - mais avec les yeux d'un anglophone montréalais qui se sent menacé par la montée d'un nationalisme d'exclusion.

Au Québec, nous sommes en train de commettre à l'égard des Anglo-Québécois et des Autochtones les mêmes fautes dont le Canada s'est rendu coupable envers nous. C'est tout juste si on est prêt à les reconnaître comme des sociétés distinctes, étrangement distinctes, malheureusement distinctes. Alors qu'il faudrait associer la nation anglo-québécoise et les Premières Nations, comme des nations ayant droit de cité, disait Dumont, dans la communauté politique québécoise.

L'avenir de la nation franco-québécoise ne peut pas se concevoir - l'a-t-on assez dit ? - en serre chaude. Son premier devoir est de reconnaître les autres nations qui Partagent le territoire québécois et, si possible, édifier avec elles une communauté politique. Nous ne saurons si cela est possible qu'en en faisant l'essai. Au lieu de mettre toute notre énergie à essayer de réformer un Canada irréformable ou à s'en extirper, mettons-nous à l'œuvre afin de construire - avec les moyens du bord certes, mais ils ne sont pas négligeables - une communauté qué-

béquoise à l'image de nous-mêmes, de nous tous, et qui corresponde à notre idéal de société.

Je ne sais pas si cette voie nous mènera à l'indépendance, mais, sans cette étape essentielle, je ne vois aucune possibilité d'indépendance. Nous n'avons donc rien à perdre à nous y engager, mais résolument, avec enthousiasme, non par dépit ou résignation. Mais en conquérants, en bâtisseurs, d'un pays à édifier ensemble, pour le bonheur de tous.

[137]

Il ne s'agit pas là d'un nouveau « beau risque », puisqu'il n'y a pas de risque, mais d'un nouveau départ, vers nous-mêmes, Québécois.

Et n'allons pas reprocher, à ceux d'entre nous qui ne se sentiraient pas moins canadiens ou autochtones pour autant, leur double fidélité, s'ils ont le cœur assez grand pour les contenir toutes deux.

Dans *Globe* ⁵⁶, le sociologue Jacques Beauchemin déplore que le discours souverainiste élude trop facilement le caractère multinational et pluriethnique du Québec : « Pourtant, ajoute-t-il, cette pluralité est non seulement une réalité sociologique, mais elle constitue la réalité politique du Québec. » Et il conclut : « Le risque de voir "s'ethniciser" la question nationale devrait faire réfléchir quant à l'opportunité de la tenue d'un prochain référendum. Il paraît souhaitable que les aspirations nationalistes francophones puissent être satisfaites dans le cadre d'un réaménagement du fédéralisme canadien ».

Dans *Le Devoir* du 5 septembre 1999, le professeur Gérard Bouchard reconnaît que le modèle de nation québécoise, en tant que projet, « fait appel à une coalition des partenaires qui occupent actuellement ce territoire. Ce sont : les Franco-Québécois [...], les Anglo-Québécois, les autochtones et ce qu'il est convenu d'appeler les communautés culturelles. » Pour ma part, j'estime que les divers groupes de néo-Québécois sont assimilés ou en voie d'assimilation aux Anglo-Québécois ou aux Franco-Québécois et qu'ils ne constituent pas autant de minorités nationales distinctes qu'il y a de communautés culturelles. Par ailleurs, j'identifie comme groupe distinct les Franco-Canadiens résidant au Québec. De sorte que les partenaires devant

⁵⁶ Vol. 1 no 1, 1998, « La question de la souveraineté. »

s'associer pour former une nation québécoise sont les Franco-Québécois, les Franco-Canadiens du Québec, les Anglo-Québécois et les Autochtones-Québécois. À cette différence près, je suis entièrement d'accord avec le propos de Gérard Bouchard et sa mise en garde qu'il « faudra y mettre tout le temps et les efforts nécessaires : il y a là de quoi occuper toute une génération et davantage. » Car « il serait vain de chercher à [138] construire rapidement et artificiellement une nouvelle identité prétendument nationale qui, au bout du compte, ne ferait qu'exacerber les différences en plaçant les groupes ethniques ⁵⁷ sur la défensive. » Et Bouchard de conclure : « Il vaudra mieux s'entendre d'abord sur des valeurs de société et des projets collectifs à promouvoir en commun, concrètement. L'histoire - la petite et la grande - fera le reste. »

Et il ajoute : « Cet objectif (de coalition nationale) exige, notamment, une définition claire à la fois des rapports à établir entre les partenaires, du statut qui leur est réservé et du profit que chacun peut en tirer. » Cependant, « rien n'assure que les partenaires pressentis (à commencer par les Franco-Québécois) adhéreront à ce projet de coalition. »

Gérard Bouchard croit que ce projet de nation québécoise « ne peut s'accommoder du cadre fédéral et que la souveraineté est une condition nécessaire à son implantation complète ». Pour ma part, je crois que l'accession du Québec à la souveraineté ne peut se faire sans l'émergence préalable d'une nation québécoise.

C'est aussi l'opinion de Charles Taylor ⁵⁸ : « En d'autres termes, pour qu'il y ait identité commune, il ne suffit pas que les citoyens se contentent de vivre dans une société où prévalent des institutions et des usages de participation, même s'ils les apprécient. Il faut aussi que ces citoyens aient le sentiment d'appartenir à une collectivité dont les membres se sentent liés par une allégeance commune pour qu'ils puissent déterminer quel est le *bien commun*. »

⁵⁷ J'aurais plutôt parlé des groupes nationaux ou des peuples formant la population du Québec.

⁵⁸ *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme et le nationalisme au Canada*, Québec, PUL, 1992.

Et Micheline Labelle, François Rocher et Guy Rocher ⁵⁹ constatent justement : « la nation n'est pas un donné ; elle est un construit. Elle fait partie de l'univers des idéologies et des aspirations d'une collectivité ou, plus exactement, d'un ensemble de collectivités. Elle [139] est composée tout autant d'un imaginaire collectif que d'un territoire et de structures sociales, économiques et politiques. Il n'y a pas de nation sans une culture nationale, susceptible d'engendrer une forte conscience d'appartenance, un sentiment identitaire, une «communalisation», selon la terminologie de Max Weber, c'est-à-dire "le sentiment subjectif d'appartenir à une même communauté". »

⁵⁹ *Être ou ne pas être Québécois*, Cahier de recherches sociologiques édité par l'UQAM, 1995, p. 234.

[140]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

7

Le nationalisme territorial

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme ethnique n'est plus à la mode, n'est plus politiquement correct. Alors les Québécois se sont mis à proclamer que leur nationalisme était territorial. Quel contresens ! Et quelle erreur !

On pourrait croire qu'il s'agit d'une tromperie, mais quand on se trompe soi-même, de bonne foi, bêtement, il s'agit d'une simple erreur.

Qu'est-ce que ça mange en hiver le nationalisme territorial ? Du territoire. Et cela serait plus respectable, plus légitime, plus correct qu'avoir pour fondement une ethnie, un peuple, une collectivité humaine ayant des caractères communs ? !

Je ne comprends pas.

Il me semble bien évident que le nationalisme québécois est d'abord et avant tout et seulement fondé sur la nation franco-québécoise, c'est-à-dire sur une collectivité qui habite un territoire (appelé province) depuis des siècles et qui voudrait que ce territoire soit reconnu comme son pays, un pays souverain, un Etat parmi les autres États, une nation.

Quand on n'a pas de pays, on a un territoire, mais le territoire ne justifie rien. Le territoire, c'est un coin de géographie, c'est neutre, c'est là où un peuple réside. Mais, en réalité, ce n'est pas [141] tout à fait rien, ni tout à fait neutre. C'est la maison collective, et la maison, c'est sacré, inviolable, indivisible : on est chez soi et, comme les Anglais le savent et le disent, la maison de chacun, c'est son château, sa forteresse imprenable. Bien.

Mais de quel territoire s'agit-il ? Du Cap-Breton aux Rocheuses, de la Baie d'Hudson à la Nouvelle-Orléans ? Des frontières actuelles de la *belle province* ? En vertu de quel droit ? - du droit international, donc du droit du plus fort ! Mais sommes-nous les plus forts ?

Et de grandes parties de ce territoire sont aussi réclamées par les autochtones, qui l'ont habité avant nous, et par les anglophones, qui s'y sont installés par droit de conquête - comme tout le monde - et, par la suite, par naissance ou immigration légitime.

Mais à qui donc appartient cette terre, la terre québécoise, la terre canadienne, la terre des hommes - ça vous dit quelque chose, la terre des hommes ? Saint-Exupéry, l'exposition universelle de 1967 à Montréal.. ?

Le nationalisme territorial n'est guère plus respectable que le nationalisme ethnique. Les guerres territoriales, comme toutes les guerres, les guerres ethniques (ou d'épuration ethnique), les guerres de religion, sont toutes honteuses. Seule est valable la légitime défense, et encore vaut-il mieux qu'elle soit pacifique, civilisée, dans le respect de la règle de droit, de la justice, de l'équité, pour tous, dans le respect des droits de chacun, de tous.

La vérité est qu'il n'y aurait pas de nationalisme québécois s'il n'y avait pas de Québécois français, que le nationalisme québécois n'a aucun sens s'il n'est pas français et que, étant français, il a évidemment bien du mal à y intégrer, à s'y associer, des Anglais et des anglophones. Même si ce n'est pas contre eux - mais bien un peu quand même, soyons francs ! et quel honneur y aurait-il à être Français sans être franc ? - même si ce n'est pas contre les Anglais que le nationalisme québécois se définit, mais pour nous, 95% de nos compatriotes québécois anglophones ne veulent rien savoir d'un Québec souverain. Au contraire ! Ils voudraient plutôt, comme 95% des autres Canadiens, que le Québec demeure une province comme toutes les autres, préfère-

ramblement anglaise, sinon bilingue, au pis aller majoritairement francophone mais avec un fort statut [142] particulier pour sa minorité anglophone - un statut particulier que le Canada refuse obstinément au Québec depuis toujours. C'est l'Angleterre seule, rappelons-le, qui a reconnu le Québec comme société distincte, comme peuple, et lui a accordé dans l'Empire un statut particulier reconnaissant ses droits linguistiques, son droit civil et sa religion catholique ; c'était en 1774 - par l'Acte de Québec -, sous la menace que présentait alors la pression américaine des jeunes États-Unis, qui s'apprêtaient à faire sécession de l'Empire britannique, à faire leur indépendance.

Alors de quel territoire s'agit-il ? Et de quel nationalisme ? Quel est ce « nous » pour qui nous voulons un Québec souverain ? On voudrait bien qu'il soit inclusif, qu'il comprenne les Québécois anglophones, les « autres » Québécois, mais est-ce bien réaliste ?

Une nation, c'est une famille. Et une famille peut comprendre des enfants adoptifs, mais elle ne peut pas retenir ses enfants de force. Ceux qui désertent ou simplement refusent d'en faire partie, ne sont plus, ne sont pas de la famille. On peut tenter de les convaincre de rentrer au bercail, tuer le veau gras en attendant le retour des enfants prodigues, mais s'ils ne viennent pas, s'ils s'entêtent à bouder dans leur coin de pays à eux, qu'y pouvons-nous ? Les intégrer de force ? Soyons sérieux ! Et surtout soyons justes.

Notre nationalisme n'est pas pour autant ethnique. La nation québécoise a su intégrer une partie non négligeable, tout au long de sa longue histoire, des immigrants venus de partout dans le monde ; d'abord des soldats des armées de la Conquête, Écossais, Allemands, Anglais. Puis des Irlandais, des Américains, des Italiens, des Polonais, des Arméniens. Puis des Libanais, des Haïtiens, des Africains, des Vietnamiens. Et aussi des Juifs et des Grecs. Et elle continue de vouloir accueillir les Québécois anglophones qui résistent encore, et qui résisteront sans doute toujours, à ses charmes. ⁶⁰

⁶⁰ Mais des Québécois se sont aussi assimilés, comme en témoigne le million de Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre et la majorité des descendants des Québécois francophones qui se sont établis dans les Prairies canadiennes et la Colombie-Britannique.

[143]

Elle a même réussi à assimiler ou intégrer des communautés autochtones, malgré l'attrait redoutable que la puissance anglaise ou américaine exerce encore sur ces peuples si longtemps colonisés par le Canada anglais et les États-Unis.

Le nationalisme québécois n'est pas ethnique, il n'est pas fondé sur le sang, la laine pure. Mais il n'est pas territorial non plus et, je dirais, encore moins !

Mais qu'est-il donc cet élan du cœur qui fait vibrer la grande majorité des Québécois francophones - même si un tiers d'entre eux ne sont pas favorables à l'accession à la souveraineté - de quel bois se chauffe-t-il en hiver ? Qu'il soit de bois franc ou d'espèce plus molle, son feu, sa lumière, sa chaleur sont culturels.

Car c'est bien de culture qu'il s'agit, et non de territoire, même si celui-ci en fait aussi partie.

Cette culture, c'est la culture québécoise, ni française, ni anglaise, ni canadienne, ni américaine, ni autochtone, ni italienne, ni juive, ni grecque, ni autres. Une culture québécoise métissée, faite de tous ces efforts, participant certes plus largement à la culture française puisqu'elle s'exprime d'abord en français, mais pas exclusivement. Une culture qui s'est forgée à travers quatre siècles d'histoire, au contact des Amérindiens, des Américains et des Canadiens. Une culture et une langue riches, malgré et avec ses quêtaineries. Qui n'est pas supérieure à toute autre, ni meilleure qu'aucune autre, mais qui est et veut continuer d'être. Et pour ce faire, elle a besoin d'un pays, celui qu'elle a, qu'elle a toujours eu, et qui est le sien, et qu'elle voudrait bien posséder tranquillement, gentiment, souverainement.

Voilà le nationalisme québécois, comme je le sens. Un *patrialisme*. Un esprit, une âme, une vertu.

Et si dans la maison commune il faut aménager un espace, un salon - pas celui de la race ⁶¹ - où tous puissent se sentir à l'aise, [144] comme en famille, faisons-le que diable ! Que ce salon soit Montréal, grande ville cosmopolite, généreuse et accueillante, métropole de ce petit pays dont le cœur sera toujours à Québec, sous le Cap-Diamant, sur la rive du Saint-Laurent, et dans ses fies d'Orléans, aux Coudres, de Mingan, de la Madeleine, de Sorel ou de Boucherville.

Et qu'on ne me parle plus de frontières et de territoire !

⁶¹ C'est ainsi qu'on appela naguère l'assemblée législative du Québec, qu'on baptisa par la suite « Assemblée nationale ».

[145]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

8

La partition

[Retour à la table des matières](#)

L'attachement au Canada que ressentent la moitié des Québécois est tout aussi respectable et légitime que le sentiment nationaliste québécois de l'autre moitié de la population. Les deux nationalismes se valent et aucun n'a su convaincre ni vaincre l'autre en trente ans de guerre, une guerre d'usure qui ressemble de plus en plus à une impasse.

C'est dans ce contexte que l'idée de partition du Québec s'est développée : si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi !

Après avoir surmonté la tentation de rejeter du revers de la main une thèse aussi farfelue, aussi irréaliste, aussi peu prometteuse de lendemains qui chantent, prenons-là au sérieux, cherchons à la comprendre, voyons de quoi il retourne.

Le nationalisme québécois n'est pas ethnique, proclame-t-on, est un Québécois qui veut l'être - ce qui admet la contrepartie : n'est pas un Québécois celui qui ne veut pas le devenir . Le Québec est un pays démocratique : on ne force pas les gens à faire partie de la nation qué-

béchoise, on n'est pas québécois malgré soi, de force, par décret de la majorité ⁶². Très bien. Mais serait-on canadien de force, prisonnier d'une constitution imposée au Québec en 1982 et qui rendrait illégale toute sécession du Québec ? Deux poids, deux [146] mesures : on est canadien par la force d'une constitution imposée aux Québécois comme une camisole de force, mais on ne peut servir la même médecine aux Québécois qui ne veulent pas se reconnaître dans une nation québécoise souveraine.

Deux poids, deux mesures, en effet. Il ne peut en être autrement si on veut que le Québec soit un pays démocratique. L'avenir du Québec est tout entier dans la bonne mesure, non dans l'excès et la démesure. J'ose espérer que les Canadiens reviendront à leur tradition démocratique, une fois passés le vent actuel d'intolérance et l'aveuglement que provoque la menace d'un déchirement. La chose toutefois n'est pas sûre ! Aucun peuple n'est à l'abri d'un dérapage catastrophique vers l'intégrisme et le fanatisme.

Mais revenons à notre propos, qui est d'examiner les vertus de l'idée partitionniste.

En soi, elle est tout aussi légitime que celle de la division du Canada en deux ou plusieurs États souverains.

Mais, comme dans toute partition, le problème c'est l'établissement de nouvelles frontières. Rien de moins aisé ! Depuis les deux ou trois siècles qu'existent les États-nations, ils n'ont cessé de se faire des guerres de frontières, et rien n'indique que le XXI^e siècle en sera épargné. La partition n'est donc pas une solution acceptable, à moins qu'elle ne soit mutuellement désirée ou acceptée.

L'État québécois ne sera pas, a-t-on dit, un État ethnique, mais à sera français ! Il ne sera pas ethnique, parce que tout le monde pourra parler français, quelle que soit son origine. Bien. Mais il y a un os, on n'y sera pas libre de parler ou non français, il faudra parler français. La langue d'usage commune d'un Québec indépendant sera le français. C'est même là le but et la justification essentiels des souverainistes : l'établissement d'un État français en Amérique du Nord. Bien.

⁶² Comme cela semble être toujours le cas dans la France républicaine et jacobine.

Or, il n'y a rien qui ressemble plus à l'ethnicité que l'imposition d'une langue commune, si ce n'est l'imposition d'une religion. Les conflits linguistiques ou religieux étaient et demeurent explosifs partout dans le monde. Il faut traiter ces questions avec la plus grande prudence et un souci constant de justice et de paix.

[147]

Le mal canadien ou québécois n'est pas différent à cet égard. Il exige d'être traité avec la plus grande intelligence et modération.

Commençons donc par établir quelques données fondamentales et irréfutables, qu'il ne faudra pas perdre de vue.

Les partionnistes québécois veulent continuer d'être canadiens advenant l'accession du Québec à l'indépendance. Très bien. C'est leur droit. Ils n'auraient qu'à déménager, s'exiler, s'expatrier pour retrouver leur nouvelle patrie : le Canada-sans-le-Québec. Bien. Bon débarras, pense-t-on assez souvent, sans cependant croire possible l'exode d'un ou deux millions de Québécois, et tout en souhaitant tout bas - bien que certains, comme Pierre Péladeau naguère, ne s'en cachent pas - cette forme de purification ethnique.

Outre que le Québec est autant le pays des Québécois fédéralistes que celui des souverainistes et qu'aucun n'a le droit de spolier l'autre de son coin de terre sur la planète, le problème est que la partition du Québec - qui se veut une réponse à l'indépendance du Québec, à moins qu'il ne s'agisse d'un chantage pour tenter d'éviter cette échéance en faisant peur au monde - est impossible dans la région métropolitaine de Montréal qui forme une entité économique indivisible et qui, par surcroît, est le cœur économique de tout le Québec. La ville et la région de Montréal sont trop intégrées au Québec et leurs populations francophone et anglophone trop mêlées pour qu'il soit seulement pensable de diviser le territoire convenablement et d'une manière fonctionnelle.

Mais la partition du Québec serait possible dans la région de l'Ouataouais, autour de Hull, dont l'activité est déjà fortement conditionnée par Ottawa, et peut-être dans le grand Nord québécois si, par ailleurs, les établissements hydro-électriques québécois sont respectés et leur propriété, garantie.

Cependant, si la Fédération canadienne devait un jour se résoudre à se fonder sur des modalités plus fonctionnelles, plus équilibrées, plus harmonieuses, alors une révision des frontières des États membres devrait normalement pouvoir se faire avec bonheur.

[148]

C'est à une partition de l'Ontario qu'il faudrait d'abord penser, puisque cette province est trop peuplée et trop riche et qu'elle porte ombrage, non seulement au Québec, mais à la Colombie-Britannique et à l'Alberta, et à l'ensemble des provinces canadiennes.

Si la politique était affaire de logique et les Canadiens raisonnables, ils adopteraient une nouvelle constitution de type confédérative, comme l'ont souhaité les libéraux du Québec et comme le proposent plusieurs autorités de l'Ouest canadien. Ils créeraient une nouvelle province formée de l'Est ontarien (de Cornwall à Sudbury) et de l'Ouest québécois (de Hudson à Campbellsbay), dans la vallée de l'Outaouais, une province bilingue ayant comme capitale Ottawa-Hull, siège aussi du gouvernement confédéral.

Le Québec francophone se trouverait ainsi entouré de deux États bilingues, celui du Nouveau-Brunswick à l'est et le nouvel État de l'Outaouais à l'ouest, et la capitale confédérale cesserait d'être située dans une province anglophone. En outre, une bonne partie des Franco-Ontariens obtiendraient enfin satisfaction.

Le nouvel État canadien serait fondé sur la souveraineté des peuples de chacun de ses États membres, qui s'entendraient pour confier au gouvernement confédéral certaines compétences naturelles (affaires étrangères, défense, monnaie) et pourrait lui déléguer des compétences qu'il ne voudrait pas exercer lui-même (le *contracting in* remplacerait le *contracting out*). Il en résulterait une certaine asymétrie, mais tous les États membres seraient égaux en droit, de même que tous leurs citoyens, même si leur situation pourrait varier d'un État à l'autre.

Je n'insiste pas, tant ce rêve paraît éloigné de la réalité actuelle. Mais je n'y renonce pas. je garde l'espoir qu'il s'avérera une piste heureuse pour le dénouement de la crise politique canadienne. Pour ce faire, il faudra que les Québécois renoncent à leur rêve d'indépendance et les Canadiens à leur immobilisme intolérant.

Mais que faire dans l'immédiat pour mettre fin à l'impasse actuelle, qui nous épuise à tous égards ?

[149]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

9

Une nouvelle constitution québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec doit reprendre l'initiative. Pas par un nouveau référendum souverainiste, qui ne ferait que nous enliser davantage dans les ornières actuelles. Mais par un projet rassembleur, à la mesure de nos moyens : la fondation d'un nouveau Québec, dans le Québec que nous avons déjà. L'établissement d'un nouveau contrat social entre tous les citoyens et les diverses communautés qui composent le peuple québécois.

En commençant d'abord par l'élaboration d'une nouvelle constitution du Québec par une assemblée constituante ou une commission représentative, son adoption par l'Assemblée nationale et sa ratification par référendum. Une constitution qui commencerait par proclamer la souveraineté du peuple québécois et l'égalité de tous les citoyens, une constitution qui adopterait un régime républicain (tout en reconnaissant la subsistance du régime monarchique dans l'État fédéral actuel), une nouvelle assemblée nationale avec des éléments de représentation proportionnelle, une nouvelle charte de la langue fran-

çaise, une nouvelle charte des droits de la personne et des minorités, notamment anglophone et autochtones, une certaine autonomie des régions, etc. Cette constitution comporterait l'engagement du Québec de reconnaître aux nations autochtones et à sa population anglophone au moins autant de droits que le Canada et les autres provinces canadiennes reconnaissent à leur minorité francophone et aux nations autochtones.

[150]

Pour bien marquer la force de telles garanties et le caractère exceptionnel des dispositions constitutionnelles dans un État démocratique, cette constitution et toute modification subséquente devraient être ratifiées par une majorité d'au moins 60% des citoyens du Québec.

Établir un nouveau projet de société. Définir le Québec de demain, le pays de nos rêves, notre idéal de société, le Québec que nous voulons. N'est-ce pas là un grand et beau projet susceptible d'inspirer les jeunes générations !

Le rêve indépendantiste agit comme repoussoir auprès des anglophones et de la plupart des allophones du Québec. Mais c'est leur refus de participer à la communauté québécoise qui engendre le séparatisme. Aussi longtemps que Franco-Québécois et Anglo-Québécois ne se sentiront pas solidaires dans une cité commune, les deux nationalismes québécois et canadien s'affronteront stérilement, divisant la société québécoise et l'empêchant de devenir une vraie communauté politique. Je dirais que l'avenir du Québec et du Canada repose d'abord et avant tout sur la population anglophone du Québec et non sur celle du reste du Canada. Quand les Anglo-Québécois accepteront de partager avec les Franco-Québécois leurs préoccupations, leurs rêves et leurs projets, alors le Québec francophone pourra se développer normalement sans accès de fièvre nationaliste. Aussi longtemps que les Anglo-Québécois exigeront de vivre en marge d'un Québec français et rêveront d'un Québec bilingue, voire anglophone, constituant une province comme une autre au sein du Canada, alors ils nourriront les craintes des Franco-Québécois et leur résolution d'indépendance.

Les anglophones et les francophones québécois peuvent-ils se rejoindre sur le plan économique, le plan social, le plan culturel, le plan politique, et élaborer des projets communs ? C'est la question qui se pose aux divers citoyens du Québec de toutes origines. Quel Québec

pourrons-nous construire ensemble, quelle que soit l'issue de la crise politique qui sévit au Canada ? Si les Québécois ne peuvent faire entre eux les consensus fondamentaux nécessaires à leur vie commune en société, comment le Canada pourrait-il le faire à leur place, comment les habitants de Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto ou Halifax, pourraient-ils résoudre les problèmes des Montréalais et des Québécois ?

[151]

Il appartient aux Franco-Québécois de respecter leur minorité nationale anglophone - non pas à contrecœur, comme trop souvent, mais de tout cœur - et aux Anglo-Québécois de s'intégrer à un Québec principalement français, sans arrière mauvaise pensée de conquérant déchû, dans l'enthousiasme d'un partenariat enfin clairement défini et voulu.

Car, si nous sommes une minorité au Canada et en Amérique du Nord, les Anglophones sont une minorité au Québec. Et si nous nous voulons souverains en tant que Québécois, alors nous avons des devoirs envers cette minorité dont les racines s'inscrivent dans notre histoire et s'insèrent dans notre terroir depuis deux siècles.

Certes, as sont venus en conquérants, mais as sont restés et on ne peut faire fi de leurs droits de collectivité minoritaire, qui ont autant de valeur que les nôtres. Et même s'a était vrai qu'ils appartiennent plutôt à une majorité canadienne ou continentale, comme le croit le comité des droits des minorités de l'ONU - ce qui n'est que partiellement vrai - il n'est pas dit qu'une majorité a le droit d'opprimer une autre majorité, ni qu'une minorité a le droit de brimer les droits d'une majorité, ce qui demeure toujours possible, comme on le sait.

Il ne reste donc qu'à nous demander si nous avons respecté au Québec les droits historiques de la minorité anglophone. Il importe peu que ces droits aient été respectés mieux que ceux des minorités francophones dans les autres provinces canadiennes : les injustices des uns ne justifient pas les injustices que l'on peut soi-même commettre.

Or, a m'apparaît évident que les citoyens anglophones du Québec, sans avoir le droit d'imposer leur langue à l'ensemble des Québécois comme as l'ont déjà fait, ont des droits collectifs et individuels à l'usa-

ge de leur langue et au respect de leur qualité de citoyen québécois anglophone.

Il est certain qu'ils ne sont pas à cet égard dépourvus, mais les institutions qu'ils ont, as se les ont données, même s'as ont pu le faire assez souvent par suite d'une force économique conquise à nos dépens. Chose certaine nous ne leur avons pas donné leurs écoles, leurs collèges, leurs universités, leurs hôpitaux, leurs villes, etc.

[152]

Nous devons en tant que Québécois francophones prendre toute la place qui nous revient et protéger notre langue contre les forces continentales et canadiennes qui la menacent et mettent en péril son existence même. Mais notre combat aura d'autant plus de chance de succès qu'il sera sans peur certes, mais surtout sans reproche. Car autrement il ne gagnera pas l'adhésion d'une majorité essentielle de Québécois, non plus que le respect de la communauté internationale.

C'est en travaillant ensemble à un nouveau pacte ou contrat social, à une nouvelle constitution québécoise incorporant ces valeurs et donnant des garanties de respect des droits de la minorité anglophone et des droits ancestraux des Premières Nations québécoises, dans le cadre d'un État où tous auront leur juste part, que nous pourrons trouver ensemble la solution de la crise politique qui oppose le Québec et le Canada et qui divise entre eux les Québécois.

La nouvelle constitution du Québec devra définir les droits de ses minorités nationales et leur faire une place dans la vie politique et administrative de l'État.

Ainsi les 11 peuples autochtones pourraient former des entités administratives autonomes à l'intérieur de l'État québécois, réunies au sein d'un secrétariat des Premières nations ; le responsable de ce secrétariat serait élu par les 11 peuples autochtones, et aurait qualité de membre de l'Assemblée nationale et du gouvernement, s'il est prêt à respecter le principe de la confidentialité ministérielle.

De même, les collectivités culturelles pourraient former un conseil des collectivités culturelles autres qu'autochtones, francophones ou anglophones. Ce conseil assisterait un secrétaire d'État responsable des minorités culturelles. Comme les membres de ces collectivités sont appelés à s'intégrer aux Franco-Québécois ou aux Anglo-

Québécois, il n'y aurait pas lieu de leur réserver d'office une représentation à l'Assemblée nationale et au Gouvernement ; celle-ci se fait d'ailleurs déjà naturellement assez bien. Mais il faudrait s'assurer qu'ils ont leur juste part des emplois publics.

[153]

Quant aux anglophones, dont l'existence et l'épanouissement ne sont pas menacés en Amérique du Nord, il y aurait lieu cependant de les rassurer quant à leur place au Québec et de leur garantir leurs droits collectifs fondamentaux. Outre ce qui existe déjà dans les milieux scolaires, hospitaliers et religieux, pourquoi ne pas garantir l'existence d'un certain nombre de comtés « réservés » bilingues, comme c'était le cas naguère. Le statut de ces comtés ne pourrait être modifié sans l'accord d'une majorité substantielle de la population de chaque comté.

Il est plus que temps que les Québécois se réunissent autour d'un grand dessein dans lequel tous puissent se reconnaître et que tous peuvent partager, non seulement dans la tolérance, mais dans la confiance mutuelle et l'espoir d'une vie commune, harmonieuse et féconde.

L'élaboration d'une nouvelle constitution pourrait bien s'avérer l'acte de fondation de la nation québécoise, une nation libre de s'autodéterminer.

Les souverainistes veulent leur État-nation, mais leur nation - au sens sociologique ethno-culturel ou au sens politique civique - n'existe pas puisqu'elle est multiple. Par contre, si la nation québécoise n'existe pas, l'État québécois lui existe et il faudrait qu'on s'en occupe, car c'est lui, bien plus que la nation, qui est porteur de projets et de réalisations. Au surplus, il est là, à portée de mains, alors que l'autre n'est qu'un rêve, pire une erreur. Même dans le cadre provincial qui est le sien, l'État québécois peut et doit être reconstruit pour mieux refléter la réalité sociologique et politique de sa population, dans sa composition bi ou trinationale et dans son idéologie fondamentale de social-démocratie.

L'utopie souverainiste est fondée sur un mirage, celui de la volonté de ses citoyens de toutes origines de former une nation et de posséder son État indépendant : mais cette image velléitaire ne colle pas à la

réalité. En mettant une hypothétique nation au premier plan de leurs aspirations, les souverainistes ont mis la charrue devant les boeufs, une charrue au surplus à deux socs. Il faut immédiatement remettre les bœufs en avant, et les bœufs, le moteur, c'est l'État.

[154]

Construisons cet État avec les moyens que nous avons et, si chaque citoyen et chaque groupe national y trouve sa place et son compte, il devrait normalement en résulter, avec le temps, une culture civique, sociale, politique, voire économique, et même culturelle - si tant est qu'on puisse parler d'une culture culturelle (ce qui rappelle un peu trop « les arts artistiques » d'un quidam de jadis) - donc une culture générale proprement québécoise et partagée par tous les Québécois. Ce qui pourrait bien donner en bout de piste - *at the end of the day* - une véritable nation québécoise, certainement au sens sociologique, mais peut-être bien aussi au sens politique.

Cette vision me semble suffisamment porteuse de rêves et de réalité pour rallier souverainistes et fédéralistes québécois de toutes origines dans une réconciliation supra-nationale et mettre fin aux stériles affrontements de l'heure, tout en évitant les désenchantements, frustrations, amertumes et cauchemars que laissent les rêves brisés ou désertés sans solution de rechange, sans la nécessaire relance vers un nouvel espoir.

Je suis convaincu que le Canada laisserait le Québec quitter la fédération si telle était la volonté clairement exprimée d'une majorité substantielle de Québécois. Mais les négociations préalables et inévitables seraient ardues ; on ne nous ferait pas de cadeau, ni sur la dette, ni sur l'actif, ni sur les frontières. Et cela se comprend ! La sécession du Québec briserait le grand rêve canadien, un rêve aussi respectable que le rêve québécois. Le divorce sera possible, mais nous devons en payer le prix fort. Y sommes-nous préparés ? Pourrions-nous mener l'aventure à bon terme ? Je n'en suis pas sûr.

L'alternative est de construire le Québec de l'intérieur, à l'intérieur du Canada, et d'en tirer le meilleur parti possible. Si nous ne pouvons pas compter sur la collaboration des Canadiens hors Québec pour la réalisation du rêve québécois, il faudrait pouvoir au moins compter sur celle des Québécois, de l'ensemble des Québécois, des Anglo-

Québécois, des Autochtones du Québec et des Franco-Canadiens du Québec, aussi bien que des Franco-Québécois eux-mêmes.

[155]

Ce projet de constitution québécoise adoptée par tous pourrait être l'acte fondateur de la nation québécoise, une nation d'abord civique, une communauté politique, mais devenant de plus en plus socio-politique avec le temps, une nation multinationale certes, mais une nation véritable, qui pourra alors déterminer librement son statut et son avenir politiques en Amérique de Nord, soit dans un nouveau partenariat avec le reste du Canada, soit dans une nouvelle fédération nord-américaine comprenant le Mexique, les États-Unis, le Canada et le Québec.

En faisant du Québec un pays d'harmonie, à l'économie florissante, où les droits individuels et collectifs sont également respectés, un pays de justice sociale et de solidarité, un pays où il fera bon vivre pour tous ses habitants, en faisant ce pays-là nous aurons fait l'essentiel. Et tout deviendra possible, même la souveraineté.

Mais si nous ne relevons pas le défi, autant en rester là et abandonner nos chimères, pour tirer le mieux possible notre épingle du jeu, d'un jeu moins emballant certes, mais dont on aurait tort de dédaigner les mérites.

[156]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

10

Un Québec multilingue

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec est multiethnique et multiculturel. Peut-il être unilingue ?

On a dit qu'il ne doit pas être multilingue. Il n'y aurait qu'une langue officielle, le français. La minorité anglophone et les peuples autochtones n'auraient que « des droits sacrés » à l'usage de leurs langues : « C'est tout ! ».

Ce tout est un peu court.

Tout le dilemme du Québec est là. Son taux de natalité est trop faible et il a besoin d'y suppléer par l'immigration. Mais les immigrants, les autochtones et les anglophones lui font problème. D'où une volonté, plus ou moins affichée, plus ou moins consciente, de pratiquer une politique d'assimilation plutôt que d'intégration des groupes minoritaires.

Certes on distingue les minorités nationales, qui ont « des droits sacrés », des autres, qui n'en n'ont pas.

Cette discrimination est fondée historiquement, mais quels sont ces droits sacrés ? Et les autres, s'ils n'ont aucun droit, pourraient-ils se voir reconnaître quelques petits privilèges ?

Commençons par le commencement. Les autochtones et les anglophones, le voudrait-on, ne sont pas assimilables. Au mieux, [157] on peut seulement souhaiter que, avec le temps, ils s'intègrent dans la nation québécoise et participent à la vitalité de sa culture d'expression française, tout en conservant leur propre culture et leur langue.

Cela fait déjà un Québec multilingue. Même si le français est la langue commune, la seule langue commune.

Le Québec ne peut, en effet, se payer le luxe de deux langues communes, car la force ambiante de l'anglais écraserait pour sûr le français.

Mais les langues minoritaires nationales, l'anglais et les langues autochtones, doivent être officiellement reconnues, respectées et protégées. En ce sens, le Québec est et doit être multilingue. Même si la place du français doit y être dominante, disons plutôt « principale » ou « première ». Ce qui entraîne évidemment la nécessité d'établir, en pratique, le dosage approprié d'un certain usage linguistique qui respecte les uns sans menacer les autres. Ce délicat exercice en équilibre et en exorcisme ne saurait être évité. Mais n'avons-nous pas créer le Cirque du soleil ?

Quant aux autres minorités d'origines migratoires, variées, pourquoi ne jouiraient-elles pas, dans la nation québécoise, de la possibilité d'y maintenir leurs cultures et leurs langues maternelles ? Pourquoi voudrait-on délibérément s'appauvrir en les faisant disparaître par la force d'une politique d'assimilation aux multiples contraintes ? Andreï Makine, l'un des meilleurs écrivains français contemporains, menacait-il la culture française en demeurant russe ?

La seule chose qui importe c'est que les minorités ethniques provenant de l'immigration s'intègrent, le mieux possible, au bassin linguistique et culturel d'expression française et renforce ainsi l'élément fondamental sans lequel il n'y aurait plus de nation québécoise, au lieu d'aller grossir la minorité nationale anglophone et menacer, par voie de conséquence, l'identité et la survie d'un Québec principalement français.

D'ailleurs, le principal problème du Québec, à cet égard comme à tous autres, c'est le chômage. Comment recevoir et [158] intégrer des immigrants si on n'a pas d'emplois francophones à leur offrir ? Si la société franco-québécoise est pauvre, comment peut-elle attirer à elle du sang neuf ? Et si elle y parvenait, elle ne s'en appauvrirait que plus. Cercle vicieux, qu'il faut à tout prix briser. On a besoin des autres pour survivre, mais on doit d'abord vivre convenablement pour pouvoir accueillir des étrangers et les intégrer à la collectivité franco-québécoise.

Cependant, on nous dit que le plein emploi est un rêve du passé, qu'il ne sera plus jamais réalisable. Si cela est vrai, il faudra stopper l'immigration. Mais je conserve l'espoir - qui j'espère n'est pas illusoire - d'une société juste dans laquelle il y aura, sous une forme ou une autre, du travail pour tous. Et du bonheur pour tous les Québécois, de quelque origine qu'ils soient ?

Le Québec sera français, mais il ne le sera pas exclusivement. Il sera aussi multilingue. Les minorités nationales verront leurs droits linguistiques inscrits dans la constitution. Les autres minorités devront s'intégrer à la société franco-québécoise qui, en retour, devra les aider à conserver leurs cultures et leurs langues. Car la nation québécoise devra être pluraliste.

Le philosophe juif Shmuel Trigano, directeur du Collège des études juives de l'Alliance Israélite universelle, dit que l'appartenance à une communauté juive « ne peut venir que des individus eux-mêmes, du désir d'être ensemble, de se retrouver, de s'entendre sur un certain nombre de valeurs communes. Car le judaïsme n'est pas une donnée génétique : l'adhésion à la judéité ne peut être que volontariste. Pour rester juif, il faut le vouloir » ⁶³.

Il en est de même du peuple québécois. Pour rester ou pour devenir québécois, il faut le vouloir, il suffit de le vouloir.

Et nous forgerons ensemble notre culture publique commune, une culture québécoise, qui sera nôtre et dont tous les Québécois pourront être fiers. Cette culture s'exprimera principalement en français, mais

⁶³ *Le Nouvel Observateur*, 3 mai 1996. Trigano a publié récemment *Un exil sans retour ? Lettres à un Juif égaré*, Stock. Il a aussi dirigé la publication de *La Société juive à travers l'histoire*, Fayard, 4 tomes, 1992-1993.

aussi en anglais et dans les langues [159] autochtones. Car ce Québec d'abord français sera aussi multilingue.

Si tous les Québécois ont des droits égaux comme citoyens d'un même État, il va sans dire qu'on ne forcera personne à être Québécois, à s'identifier à la nation québécoise. Il ne suffira pas de reconnaître les Autochtones, les anglophones et les allophones comme des citoyens à part entière, au même titre que les francophones, pour qu'ils se sentent chez eux, dans leur pays, au Québec. Il faudra qu'ils se sentent inclus, non seulement individuellement, mais aussi collectivement, comme membres d'une Première Nation, d'une minorité nationale ou d'une communauté culturelle, intégrée à la nation québécoise certes, mais conservant sa vitalité propre ; et non comme des individus appartenant à des communautés en voie de désintégration, d'assimilation, de disparition.

L'État québécois devra promouvoir, outre les droits et libertés des personnes, les droits et privilèges collectifs des minorités nationales, autochtones et anglophone. Il devra favoriser non seulement leur intégration à la culture publique commune d'expression française, mais aussi la vitalité des diverses communautés culturelles qui forment le peuple québécois.

Si la politique fédérale du multiculturalisme pouvait viser à contrer le nationalisme canadien-français, une politique québécoise du multiculturalisme devrait, par contre, contribuer à détacher progressivement les diverses communautés ethniques de la minorité québécoise anglophone et faciliter leur intégration au peuple québécois et à sa culture d'expression française. Une telle politique québécoise serait autant bénéfique que la politique fédérale pouvait être nocive.

Deux solitudes, disait-on des sociétés québécoises francophone et anglophone. Multisolitude est le constat que l'on peut dresser à la lecture de cet ouvrage au regard des diverses communautés culturelles formant la société québécoise, notamment à l'égard des peuples autochtones trop longtemps enfermés dans ces ghettos que sont encore les réserves indiennes, par suite des politiques fédérales certes, mais aussi à cause de l'indifférence et de l'ignorance générales.

[160]

Si les Franco-Québécois catholiques sont largement responsables de l'effet de serre qui cause la surchauffe actuelle - ayant vécu si longtemps repliés sur eux-mêmes, enfermés dans leurs paroisses pour mieux assurer la sauvegarde de leur foi et leur survivance comme peuple français - il est certain que les Anglo-Québécois ont voulu vivre à l'écart de cette société francophone, pauvre, méprisée et exploitée, dans leurs citadelles westmountoises et autres villes plus ou moins fermées dont ils ont parsemé le territoire québécois, au Lac Saint-Jean, en Abitibi, en Estrie, en Outaouais, dans une forme d'apartheid rhodésien.

Il en a été de même, à des degrés divers, des Québécois de religion juive ou d'origine italienne, grecque, chinoise, portugaise, africaine.

Il appartiendra à chaque groupe de jeter des ponts entre ces divers îlots pour en faire un archipel bien intégré, mais la responsabilité première reposera toujours sur le groupe majoritaire, qui devra manifester par des politiques concrètes sa volonté d'inclusion de tous dans la nation québécoise.

Je suis tout à fait d'accord avec le politicologue François Rocher qui, dans *Globe* ⁶⁴, conclut que « (dans) un État multinational, la meilleure façon de promouvoir un sens de la solidarité passe par l'accommodement des identités nationales plutôt que par leur subordination. »

Un bon point de départ serait que le Parti québécois accepte de se muer en *Parti d'Union nationale*, renouant ainsi avec le passé mais dans une perspective d'avenir plus réaliste, et qu'à se fasse plus accueillant envers les ressortissants des minorités nationales québécoises. *Le Parti Québécois d'Union Nationale* (PQUN et non PUNQ !) serait, sans doute, un meilleur nom encore puisqu'il marquerait à la fois la continuité et le renouveau.

⁶⁴ Vol. 1, no 1, 1998. « *Repenser le Québec dans un Canada multinational* », p. 101.

[161]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

11

Vessie ou lanterne ?

[Retour à la table des matières](#)

La souveraineté-association était une idée généreuse mais irréaliste et erronée. Ses postulats se sont avérés faux : (1) la nation québécoise n'existe pas ; la société québécoise est composée des nations franco-québécoise, anglo-québécoise et autochtones ; (2) le Canada ne veut pas d'une association avec un Québec souverain. Au surplus, la nation franco-québécoise est divisée et rejette majoritairement la voie de l'indépendance.

Par ailleurs, le Canada n'est pas réformable constitutionnellement, du moins dans l'immédiat.

Pour briser l'impasse une seule solution : construire le Québec de l'intérieur, un Québec français mais multinational, aussi respectueux des droits collectifs de ses minorités nationales que de ceux de sa majorité, formant enfin une communauté politique véritable et qui n'aura pas besoin de quémander sa reconnaissance à Ottawa. Une communauté dynamique, riche de ses cultures nationales, ouvertes envers le Canada et sur le monde.

Si les Anglo-Québécois devaient rejeter ce nouveau projet et refuser de s'intégrer à une société québécoise principalement francophone, de sorte que leur séparatisme rendrait impossible l'avènement d'une communauté politique québécoise, ils donneraient raison aux Franco-Québécois de ne plus vouloir compter que sur et avec eux-mêmes, dans un Québec exclusivement français.

[162]

La voie de la souveraineté du Québec apparaît parsemée d'embûches, pratiquement insurmontables. Pourtant il faudrait bien alors aller jusqu'au bout, à moins de vouloir se résigner et renoncer nous-mêmes au rêve d'indépendance nationale qui nous hante depuis la Conquête anglaise. Aller jusqu'au bout, sachant toutefois que nous n'irons pas jusqu'à la guerre de sécession, ni même aux déchirements sanglants des terrorismes, à l'affrontement de nos violences respectives.

Ce n'est pas de la lâcheté, que de refuser d'avance le combat armé. C'est de la maturité, de la sagesse, de l'humanisme, auquel il faudra toujours subordonner et souvent sacrifier les nationalismes, qui autrement perdent leur légitimité et dégénèrent, se dénaturent, deviennent ces bêtes incontrôlables qui continuent d'être la honte de l'humanité.

Le rêve québécois de souveraineté n'est réalisable que pacifiquement - il n'y a donc pas d'autre arme pour nous que la persuasion, d'abord la nôtre, puis celle de nos partenaires anglo-québécois et autochtones, enfin celle de nos voisins canadiens, notamment ontariens. Pour y arriver, il faudrait d'abord être fortement convaincu de ce choix au sein du peuple franco-québécois, dans une proportion d'au moins les 2/3 sinon les 3/4. Que le quart ou le tiers des Franco-Québécois s'unissent aux Anglo-Québécois pour vouloir demeurer canadiens, et ceux-ci ne permettront pas que le Québec se sépare pacifiquement du Canada.

Cela risque de prendre un certain temps. Il faudra donc s'armer de patience ⁶⁵ la seule arme à notre disposition. Nous les aurons peut-être à l'usure, si nous sommes suffisamment nombreux et déterminés à vouloir devenir des Québécois.

⁶⁵ Mais le temps nous est compté.

Autrement c'est prendre nos désirs pour des réalités, et la souveraineté n'aura été qu'une vessie.

[163]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

12

Le Québec dans un monde confédéral

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième millénaire a été d'abord marqué par la lutte pour l'hégémonie mondiale entre Espagnols et Français, puis entre Français et Anglais, enfin entre Américains, Allemands, Soviétiques et Japonais. Nous commençons le troisième millénaire sous le règne incontesté des Américains, dont l'empire ne connaît pas de frontières, avec l'implantation de l'anglais comme langue universelle. La mondialisation de l'économie jointe à l'hégémonie anglo-américaine menace les cultures et les langues nationales, notamment la culture et la langue françaises. Le Québec se situe aux toutes premières lignes et sa position est particulièrement vulnérable.

L'avenir du Québec comme société francophone serait-il mieux assuré par son accession à la souveraineté nationale ou comme partie d'une fédération très majoritairement anglophone, mais qui pourrait mettre son poids politique au service de la défense de l'autonomie culturelle des Franco-Canadiens, notamment des Franco-Québécois, si elle le voulait bien ? Mais le Canada voudra-t-il, lui qui jusqu'à maintenant s'est employé le plus souvent à limiter, contraindre, éteindre le

fait français, à tolérer avec intolérance l'existence d'une société principalement francophone, à refuser aux Québécois toute reconnaissance officielle de leur société distincte, et à s'opposer à toute revendication d'un statut politique particulier pour le Québec au sein de la fédération canadienne ?

[164]

Comme le disait Gérard Bouchard ⁶⁶ :

« Cette société (le Québec) se trouve présentement à un carrefour ⁶⁷. Elle a l'occasion d'implanter un modèle original de vie collective : un double contrat à la fois civique et culturel qui réalise une équation spécifique entre les impératifs du droit, de la sociologie, de la culture et de l'histoire ; une nation francophone, plurielle, qui se définit par référence à des valeurs et à des choix sociaux, et qui parvient ainsi à réaliser sa cohésion dans la diversité ; une petite collectivité, fragile, qui fait le pari de se perpétuer et de se développer à sa manière dans le voisinage d'une superpuissance et dans un contexte de mondialisation. [...] Les conditions d'une telle affirmation sont actuellement réunies, qui mettraient en forme en Amérique une société francophone originale, responsable de son destin. Le Canada aurait pu être le cadre d'une expérience collective de ce genre, le modèle ici proposé pour le Québec étant finalement assez analogue à celui qui prévaut dans le Canada hors Québec (le *reste du Canada*). Mais ce pays n'est jamais parvenu à accommoder les deux grandes communautés linguistiques anglophone et francophone, à les fondre dans un même idéal et une même appartenance. Le Canada n'a pas réussi non plus à aménager en son sein les conditions qui auraient permis au Québec de se développer pleinement comme nation et comme société francophone responsable. Préconiser la souveraineté du Québec, c'est simplement prendre acte de cette incapacité prolongée, plusieurs fois démontrée. »

Malgré cette incompréhension fondamentale entre Franco-Québécois et Anglo-Canadiens, l'avenir du Québec comme société

⁶⁶ op. cit., pp. 74 et s.

⁶⁷ Ce carrefour, pourrait-on dire, est au croisement de l'avenue du réalisme et du *boulevard des rêves brisés*, selon l'expression de l'éditorialiste Mario Roy de *La Presse*, 8 février 2000.

principalement francophone peut-il s'envisager, dans l'ordre des réalités pratiques, en dehors du Canada ?

Et si c'était au Québec et au Canada que se joue d'abord, en ce début du troisième millénaire, cette grande partie de domino universel ? Verrons-nous les nations s'effondrer les unes après les [165] autres pour ne laisser place qu'à un modèle dominant, le modèle anglo-américain ?

Car le modèle américain menace tout autant les langues et cultures anglaises ou anglo-canadiennes, que les langues et cultures françaises (de France, du Canada ou d'ailleurs), espagnoles (du Mexique, d'Amérique du Sud ou d'Espagne), ou autres.

C'est en Amérique du Nord que la partie décisive se jouera, au sein de l'Aléna (Alliance économique nord-américaine). L'influence et le poids du Canada et du Mexique, et l'action insidieuse des Mexico-Américains, seront des facteurs importants pour déterminer l'issue de ce gigantesque affrontement mondial entre l'impérialisme américain et les autres nations.

Peut-être l'appartenance du Québec à la fédération canadienne est-elle aussi nécessaire que l'Union européenne s'est imposée à la France pour se protéger de l'hégémonie allemande en Europe et américaine dans le monde.

Ce sont ces fédérations, canadiennes et européennes, et celles encore à venir en Asie, en Amérique du Sud, en Afrique, au Moyen-Orient, qui permettront sans doute aux diverses cultures nationales de survivre.

Mais, en réalité, ces fédérations devront être des confédérations, commencer par respecter en leur sein les entités nationales distinctes et leur souveraineté. C'est l'Europe des nations ou des patries de De Gaulle, une Europe confédérale plutôt que fédérale. Et le Canada ferait peut-être bien de s'y mettre avant qu'il ne soit trop tard, de devenir une véritable confédération au lieu d'en porter faussement l'appellation.

La confédération et la fédération sont deux types d'unions d'États qui se distinguent de l'État unitaire - où la souveraineté nationale s'exerce par une seule autorité législative et exécutive - et qui se démarquent entre elles principalement par le fait que les États confédé-

rés conservent leur souveraineté nationale tout en déléguant à des institutions politiques communes l'exercice de certaines de leurs compétences, alors que les États fédérés [166] abdiquent leur souveraineté nationale respective en faveur de l'État fédératif qu'ils composent et dont l'État central exerce des compétences propres, non pas par délégation des États fédérés, mais par un mandat provenant directement de la population de l'État fédératif

Dans *Le Monde - dossiers et documents* ⁶⁸ Thierry Bréhier rappelle que « rien dans l'Histoire ne peut être tenu pour irrévocable. Mais, ajoute-t-il, aucune démarche fédérale ne peut se concevoir si un des partenaires s'y engage avec l'idée de pouvoir, un jour, se retirer. Il y a des pas historiques qui ne peuvent être faits que définitivement, sauf événement révolutionnaire et donc imprévisible. »

Le confédéralisme est une forme d'association qui convient mieux que le fédéralisme à des nations ethniquement et culturellement distinctes. Le degré d'intégration des États fédérés et les inévitables et constantes tensions régionales qui en résultent se vivent mieux à l'intérieur d'États fédératifs de composition ethnique relativement homogène ou alors carrément multiethnique.

À plus forte raison si les nations fédérées sont de taille démographique et de puissance économique par trop inégales, de sorte que la plus forte domine inéluctablement la plus faible.

Ainsi le monde, l'ONU, deviendrait une grande confédération coifant des confédérations régionales, elles-mêmes réunissant des nations formant des États unitaires ou fédérés.

C'est le défi de l'humanité au début de ce troisième millénaire. Espérons qu'elle ne mettra pas mille ans à y répondre !

⁶⁸ Dossier 253, avril 1997, « Deux voies pour une Europe à construire ».

[167]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

13

Les projets de loi de l'an 2000

[Retour à la table des matières](#)

Voici le texte de ces deux projets de loi déposés à la fin de 1999, dans l'ordre de leur publication. (A) le projet de loi fédéral *sur la clarté* et (B) le projet de loi provincial *sur les droits fondamentaux du peuple québécois*.

*A - Le projet de loi fédéral (C-20)
donnant effet à l'exigence de clarté dans le processus
devant aboutir à la sécession du Québec.*

« **Préambule**

Attendu :

- que la Cour suprême du Canada a confirmé que ni l'Assemblée nationale, ni la législature, ni le gouvernement du Québec ne dispose, en droit international ou au titre de la Constitution du Canada, du droit de procéder unilatéralement à la sécession du Québec du Canada ;
- que toute proposition relative au démembrement d'un État démocratique constitue une question extrêmement grave et est d'une importance fondamentale pour l'ensemble des citoyens de celui-ci ;
- que le gouvernement d'une province du Canada est en droit de consulter sa population par référendum sur quelque sujet que ce soit et de décider du texte de la question référendaire ;

[168]

- que la Cour suprême du Canada a déclaré que les résultats d'un référendum sur la sécession d'une province du Canada ne sauraient être considérés comme l'expression d'une volonté démocratique créant l'obligation d'engager des négociations pouvant mener à la sécession que s'ils sont dénués de toute ambiguïté en ce qui concerne tant la question posée que l'appui reçu ;
- qu'elle a déclaré que le principe de la démocratie signifie davantage que la simple règle de la majorité, qu'une majorité

claire en faveur de la sécession serait nécessaire pour que naisse l'obligation de négocier la sécession et que c'est une majorité claire au sens qualitatif, dans les circonstances, dont il faut déterminer l'existence ;

- qu'elle a confirmé qu'au Canada, la sécession d'une province, pour être légale, requerrait une modification à la Constitution du Canada, qu'une telle modification exigerait forcément des négociations sur la sécession auxquelles participeraient notamment les gouvernements de l'ensemble des provinces et du Canada, et que ces négociations seraient régies par les principes du fédéralisme, de la démocratie, du constitutionnalisme et de la primauté du droit, et de la protection des minorités ;
- que, compte tenu du fait que la Cour suprême du Canada a conclu qu'il revient aux représentants élus de déterminer en quoi consistent une question et une majorité claires dans le cadre d'un référendum sur la sécession tenu dans une province, la Chambre des communes, seule institution politique élue pour représenter l'ensemble des Canadiens, a un rôle important à jouer pour déterminer en quoi consistent une question et une majorité suffisamment claires pour que le gouvernement du Canada engage des négociations sur la sécession d'une province du Canada ;
- que le gouvernement du Canada se doit de n'engager aucune négociation pouvant mener à la sécession d'une province du Canada et, par conséquent, au retrait de la citoyenneté et à l'annulation des autres droits dont jouissent, à titre de Canadiens à part entière, les citoyens du Canada qui résident dans la province, à moins que la population de celle-ci n'ait déclaré clairement et de façon démocratique qu'elle veut que la province fasse sécession du Canada.

[169]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

« 1. Examen de la question par les Communes

- (1) Dans les trente jours suivant le dépôt à l'assemblée législative d'une province, ou toute autre communication officielle, par le gouvernement de cette province, du texte de la question qu'il entend soumettre à ses électeurs dans le cadre d'un référendum sur un projet de sécession de la province du Canada, la Chambre des communes examine la question et détermine, par résolution, si la question est claire.
- (2) S'il coïncide en tout ou en partie, avec la tenue d'une élection générale des députés à la Chambre des communes, le délai mentionné au paragraphe (1) est prorogé de quarante jours.

Facteurs à considérer

- (3) Dans le cadre de l'examen de la clarté de la question référendaire, la Chambre des communes détermine si la question permettrait à la population de la province de déclarer clairement si elle veut ou non que celle-ci cesse de faire partie du Canada et devienne un État indépendant.

Absence d'expression claire de volonté

- (4) Pour l'application du paragraphe (3), la question référendaire ne permettrait pas à la population de la province de déclarer clairement qu'elle veut que celle-ci cesse de faire partie du Canada dans les cas suivants :

- a) elle porte essentiellement sur un mandat de négocier sans requérir de la population de la province qu'elle déclare sans détour si elle veut que la province cesse de faire partie du Canada ;
- b) elle offre, en plus de la sécession de la province du Canada, d'autres possibilités, notamment un accord politique ou économique avec le Canada, qui rendent ambiguë l'expression de la volonté de la population de la province quant à savoir si celle-ci devrait cesser de faire partie du Canada ;

[170]

Avis à considérer

- (5) Dans le cadre de l'examen de la clarté de la question référendaire, la Chambre des communes tient compte de l'avis de tous les partis politiques représentés à l'assemblée législative de la province dont le gouvernement propose la tenue du référendum sur la sécession, des résolutions ou déclarations officielles des gouvernements ou assemblées législatives des provinces et territoires du Canada, des résolutions ou déclarations officielles du Sénat et de tout autre avis qu'elle estime pertinent.

Aucune négociation en cas d'ambiguïté de la question

- (6) Le gouvernement du Canada n'engage aucune négociation sur les conditions auxquelles une province pourrait cesser de faire partie du Canada si la Chambre des communes conclut, conformément au présent article, que la question référendaire n'est pas claire et, par conséquent, ne permettrait pas à la population de la province de déclarer clairement si elle veut ou non que celle-ci cesse de faire partie du Canada.

**« 2. Volonté claire d'effectuer la sécession :
examen par les Communes**

- (1) Dans le cas où le gouvernement d'une province, après la tenue d'un référendum sur un projet de sécession de celle-ci du Canada, cherche à engager des négociations sur les conditions auxquelles la province pourrait cesser de faire partie du Canada, la Chambre des communes, sauf si elle a conclu conformément à l'article 1 que la question référendaire n'était pas claire, procède à un examen et, par résolution, détermine si, dans les circonstances, une majorité claire de la population de la province a déclaré clairement qu'elle veut que celle-ci cesse de faire partie du Canada.

Facteurs à considérer

- (2) Dans le cadre de l'examen en vue de déterminer si une majorité claire de la population de la province a déclaré clairement qu'elle voulait que celle-ci cesse de faire partie du Canada, la Chambre des communes prend en considération :
 - a) l'importance de la majorité des voix validement exprimées en faveur de la proposition de sécession ;
- [171]
- b) le pourcentage des électeurs admissibles ayant voté au référendum ;
 - c) tous autres facteurs ou circonstances qu'elle estime pertinents.

Avis à considérer

- (3) Dans le cadre de l'examen en vue de déterminer si une majorité claire de la population de la province a déclaré clairement qu'elle voulait que celle-ci cesse de faire partie du Canada, la Chambre des communes tient compte de l'avis de tous les partis politiques représentés à l'assemblée législative de la province dont le gouvernement a proposé la tenue du référendum sur la sécession, des résolutions ou déclarations officielles des gouvernements ou assemblées législatives des provinces et territoires du Canada, des résolutions ou déclarations officielles du Sénat et de tout autre avis qu'elle estime pertinent.

Négociations seulement en cas de volonté claire

- (4) Le gouvernement du Canada n'engage aucune négociation sur les conditions auxquelles la province pourrait cesser de faire partie du Canada, à moins que la Chambre des communes ne conclue, conformément au présent article qu'une majorité claire de la population de cette province a déclaré clairement qu'elle veut que celle-ci cesse de faire partie du Canada.

« 3. Modification constitutionnelle

- (1) Il est entendu qu'il n'existe aucun droit, au titre de la Constitution du Canada, d'effectuer unilatéralement la sécession d'une province du Canada et que, par conséquent, la sécession d'une province du Canada requerrait la modification de la Constitution du Canada, à l'issue de négociations auxquelles participeraient notamment les gouvernements de l'ensemble des provinces et du Canada.

Réserve

- (2) Aucun ministre ne peut proposer de modification constitutionnelle portant sécession d'une province du Canada, à [172] moins que le gouvernement du Canada n'ait traité, dans le cadre de négociations, des conditions de sécession applicables dans les circonstances, notamment la répartition de l'actif et du passif, toute modification des frontières de la province, les droits, intérêts et revendications territoriales des peuples autochtones du Canada et la protection des droits des minorités. »

Il y a lieu d'observer tout d'abord que le texte fédéral ne porte que sur un projet de sécession d'une province du Canada, et non sur tout autre projet de réforme ou changement constitutionnel. Rien n'empêcherait donc le Québec de formuler toute autre proposition constitutionnelle que celui de la sécession. Mais un projet de sécession devrait faire l'objet d'une démarche distincte et tout référendum portant sur la sécession ne devrait porter que sur cette question. Tout projet de souveraineté-association devrait faire l'objet de deux référendums distincts si la démarche devait comporter la possibilité d'une sécession : un premier référendum sur la modification de la constitution en vue de réaliser une nouvelle union fédérale comportant la pleine autonomie interne du Québec et un certain partage de sa souveraineté externe avec un Parlement et un gouvernement fédéraux ; un second référendum portant sur la sécession du Québec, advenant le rejet de la première proposition par le reste du Canada.

Évidemment rien n'empêcherait le Québec de proposer seulement la sécession, sans démarche préalable pour tenter de négocier un nouveau contrat fédéral.

Seule la sécession fait l'objet du projet de loi fédéral. Et je n'y vois rien à redire.

Je serais cependant d'accord avec le juriste Patrick Monahan ⁶⁹ selon qui ce projet de loi « sur la clarté », bien que raisonnable, devrait déterminer le seuil d'une majorité claire - mais cela devrait faire l'objet d'une conférence fédérale-provinciale, ou mieux d'une modification de la Constitution - et ne pas affirmer qu'on rejettera d'emblée toute question référendaire comprenant une référence [173] aux ententes économiques ou politiques conclues après une sécession.

Il est clair que le Québec ne saurait revendiquer un droit absolu à la sécession, à ses propres conditions. Une déclaration unilatérale d'indépendance ou de souveraineté serait à la fois illégitime et illégale, contraire à la Constitution canadienne et injustifiée en droit international. La seule voie possible vers la souveraineté du Québec, c'est celle qui se ferait avec l'accord du Canada ou résulterait d'une obstruction injustifiée de la part du Canada.

Il est tout à fait normal que le Canada expose les conditions qu'il estime nécessaires à de telles négociations. Il reste seulement à déterminer si ces conditions sont justes et raisonnables ou, au contraire, injustes et déraisonnables. Car, de part et d'autre, c'est la légitimité des positions et revendications de chaque partie qui, en regard du droit constitutionnel canadien aussi bien qu'en regard du droit international, fera la différence et permettra le succès ou l'échec de l'entreprise québécoise ou de la réplique fédérale.

Un refus fédéral de négocier sera justifié si la question référendaire n'est pas claire, univoque, et si l'appui qu'elle reçoit n'est pas suffisamment clair en regard de toutes les circonstances du vote. Cette clarté suppose, à mon avis, au moins la majorité absolue des Québécois ayant droit de vote. Et je ne crois pas que le gouvernement fédéral serait justifié d'aller au-delà de cette majorité, puisque son projet de loi, s'il est adopté, ne précise aucun autre seuil requis, que ce soit 55%, 60% ou les deux tiers de la population. D'autant plus qu'il ne s'agit que du point de départ d'une négociation dont l'aboutissement demeure très problématique, sinon imprévisible, et sujet à l'accord d'une majorité au moins des provinces et de la population canadienne. Sans compter que le Canada pourrait alors enfin se résoudre à proposer au Québec un arrangement constitutionnel acceptable.

⁶⁹ Dans une étude préparée pour le compte de l'Institut C.D. Howe.

Pourtant, 10 universitaires, allant de Jacques Beauchemin à Michel Seymour, en passant par Gérard Bouchard et Guy Rocher, tous fort respectables et respectés, ont publié dans *Le Devoir* du 17 décembre 1999, un texte intitulé « La dérive antidémocratique du gouvernement fédéral », qu'il y a lieu de reproduire entièrement :

[174]

« Nous avons pris connaissance de la décision du gouvernement fédéral de s'immiscer, par un projet de loi, dans le processus référendaire québécois. Emporté par l'ivresse d'une conjoncture qui lui est provisoirement favorable, le gouvernement fédéral risque de commettre une erreur irréparable en se laissant porter par la démesure. En démocratie, rien n'est plus dangereux que la manipulation opportuniste des règles du jeu. Chercher à faire triompher son point de vue en modifiant la procédure à la faveur d'un rapport de force que l'on pressent favorable à ses idées ouvre la porte à de graves débordements.

« En fixant, tout d'abord, le seuil d'appui à la souveraineté au-delà de 50% + 1, le gouvernement cherche à influencer le cours des choses afin de rendre inaccessible l'objectif de la souveraineté. Nous croyons que cette démarche est profondément antidémocratique et elle a été dénoncée par tous les partis politiques de l'Assemblée nationale. Nous croyons que dans le cadre d'un débat référendaire portant sur une question à laquelle il faut répondre par OUI ou par NON, la seule interprétation possible du principe démocratique est la règle de la majorité absolue, soit 50% + 1. Toute autre interprétation risque d'engendrer de graves injustices.

« Le processus référendaire doit sans doute être balisé par d'autres principes que le principe démocratique. Pour accéder à la souveraineté, le Québec doit faire plus qu'obtenir une majorité absolue lors d'un référendum. Le processus d'accession à la souveraineté doit être légitime et se faire en respectant la primauté de l'État de droit (il ne doit pas y avoir de vide juridique). Les droits des minorités linguistiques et culturelles, ainsi que les droits des peuples autochtones, doivent également être respectés. Les gouvernements devront aussi accepter de négocier en tenant compte des intérêts de tous (du Québec, du gouvernement canadien et des autres provinces). Mais même si l'obtention d'une majorité absolue doit aller de pair avec le respect de ces autres principes, la seule interprétation possible du principe démocratique demeure la majorité absolue. Et le gouvernement fédéral aura l'obligation constitutionnelle de négocier l'accession du Québec à la souveraineté si les Québécois votent à plus de 50 % en faveur de l'option souverainiste.

[175]

« Le gouvernement fédéral ne peut modifier impunément les règles du jeu référendaire après trois référendums. Et en l'absence de toute clause déjà présente dans la Constitution, il ne peut fixer arbitrairement un nouveau seuil, ou supposer que la règle suivie pour sortir de la fédération ne doit pas être la même que celle qui a été suivie pour entrer dans la fédération. Le gouvernement fédéral ne peut pas non plus, de manière cohérente, accorder un poids politique plus grand à la minorité, sous prétexte que le poids de la majorité est insuffisant, et il ne peut accorder plus de poids au vote antisouverainiste qu'au vote favorable à la souveraineté. Au-delà des positions politiques des uns et des autres, C'est l'intégrité même d'un principe démocratique fondamental qu'il faut défendre.

« L'avenir politique du Québec et du Canada ne tient pas seulement à ce que les Québécois décideront un jour pour eux-mêmes, mais aussi, et peut-être surtout, au respect des règles que toutes les sociétés démocratiques doivent scrupuleusement observer.

« Le gouvernement fédéral cherche en outre à s'immiscer dans le processus référendaire en se prononçant à l'avance sur le contenu de la question. Il s'agit pourtant d'une prérogative de l'Assemblée nationale. C'est elle qui, le moment venu, sera habilitée à déterminer la question qui devrait être posée à la population du Québec. Le gouvernement fédéral prétend que l'Assemblée nationale est libre de poser la question qu'elle veut. Mais en intervenant comme il le fait, il va à l'encontre de la pratique établie lors des précédents référendums. Et surtout, il cherche à imposer au gouvernement du Québec une question référendaire formulée en des termes qui lui conviennent. Il ne veut donc pas laisser au Québec la liberté de choisir lui-même la question. Il veut au contraire s'arroger un droit de veto. En ce sens, le projet de loi du gouvernement fédéral nie le droit du Québec à l'autodétermination.

« Enfin, le gouvernement fédéral agit de manière irresponsable en signalant que la question du territoire devra faire partie des sujets devant être abordés lors des négociations. Ce faisant, le gouvernement fédéral ne tire pas les bonnes leçons de l'histoire contemporaine et il va nettement à l'encontre de la pratique actuelle du [176] droit international. Mais, plus gravement encore, il cherche à encourager le mouvement partitionniste. Cet aspect du projet de loi est particulièrement odieux et trahit la volonté du gouvernement fédéral de maintenir un rapport de domination sur le Québec.

« En conséquence, nous demandons au gouvernement fédéral, qu'il renonce à son projet de transformer les règles référendaires québécoises.

Jacques Beauchemin, Gérard Bouchard, Gilles Bourque, Serge Cantin, Denys Delâge, Gilles Gagné, Daniel Jacques, Jane Jenson, Guy Rocher, Michel Seymour. »

Si la règle de la majorité se discute en effet -bien que les auteurs ne fassent pas la différence entre la majorité absolue (50% + 1 des personnes ayant le droit de vote) et la majorité simple (50% + 1 des personnes ayant validement exercé leur droit de vote - à n'est pas nécessairement antidémocratique d'exiger une majorité qualifiée (plus que simplement la majorité absolue) pour modifier une constitution ou se retirer d'un État fédéral.

Quant à la clarté de la question, c'est une exigence fondamentale que le gouvernement fédéral a raison de faire valoir. Il n'en résulte aucune ingérence dans les prérogatives de l'État québécois. Il n'est pas question ici de veto ou de désaveu.

Sur la question du territoire et la possibilité de partition, c'est une question délicate certes, mais sérieuse, qu'on ne saurait passer sous silence, balayer sous le tapis, sans faire montre d'imprévoyance et d'un manque de sagesse élémentaire.

Sur ces questions, je partage l'avis du politicologue de l'Université Laval, Jean-Pierre Derriennic, dans *Le Devoir* du 20 décembre 1999 :

« La loi de la majorité, même définie correctement, n'est pas "*la règle universelle de la démocratie*". C'est une règle parmi d'autres, qui a de nombreuses exceptions. Beaucoup de constitutions exigent des majorités qualifiées ou multiples pour prendre certaines [177] décisions. Dans les pays qui utilisent des modes de scrutin proportionnels, la plupart des députés sont élus avec beaucoup moins de la moitié des voix. Et ce gouvernement péquiste qui proclame le caractère absolu de la loi de la majorité a lui-même gagné l'an dernier une élection avec moins de votes que son adversaire principal. La loi de la majorité n'a donc rien d'universel, elle convient à certaines décisions et pas à d'autres. je ne sais pas combien de votes en faveur de l'indépendance du Québec sont nécessaires pour que

celle-ci ait lieu sans trop de difficultés. Mais je suis sûr que l'affirmation "*une voix de majorité suffit*" est une absurdité.

« Un résultat référendaire comporte toujours une marge d'incertitude, à cause des bulletins nuls ou des erreurs d'inscription sur les listes électorales. Une voix de majorité ne signifie pas "*telle est la volonté du peuple*", mais "*le peuple est divisé, si on avait voté la veille ou le lendemain, le résultat aurait pu être l'inverse, donc il vaut mieux différer la décision*". Une majorité très faible est le pire résultat que puisse donner un référendum portant sur une question fondamentale comme l'adoption d'une constitution ou la création d'un État. Ce n'est pas là une question juridique, mais une difficulté politique, qu'aucune règle arbitraire ne permet de surmonter. Fixer à l'avance une majorité qualifiée ne permet pas non plus d'éviter cette difficulté, qui continue à exister si le résultat se trouve quelques voix au-dessus ou au-dessous du chiffre choisi.

« Les lois du Canada et celles du Québec sont donc sages de prévoir des référendums qui sont consultatifs, ce qui signifie que les responsables politiques doivent en évaluer les résultats avant d'en tirer des conséquences. Pour quelques référendums d'indépendance tenus dans d'autres pays, on a exigé une majorité qualifiée ou une majorité des électeurs inscrits plutôt que des suffrages exprimés. Dans d'autres cas on n'a pas fait ce type de règle, non par respect pour "*cinquante pour cent plus un*", mais parce que tout le monde savait à l'avance que le résultat serait beaucoup plus élevé que la moitié des voix. Il est difficile de trouver ailleurs dans le monde des nationalistes assez irresponsables pour tenter de créer un nouvel État avec le soutien de seulement la moitié de ses habitants et contre l'autre moitié.

[178]

« Quelques porte-parole nationalistes menacent de dénoncer le Canada devant l'opinion publique internationale. J'espère qu'ils le feront. Ils pourront ainsi se faire expliquer qu'il y a dans la démocratie bien d'autres principes que "*Cinquante pour cent plus un* " et que leur utilisation de la notion d'autodétermination est simpliste.

« Cette notion n'a pas pour conséquence que l'Assemblée nationale aurait le droit de définir seule la procédure par laquelle serait prise la décision de faire du Québec un État indépendant. Dans une fédération, l'abolition d'un des deux niveaux de gouvernement ne peut pas être la compétence exclusive de l'autre niveau de gouvernement. Il n'y a donc rien de scandaleux dans le fait que le gouvernement fédéral donne son avis sur la procédure par laquelle serait décidée sa propre abolition au Québec. Il serait normal qu'il participe à la définition de cette procédure.

« La décision de faire du Québec un État indépendant n'appartient pas aux Québécois seuls ; c'est, là encore, une interprétation erronée de la notion d'autodétermination. Les Québécois sont les premiers concernés par cette décision ; ils ne sont pas les seuls concernés par elle. Tant que le Québec n'est pas indépendant, nous sommes trente millions de concitoyens qui avons des obligations les uns envers les autres. L'indépendance du Québec aurait des conséquences, financières, juridiques et autres, pour tous les Canadiens, pas seulement pour ceux qui habitent au Québec. Une procédure de décision juste devrait tenir compte de manière équitable des opinions, des intérêts et des droits des uns et des autres.

« *"Cinquante pour cent plus une voix est la règle universelle de la démocratie"* est une sottise. *"La décision de l'indépendance appartient aux Québécois seuls"* est contraire à la justice la plus élémentaire. Puisque certains prétendent que ces deux affirmations font partie du *"consensus québécois"*, je tiens à dire que je suis en dehors de ce consensus. »

Selon Alain Pellet, juriste français expert en droit international, « En regard du droit international public, une négociation sur les frontières est possible ». Le ministre Stéphane Dion a, pour sa part, déclaré : « Les frontières pourraient être négociées », et, il se [179] pourrait « que la démocratie et la recherche sincère de la justice pour tous ne rendent la séparation possible qu'au moyen d'un accord sur une modification des frontières. Mais le projet de loi n'offre aucune certitude en ce sens. » Par ailleurs, le ministre a souligné que le projet de loi ne reprenait pas la position « selon laquelle les peuples autochtones habitant le Québec auraient le droit de "continuer de faire partie du Canada" en cas de sécession de la province. »

***B - Le projet de loi provincial (no 99)
sur l'exercice des droits fondamentaux
et des prérogatives du peuple québécois
et de l'État du Québec.***

« CONSIDÉRANT que le peuple québécois possède des caractéristiques propres et témoigne d'une continuité historique enracinée dans son territoire sur lequel il exerce ses droits par l'entremise d'un État national moderne doté d'un gouvernement, d'une assemblée nationale et de tribunaux indépendants et impartiaux ;

CONSIDÉRANT que l'État du Québec est fondé sur des assises constitutionnelles qu'il a enrichies au cours des ans par l'adoption de plusieurs lois fondamentales et par la création d'institutions démocratiques qui lui sont propres ;

CONSIDÉRANT que le Québec a constamment affirmé son respect des droits et libertés de la personne ainsi que des droits de la communauté anglophone et des nations autochtones du Québec ;

CONSIDÉRANT que le Québec reconnaît l'apport des Québécoises et des Québécois de toute origine à son développement ;

CONSIDÉRANT que l'Assemblée nationale est composée de députés élus au suffrage universel par le peuple québécois et qu'elle tient sa légitimité de ce peuple dont elle constitue le seul organe législatif qui lui soit propre ;

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'Assemblée nationale, en tant que dépositaire des droits et des pouvoirs historiques et [180] inaliénables du peuple québécois, de le défendre contre toute tentative de l'en spolier ou d'y porter atteinte ;

CONSIDÉRANT que l'Assemblée nationale n'a pas adhéré à la Loi constitutionnelle de 1982, adoptée malgré son opposition ;

CONSIDÉRANT que le Québec fait face à des gestes du gouvernement fédéral, dont une initiative législative, qui mettent en cause la

légitimité, l'intégrité et le bon fonctionnement de ses institutions démocratiques nationales ;

CONSIDÉRANT que, devant la situation ainsi créée, il y a lieu de réaffirmer le principe fondamental en vertu duquel le peuple québécois est libre d'assumer son propre destin, de déterminer son statut politique et d'assurer son développement économique, social et culturel ;

CONSIDÉRANT que, par le passé, ce principe a trouvé à plusieurs reprises application, plus particulièrement lors des référendums tenus en 1980, 1992 et 1995 ;

CONSIDÉRANT qu'il est également nécessaire, à ce moment de l'histoire du Québec, de réaffirmer les acquis collectifs du peuple québécois, les responsabilités de l'État du Québec ainsi que les droits et les prérogatives de l'Assemblée nationale à l'égard de toute question relative à l'avenir de ce peuple ;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

« CHAPITRE II DU PEUPLE QUÉBÉCOIS

1. Le peuple québécois peut, en fait et en droit, disposer de lui-même. Il est titulaire des droits universellement reconnus en vertu du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.
2. Seul le peuple québécois a le droit de choisir le régime politique et le statut juridique du Québec.

[181]

3. Seul le peuple québécois, par l'entremise des institutions politiques qui lui appartiennent en propre, a le droit de statuer sur la nature, l'étendue et les modalités de l'exercice de son droit à disposer de lui-même.

Toute condition ou modalité d'exercice de ce droit, notamment la consultation du peuple québécois par un référendum, n'a d'effet que si elle est déterminée suivant le premier alinéa.

4. Lorsque le peuple québécois est consulté par un référendum tenu en vertu de la Loi sur la consultation populaire, l'option gagnante est celle qui obtient la majorité des votes déclarés valides, soit cinquante pour cent de ces votes plus un vote.

« CHAPITRE II

DE L'ÉTAT DU QUÉBEC

5. L'État du Québec tient sa légitimité de la volonté du peuple qui habite son territoire.

Cette volonté s'exprime par l'élection au suffrage universel de députés à l'Assemblée nationale, à vote égal et au scrutin secret en vertu de la Loi électorale ou lors de référendums tenus en vertu de la Loi sur la consultation populaire.

La qualité d'électeur est établie selon les dispositions de la Loi électorale.

6. L'État du Québec est souverain dans les domaines de compétence qui sont les siens en vertu des lois et des conventions de nature constitutionnelle.

Le gouvernement a le devoir de soutenir l'exercice de ces prérogatives et de défendre en tout temps et partout leur intégrité, y compris sur la scène internationale.

7. L'État du Québec est libre d'adhérer à tout traité, convention ou entente internationale qui touche à sa compétence constitutionnelle.

Dans ses domaines de compétence, aucun traité, convention, entente ou loi ne peut le lier à moins qu'il n'y adhère formellement par la voix de l'Assemblée nationale ou du gouvernement selon les dispositions de la loi.

Il peut également, dans ses domaines de compétence, transiger avec des États étrangers et assurer sa représentation à l'extérieur du Québec.

« CHAPITRE III

DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

8. Le territoire du Québec et ses frontières ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

Le gouvernement doit veiller au maintien et au respect de l'intégrité territoriale du Québec

9. L'État du Québec exerce sur le territoire québécois et au nom du peuple québécois tous les pouvoirs liés à sa compétence et au domaine public québécois.

L'État peut aménager, développer et administrer ce territoire et plus particulièrement en confier l'administration déléguée à des municipalités ou d'autres entités mandatées par lui, le tout conformément à la loi, y compris dans le respect des droits des nations autochtones du Québec

« CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

10. L'État du Québec et l'Assemblée nationale ne sont liés, en ce qui concerne l'exercice du droit fondamental et inaliénable du peuple québécois à disposer de lui-même, que par les dispositions de la présente loi et des autres lois applicables de l'Assemblée nationale.

Aucun autre parlement ou gouvernement ne peut réduire les pouvoirs, l'autorité, la souveraineté et la légitimité de l'Assemblée nationale. » (Souligné par moi)

[183]

Le Premier ministre Lucien Bouchard, dans une déclaration télévisée, a dénoncé le projet fédéral comme un « assaut contre le bon sens et la démocratie ». Et il a déposé ce projet de loi affirmant « le droit des Québécois à disposer d'eux-mêmes », un projet de loi qu'il voulait « rassembleur » : « En suscitant un consensus aussi large que possible, nous espérons qu'à pourra ainsi acquérir valeur de charte de nos droits politiques et collectifs. » Et il concluait son allocution en invitant ses concitoyens à manifester leur appui « afin que nous puissions tous ensemble, d'une seule voix, dire aux parlementaires d'Ottawa que nous seuls (les Québécois) pouvons décider, en toute légitimité, de notre avenir. »

Or ce projet de loi affirme que le peuple québécois existe (ce qui n'est vrai qu'en donnant à « peuple » la signification de « population ») ⁷⁰ ; qu'il exerce ses droits par l'entremise d'un seul État national (alors qu'il exerce aussi ses droits par l'entremise de l'État fédéral dont à fait partie) ; que le Québec a constamment affirmé son respect des droits des nations autochtones du Québec (alors que ce respect est assez récent et plutôt incomplet) ; que le gouvernement fédéral met en cause la légitimité, l'intégrité et le bon fonctionnement de ses institutions démocratiques nationales (ce qui reste à démontrer) ; que le peuple québécois est libre de déterminer son statut politique (ce qui ne

⁷⁰ Le 9 février 2000, l'ancien Premier ministre québécois, Jacques Parizeau - pour qui j'ai par ailleurs beaucoup d'estime - parlait à la télévision, à propos de ce projet de loi, de « peuple juridique ». Je serais tenté de lui répliquer gavrochement : qu'est-ce que ça mange en hiver, un peuple juridique ? - C'est Robert Bourassa, un autre Premier ministre du Québec - pour qui j'ai aussi beaucoup d'estime, voire d'amitié - qui, parlant du Canada cette fois, disait qu'il était « le pays juridique », ce qui était un peu plus juste, le pays de cœur de la plupart des Québécois étant bien sûr le Québec. Comme quoi, une fois de plus, les mêmes mots peuvent signifier autre chose, même rien du tout, selon le contexte.

correspond pas à la réalité ni juridique, ni politique, ni sociologique) ; que le peuple québécois peut, en fait et en droit, disposer de lui-même, étant titulaire du droit universellement reconnu à l'autodétermination (ce qui est faux) ; que seul le peuple québécois a le droit de choisir le régime politique et le statut juridique du Québec (ce qui est encore faux, tant en droit constitutionnel qu'en droit international) ; que seul le peuple québécois a le droit de statuer sur la nature, l'étendue et les modalités de l'exercice de son droit à disposer de lui-même (ce qui n'est pas plus vrai) ; qu'il suffit d'une majorité simple pour déterminer [184] l'option gagnante en vertu de la loi québécoise sur les référendums (ce qui est vrai, mais insuffisant en matière constitutionnelle) ; que l'État du Québec tient sa légitimité de la volonté du peuple québécois (alors qu'il le tient de la Constitution de 1867 qui lui fut octroyée par volonté impériale et non pas par la volonté populaire) ; qu'il veut respecter les droits des nations autochtones du Québec (mais sans préciser quels sont ces droits) ; que l'État du Québec n'est lié, en ce qui concerne l'exercice du droit fondamental et inaliénable du peuple québécois à disposer de lui-même, que par les dispositions dudit projet de loi et des autres lois applicables de l'Assemblée nationale (alors que le Québec est soumis aux lois constitutionnelles canadiennes de 1867 et de 1982).

Alors quoi !

Malheureusement, je dois reconnaître que je suis en désaccord avec la déclaration suivante que René Lévesque faisait le 11 juin 1980 ⁷¹, quand il était Premier ministre du Québec, peu de temps après le premier référendum tenu sur la souveraineté du Québec : « Quel qu'en a été le résultat (du référendum du 20 mai 1980), il est maintenant incontesté et incontestable que le Québec constitue une communauté nationale distincte, qui peut choisir elle-même, sans intervention extérieure, son statut constitutionnel. Ce droit de contrôler soi-même son destin national est le droit le plus fondamental que possède la collectivité québécoise. » Malgré tout le respect, l'admiration et l'affection que j'ai toujours eu envers René Lévesque, il se trompe en affirmant que la communauté québécoise est une nation et que le Québec jouit du droit d'autodétermination, si, comme cela semble être

⁷¹ Et que le gouvernement du Québec publiait dans une pleine page des journaux du 15 décembre 1999.

le cas, il entendait par là le droit d'un peuple à l'indépendance ou à la pleine souveraineté, et non seulement un droit à l'autonomie interne.

Pour un fédéraliste, cette prétention nationale apparaît comme une imposture et les chantres du nationalisme québécois semblent être des politiciens de mauvaise foi, de petits astucieux, qui trompent leurs gens en leur faisant croire qu'ils sont un [185] peuple, une nation, et que, par conséquent, ils jouissent du droit d'avoir leur propre pays bien à eux, un pays normal pour peuple normal.

La vérité est que ces nationalistes - je le sais, j'en suis ⁷² - sont sincères et croient vraiment qu'il suffit d'être un peuple majoritaire prêt à intégrer les peuples minoritaires qui habitent leur pays, un peuple avenant et accueillant envers tous, pour absorber tous les autres : est Québécois qui veut, c'est-à-dire sont Québécois ceux que les Québécois veulent comme Québécois, tous les habitants du Québec, bon gré, mal gré.

C'est un cas d'hypnose nationale vraiment étrange. Le rêve d'indépendance des Franco-Québécois est si vieux, si fort, si tenace, qu'à s'impose aux nationalistes québécois comme faisant partie de leur personnalité même, de leur identité ; ceux des Franco-Québécois qui ne partagent pas ce rêve, cet idéal, cette vision, sont « colonisés, aliénés ou traîtres ».

Les mises en garde de nombreux sociologues, dont Dumont, et politicologues, n'ont pas réussi à déconstruire ce mythe de la « nation québécoise ». Il est grand temps de voir les choses telles qu'elles sont, de voir la réalité en face, et d'agir en conséquence !

⁷² Et le demeure, même sur mon chemin de Damas.

[186]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise
II. Voir les choses en face

14

Une république québécoise : pourquoi pas ?

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 février 2000, fête de l'amour, j'adressais à la Commission parlementaire des institutions québécoises le mémoire sur le projet de loi 99, portant sur la nation québécoise.

« À mon humble avis, la présentation de ce projet de loi est une double erreur de fond et de stratégie.

« Le projet de loi met la charrue avant les bœufs.

« La nation québécoise n'existe pas, elle est à faire.

« Et la meilleure façon d'y arriver serait, à mon avis, l'adoption d'une Constitution républicaine pour le Québec. Cette adoption pourrait s'avérer l'acte fondateur de la nation québécoise, elle en serait la pierre d'assise.

« Vous trouverez ci-joint, une ébauche d'un projet de constitution et sa procédure d'adoption. »

PROJET DE CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE QUÉBÉCOISE

Nous, descendants des Premières nations autochtones établies depuis des temps immémoriaux sur le territoire formant actuellement la province canadienne de Québec ;

[187]

Descendants des colons français enracinés depuis quatre siècles en Amérique du Nord sur ce territoire devenu la Nouvelle-France, puis une colonie britannique ;

Descendants des militaires et des colons anglais et américains établis sur ce territoire après sa conquête ;

Descendants des nombreux immigrants venus des Amériques, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie, et immigrants nouvellement établis en terre québécoise ;

Nous tous, formant le peuple québécois reconnaissant que les Québécois francophones ont une longue histoire d'acharnement à défendre leur identité collective et leur autonomie politique jusque dans l'acceptation d'une constitution fédérative binationale qui devait s'avérer un leurre ;

Devant le refus intransigeant de l'État canadien de reconnaître la nation franco-québécoise et de lui faire une place convenable dans sa Constitution ;

Résolus à sortir de l'impasse résultant de l'adoption de la nouvelle Constitution de 1982 sans notre consentement ;

Désirant vivre dans une société pluraliste, solidaire, prospère et responsable de son avenir collectif ;

Convaincus que les aspirations des êtres humains au bonheur, à la liberté, à la justice, à la dignité, à l'intégrité, à la sécurité, ainsi qu'à des conditions de vie et de travail décentes et équitables, doivent être au cœur des valeurs et des objectifs de notre société ;

Conscients que nos obligations envers les futures générations nous imposent d'assurer, par des politiques de développement durable, le respect de l'environnement et la pérennité des écosystèmes et des ressources ;

Persuadés que la démocratie est le seul régime politique valable et doit reposer sur la laïcité des institutions publiques, la séparation des pouvoirs, la participation de tous les citoyens à la [188] vie socio-économique, politique et culturelle, ainsi que sur le droit à l'information et sur les libertés de parole, de presse et d'association ;

Rejetant l'utilisation de la violence, refusant toute forme de discrimination et d'exclusion, respectant les droits individuels et collectifs et recherchant un juste équilibre entre les deux ;

Voulant assurer l'accès à l'éducation, à la santé, au travail, à la culture et favorisant ainsi l'égalité des chances de notre société ;

Affirmant notre volonté d'instaurer à tous égards et de faire prévaloir en toute chose l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

Reconnaissant le droit des nations autochtones du Québec à l'autodétermination interne ainsi qu'au maintien et au développement de leur identité propre en assurant le progrès de leurs communautés ;

Exprimant notre détermination à construire une société plus solidaire, à combattre la pauvreté et les inégalités, à mieux partager la richesse et à réconcilier progrès économique et justice sociale ;

Réitérant notre adhésion à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et à la Charte des Nations Unies ;

Déclarons vouloir vivre ensemble comme une nation libre, utilisant la langue française comme langue officielle et reconnaissant aux peuples anglophone et autochtones l'usage de leur langue maternelle et le maintien de leurs droits linguistiques tels qu'ils sont reconnus dans la Charte de la langue française de 1977 ;

Réitérons notre attachement aux droits de la personne, aux libertés fondamentales, aux valeurs démocratiques et à nos institutions politiques fondées sur la souveraineté populaire et la règle de droit ;

Offrons aux Canadiens de maintenir avec eux une union économique et politique d'essence confédérale, qui préserve la citoyenneté et les symboles distinctifs du Canada et qui exerce des [189] compétences conjointes selon des modalités arrêtées dans le cadre de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA) ;

Nous tous, citoyens du Québec, adoptons les dispositions constitutionnelles suivantes.

1. Le peuple québécois comprend le peuple québécois de langue française et de culture québécoise, le peuple canadien de langue française et de culture québécoise, le peuple québécois de langue anglaise et de culture québécoise et les peuples autochtones québécois.
2. Le peuple québécois est souverain et il peut exercer sa souveraineté en association avec d'autres peuples, au sein d'une union fédérale ou confédérale, à laquelle à peut adhérer librement.
3. Il exerce sa souveraineté au sein des institutions parlementaires, administratives et judiciaires établies en vertu de la présente Constitution.
4. Il forme une république qui ne peut être divisée qu'en conformité de la Constitution.
5. Le chef de l'État est le président de la République désigné par une majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, formés des députés élus par l'ensemble des citoyens ayant droit de vote dans chaque circonscription électorale, et des deux tiers du Conseil législatif représentant les diverses régions administratives du Québec, la minorité nationale anglophone et les nations autochtones.

6. Aussi longtemps que l'État du Québec sera régi par les Lois constitutionnelles de 1867 et de 1982 du Canada, le président de la République sera le lieutenant-gouverneur désigné en vertu de ces lois.
7. La République est laïque, mais les religions catholique, protestante, et autochtones, ainsi que les religions auxquelles ses ressortissants sont fidèles, notamment les religions juive, musulmane, hindoue et bouddhiste, sont reconnues et leurs [190] fidèles jouissent de la liberté de culte pourvu qu'ils l'exercent en conformité des principes fondamentaux des droits de la personne, tels que proclamés dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Les biens de ces églises ne sont pas taxables et chacune peut dispenser un enseignement religieux dans le cadre des institutions publiques d'enseignement, selon le temps également imparti à chacune, aux frais de l'État, pourvu que chaque classe soit constituée d'au moins dix élèves. Ces églises peuvent aussi voir elles-mêmes à dispenser leur propre enseignement dans les endroits de leur culte, en dehors des heures normales de scolarité, et ce librement et à leur frais. Tous les élèves du niveau secondaire doivent aussi recevoir un enseignement d'une heure par semaine sur l'histoire des religions et les valeurs civiques.
8. Le peuple québécois jouit du droit de disposer de lui-même en vertu du droit constitutionnel canadien aussi longtemps qu'il est régi par lui, et en vertu du droit international, notamment du principe des nationalités et de l'égalité des nations.
- 9a) Aussi longtemps que le Québec est régi par les lois constitutionnelles du Canada, les citoyens du Québec jouissent de la double citoyenneté, québécoise et canadienne, et peuvent se

prévaloir d'un passeport québécois et d'un passeport canadien.

- 9b) La représentation du Québec, auprès des autres nations et organismes internationaux, est assurée par les services diplomatiques du Canada et ceux du Québec.
- 10a) Aussi longtemps que le Québec est régi par les lois constitutionnelles actuelles, les institutions politiques canadiennes administrent, pour le compte du Québec et des autres provinces canadiennes, l'armée, une gendarmerie nationale, une garde côtière, les services de douanes et de protection des frontières communes, un service postal, une banque centrale, et le Québec paiera sa quote-part, proportionnellement à sa population et à ses revenus, de la même manière que les autres provinces canadiennes, soit sous forme de taxes ou de contributions.

[191]

- 10b) L'État central assume aussi le service judiciaire relatif à ses compétences propres, ainsi qu'une Cour suprême constitutionnelle formée de quatre juges nommés par le gouvernement du Canada, quatre juges nommés par le gouvernement du Québec, et d'un juge en chef désigné par les autres membres de la Cour, chacun pour un mandat de dix ans. Cette Cour tranche tous les litiges d'ordre constitutionnel naissant entre les États membres de la Fédération canadienne.
- 11. Le Québec participe à l'élection des membres de la Chambre des communes proportionnellement à sa population habile à voter.

12. Les membres québécois du Sénat canadien sont désignés par le gouvernement du Québec.
13. Les membres de l'Assemblée nationale du Québec sont élus à la majorité simple, proportionnellement à la population de chaque circonscription. Cependant, un nombre maximum de 20 % de l'Assemblée sera déterminé de façon à assurer la plus grande proportionnalité possible entre le vote accordé aux partis politiques et le nombre d'élus à la majorité simple, sur une liste préparée à cette fin par chaque parti politique reconnu ayant obtenu au moins 5 % du vote.
- 14a) Un Conseil législatif est constitué et composé d'un représentant élu par chaque région administrative du Québec, d'un représentant anglophone désigné par un Conseil de la communauté anglophone, d'un représentant désigné par un Conseil des communautés culturelles, d'un représentant de la nation inuit, d'un représentant des nations autochtones anglophones autres qu'inuit et d'un représentant des nations autochtones francophones.
- 14b) Ce Conseil législatif a les mêmes pouvoirs vis-à-vis l'Assemblée nationale que le Sénat du Canada vis-à-vis la Chambre des communes.
15. Des référendums peuvent être tenus en vertu de la Loi sur la consultation populaire, soit à la demande du gouvernement du Québec, soit à la demande d'une majorité des membres du Conseil législatif.

[192]

- 16a) La République québécoise est souveraine dans les domaines relevant de la compétence de son Assemblée nationale et de son Conseil législatif, compte tenu de ses engagements avec le reste du Canada ou le reste du monde.
- 16b) La République québécoise est libre d'adhérer à tout traite, convention ou entente internationale qui touche à sa compétence constitutionnelle.
- 16c) Dans ces domaines, la République québécoise ne peut être liée à moins qu'elle n'y adhère formellement par son Parlement ou son Gouvernement.
- 17. Les nations autochtones jouissent du droit d'autodétermination interne, sous réserve des dispositions de la Charte constitutionnelle des droits et libertés de la personne.
- 18a) Aussi longtemps que le Québec sera régi par les lois constitutionnelles actuelles, les anglophones auront les mêmes droits linguistiques qui leur sont déjà reconnus par la Charte de la langue française et la Charte canadienne des droits de la personne.
- 18b) Lorsque le Québec aura récupéré son entière autonomie en matières linguistique, culturelle, et sociale, les citoyens québécois anglophones conserveront leurs mêmes droits linguistiques, à l'exception de l'adoption des lois et règlements de la République et de ses instances administratives, laquelle se fera exclusivement en français, sauf dans les districts, comtés ou municipalités bilingues.

18c) Une municipalité sera bilingue si c'est la volonté des deux tiers de sa population exprimé par un référendum local, municipal ou régional. Ce statut ne pourra être modifié sans le processus identique inverse.

18d) La Charte de la langue française fait partie de la présente constitution, de même que la Charte sur les droits et libertés de la personnes.

[193]

18e) La langue de chaque nation autochtone est la langue officielle sur le territoire traditionnel de cette nation, de même que la langue française ; l'anglais pourra aussi être adopté comme autre langue officielle d'une nation si les deux tiers de sa population le désire.

19a) Toute l'administration de la justice, à l'exclusion des matières relevant de la compétence des autorités fédérales, relève de la République québécoise.

19b) Les juges sont désignés par le Cabinet des ministres sur la proposition du ministre de la Justice, après la tenue d'un concours ouvert à tous les avocats ayant dix années de pratique au Barreau du Québec.

19c) Les juges en chef et leurs adjoints sont désignés, pour un mandat de sept ans non renouvelable, par l'ensemble des juges de la juridiction concernée.

20. Les citoyens québécois sont égaux, quelque soit leur sexe, leur race ou leur religion. Leurs droits, libertés et responsabilités sont déterminés par la Charte constitutionnelle des

droits, libertés et responsabilités des personnes et des collectivités.

21a) La présente Loi constitutionnelle entrera en vigueur après qu'une Commission constituante l'aura proposée et débattue dans chaque région administrative et dans chaque nation autochtone du Québec, et qu'elle aura été ratifiée par un vote des deux tiers de la population, en référendum, par la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale et par la majorité absolue des membres du Conseil législatif.

21b) Elle peut être modifiée de la même manière.

21c) La question référendaire doit être claire ; cette clarté doit être reconnue par un avis du plus haut Tribunal du Québec, à moins qu'elle ne soit admise par le chef de l'opposition officielle.

[194]

21d) La Commission constituante sera composée de la même façon que le Conseil législatif, sauf que les représentants des régions administratives seront désignés conjointement par le chef du gouvernement et le chef de l'opposition officielle. Les secrétaires de la Commission seront Jean-François Lisée, Me Jean Allaire et Claude Ryan. Les secrétaires auront droit de vote aux séances de la commission.

22. Ce projet de Constitution de la République québécoise, une fois adopté par les différentes instances, est adressé au Gouvernement du Canada comme demande de modification de la Constitution canadienne, et il n'entre en vigueur que sur proclamation du Président de la République, son lieutenant-

gouverneur en vertu de la Constitution actuelle, trois ans après l'envoi dudit projet au Gouvernement du Canada.

23. Aucun référendum ne peut être tenu sur la sécession du Québec dans les dix années suivant la promulgation de la présente Constitution.
24. Etc.

[195]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

ÉPILOGUE

SUR LA PURETÉ

[Retour à la table des matières](#)

Ce que je sais en définitive c'est qu'il faut douter de tout.

Jadis Jean Lesage avait affirmé qu'il avait la possession tranquille de la vérité, ce qui l'autorisait à imposer aux membres du Parti libéral du Québec des corridors de pensée au-delà desquels ils risquaient l'exclusion. J'avais réagi à cette trahison de l'esprit libéral et réformiste par un article qui fit sensation dans *La Presse* du temps, en 1966 je crois, et dont le titre était : « J'ai honte de mon parti. »

Je dis encore aujourd'hui que ce qui importe le plus c'est de garder l'esprit ouvert. Il faut avoir horreur des doctrines absolues.

Le nationalisme a trop souvent tendance à s'ériger en doctrine pure et dure, en église hors de laquelle il n'y a point de salut ; en voie unique, pensée unique, voix unique, toutes les dissidences devant être dénoncées comme des trahisons.

Cette voie n'a pas d'avenir au Québec, ni nulle part ailleurs au XXI^e siècle. De plus en plus l'intolérance sera intolérable.

Ce n'est pas en agitant des drapeaux qu'on assurera au Québec un avenir meilleur. Mais en voyant les choses bien en face. Prendre la

bonne mesure de la réalité et rechercher les solutions les meilleures, les plus réalistes, les plus réalisables.

[196]

Il ne suffit pas de modifier l'appellation de notre Assemblée législative en Assemblée nationale, n'y d'adopter un drapeau national, ni de transformer la Saint-Jean-Baptiste en fête nationale, ni de posséder des archives nationales, pour qu'existe la nation québécoise.

Il faut d'abord s'interroger : la nation québécoise existe-t-elle ?

Pavoiser, faire comme si, c'est une tromperie : se tromper soi-même et, ce qui est pire, tromper les autres. Une usurpation, une imposture.

Il faudra commencer par s'imposer un peu plus de rigueur intellectuelle et épurer notre langage de ses contresens : la principale banque canadienne-française s'appelle la Banque Nationale... du Canada ! Il faut le faire !

Et notre cour de justice de première instance (qui comprend une chambre civile et une chambre pénale pour les affaires et les crimes de moindre importance, ainsi qu'une chambre de la jeunesse et une chambre administrative de compétence provinciale) s'appelle la Cour du Québec, comme si les autres cours (Cour supérieure, Cour d'appel) n'étaient pas des cours québécoises. Pourrait-on imaginer une Cour de France, une Cour d'Angleterre, qui serait fréquentée par des juges, des avocats, des justiciables, et non des princes et des courtisanes ?

Pourrait-on trouver ailleurs qu'au Québec un parti politique sérieux qui s'arrogerait la dénomination de « Parti québécois », au détriment de tout autre parti politique québécois ? Imagine-t-on un Parti français, un Parti anglais, un Parti américain ? Et ce parti, dont je fus un des fondateurs, ne sombra pas pour autant dans le ridicule, bien au contraire !

C'est avec de tels abus de langage que le nationalisme québécois fait obstacle à l'avènement de la nation même dont il se réclame.

L'ÉTAPISME

Dans l'état actuel des choses et des mentalités, avec ou sans référendum, une déclaration unilatérale d'indépendance du [197] Québec est impensable : c'est un cul de sac, une dangereuse folie, une provocation irresponsable. La seule voie est la négociation, entreprise par un gouvernement ayant obtenu par référendum un mandat clair de négocier l'accession à la souveraineté.

L'étapisme est la seule voie, pas à pas, petits pas par petits pas, vers l'indépendance du Québec, comme le Canada a obtenu sa propre indépendance du Royaume-Uni. Par des arrangements administratifs, par des délégations de pouvoirs, par des amendements constitutionnels de temps à autre et en temps et lieu, ou par une négociation globale le moment venu. Toute autre voie est illusoire, pernicieuse, ruineuse.

Il nous faudra bien un jour avoir la sagesse de reconnaître nos limites, plutôt que d'entretenir une schizophrénie sous prétexte de combattre un complexe d'infériorité ou une aliénation de colonisé.

La psychiatrie n'est pas une politique et ne peut tenir lieu de droit. Le mouvement indépendantiste québécois aurait mieux fait de vérifier l'état du droit et les données politiques de l'accession à la souveraineté, plutôt que partir en croisade émotive et fantasmagorique.

Trudeau n'a pas toujours eu tort, ni Lévesque raison.

Il est encore temps de se ressaisir et de se créer un projet de société réaliste.

Je ne suis qu'un vieux juge à la retraite et j'invoque la gravité de la circonstance comme circonstance atténuante de mon impudence. Mais j'implore mes amis indépendantistes et fédéralistes de chercher la voie d'une réconciliation nationale.

LE TRAIT D'UNION !

Beaucoup croient, parmi les fédéralistes québécois ou canadiens, que les questions référendaires du Parti québécois portant sur une forme de souveraineté du Québec et d'association ou partenariat avec le reste du Canada, sont des astuces, des supercheries pour arracher un vote majoritaire.

[198]

Moi qui connais bien les Péquistes, je dis que ceux qui pensent ainsi commettent une erreur et que cette erreur est grave car elle est porteuse d'un immense et désastreux malentendu au niveau national.

Les purs et durs de l'indépendance sont une faction, importante certes et très active, mais minoritaire au sein du Parti québécois. Ce sont les héritiers du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et de Pierre Bourgault qui, après leur ralliement au PQ, fondé sous le nom de Mouvement Souveraineté-Association (MAS), n'ont eu de cesse de combattre le trait d'union pour revendiquer, comme objectif premier du Parti, l'indépendance pure et simple.

Mais la majorité des membres du Parti québécois et des souverainistes québécois sont justement des souverainistes-associationnistes et non des indépendantistes. Ce sont réellement des confédéralistes ⁷³ désirant une nouvelle forme d'union canadienne, voire des fédéralistes désirant pour le Québec un statut particulier au sein d'un Canada nouveau, un statut très particulier, tel que déjà défini par Paul Gérin-Lajoie, Claude Ryan, Jean Allaire, grâce auquel Québec jouirait d'une très large autonomie interne.

Dans ces conditions, pourquoi exiger, sous prétexte de clarté (!!!), que la question d'un prochain référendum porte sur la sécession ou séparation du Québec du reste du Canada, alors que ce que veut la majorité des souverainistes c'est une nouvelle union, une révision substantielle de la constitution canadienne dans le sens d'un fédéralisme asymétrique, et non pas cette maudite séparation que les Libéraux et

⁷³ Voir dans *Ni oui, ni non. Bien au contraire !*, la première partie intitulée « Je suis un confédéraliste. »

Réformistes voudraient imposer comme question perdante (puisque ce n'est pas ce que la majorité des Québécois désirent) ?

Les astucieux, les fourbes dans cette histoire ne sont pas les Péquistes. Ceux qui parmi eux sont réellement indépendantistes se résignent tant bien que mal, et plutôt mal que bien, à atteindre cet objectif intermédiaire d'une souveraineté-association. Ce qui d'ailleurs a rendu le Parti québécois si difficile à diriger depuis le jour même de sa fondation jusqu'à ce jour : qu'on se souvienne des [199] multiples déboires que René Lévesque, Pierre-Marc Johnson, pour ne nommer que ceux-là, ont éprouvés, et tous ces tiraillements, et toutes ces démissions spectaculaires et ces sorties fracassantes des purs et durs, pour tenter de détourner le Parti québécois de son orientation fondamentale axée sur un nouveau partenariat avec le reste du Canada.

Diviser pour vaincre, c'est depuis toujours la stratégie des Libéraux envers les nationalistes québécois afin d'écraser le sentiment autonomiste prévalant au Québec depuis toujours, depuis la Conquête anglaise.

C'est pourquoi ils entretiennent, d'une part, la confusion entre autonomistes et indépendantistes et, d'autre part, la zizanie entre eux. Et, malheureusement, nombreux sont les indépendantistes qui font ainsi le jeu des fédéralistes, aveuglés qu'ils sont par leur zèle excessif et la pureté de leur idéal.

C'est en cela que le projet de loi du gouvernement Chrétien-Dion sur la clarté est mauvais (le leader des conservateurs, Joe Clark, l'a bien compris). C'est la stratégie de l'affrontement qui perdure de Trudeau à Chrétien, afin d'écraser le nationalisme québécois au lieu de chercher à résoudre la crise constitutionnelle canadienne. C'est ainsi que le reste du Canada s'est servi de Trudeau, Chrétien, Dion, dans l'espoir de mettre le Québec à sa place, sans la moindre concession d'importance, malgré les promesses maintes fois et solennellement réitérées de modifier le fédéralisme canadien dans le sens des revendications des Québécois. C'est ainsi que les fédéraux eurent raison des Lévesque, Ryan, Bourassa, Parizeau, et qu'ils s'apprêtent à triompher définitivement en abattant Bouchard avec l'aide de Charest. C'est toujours le Plan B, celui de l'écrasement, depuis la Loi constitutionnelle de 1982 de Trudeau jusqu'à la *Loi sur la clarté* de Chrétien, d'un référendum à l'autre, d'une insurrection appréhendée avec l'imposition au

Québec de la Loi des mesures de guerre et l'abolition des libertés civiles, jusqu'au référendum appréhendé et la *Loi sur la confusion*, quand enfin on comprit à Ottawa que les Québécois pourraient voter majoritairement pour une forme de souveraineté du Québec associée à un nouveau partenariat Québec-Canada dans le genre de l'Union européenne.

[200]

Une majorité de Canadiens et de Québécois voudraient sincèrement rechercher ensemble une solution positive à la crise constitutionnelle dont le Canada souffre depuis trente ans et seraient prêts, j'en suis convaincu, à accommoder le Québec dans un fédéralisme asymétrique plutôt que de risquer la rupture, l'éclatement. Mais l'obstination des extrémistes des deux côtés, l'aveuglement des doctrinaires intégristes à la Trudeau-Parizeau, les intrigues de petits politiciens à la Chrétien-Charest, le manque de leaders canadiens de la trempe de Pearson ont enlisé le Canada dans la paralysie de l'incompréhension, la peur et l'écœurement ' entretenant les fanatismes et générant même la haine et le racisme au pays de la tolérance et des droits de la personne !

Quand donc finiront nos tourments ? « Vous êtes pas tannés de mourir bande de caves ? », inscrivait Jordi Bonnet sur une murale du Grand Théâtre de Québec. Vous n'êtes pas tannés de niaiser !

Alors qu'il suffirait de prendre la bonne mesure d'un simple trait d'union. Un vrai trait d'union. ⁷⁴

Si les Canadiens mettaient toute l'énergie nécessaire à satisfaire raisonnablement les revendications légitimes des Québécois, des Autochtones, des Canadiens de l'Ouest, au lieu de gaspiller tant d'efforts, de temps et d'argent, à se chamailler et à tergiverser pour la plus grande joie de leurs politiciens, ce pays pourrait être vraiment le meilleur pays du monde, celui où l'on peut vivre le mieux, pays de tolérance, de compassion, de justice, de partage, de solidarité, pays d'harmonie et de cultures variées, bénéficiant de l'usage de deux grandes langues universelles, respectueux de son environnement aussi bien que des

⁷⁴ J'aime particulièrement le point de vue du politicologue Philip Resnick que j'ai déjà reproduit dans *Le Goût du Québec* et que l'on retrouvera à l'annexe III du présent ouvrage.

droits de ses minorités nationales et de ses responsabilités internationales, un pays de justice sociale et d'équité, un pays de beauté et de bonté.

I have a dream...

M. B.

Montréal, 14 février 2000

[201]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

Post-scriptum I

**Et, s'il s'agissait d'une expulsion
plutôt que d'une sécession...**

[Retour à la table des matières](#)

La question inverse pourrait tout aussi bien se poser, soit celle de l'expulsion d'une province de la fédération, ou encore celle de l'expulsion d'une partie de la population et du territoire d'une province. Prenons le cas de l'expulsion d'une province, qu'il s'agisse par exemple du Québec, de Terre-Neuve, ou même d'un territoire inuit dont on ne veut plus assumer le fardeau administratif. La majorité simple de 50 % plus 1 des voix exprimées en faveur d'une telle expulsion lors d'un référendum pancanadien suffirait-elle pour justifier telle expulsion, telle violation des droits d'une minorité nationale ?

Le principe d'autodétermination des peuples vaut autant pour la majorité d'un peuple fédéré (ou le peuple fédéré majoritaire) que pour le peuple fédéré minoritaire. La fédération canadienne n'est pas une prison, ni sa constitution, un carcan, tant pour les uns que pour les autres.

La question n'est pas purement hypothétique, puisqu'un ancien ministre libéral québécois, ensuite délégué du Québec à New-York, a récemment publié un livre dont le titre français est *"Le temps des adieux !"*. Reed Scowen est venu à cette conclusion après avoir constaté l'incompatibilité de coexistence dans un même pays d'un nationalisme civique (ainsi qualifie-t-il celui d'Ottawa) et d'un nationalisme ethnique (qui serait celui des Québécois).

[202]

C'est pour des raisons de cette nature, entre autres, que la démocratie ne peut se satisfaire de la règle de la majorité établie à 50% + 1 voix. Les minorités nationales doivent être protégées de la tyrannie des majorités, et celles-ci, de leurs pulsions émotives et épisodiques. C'est pourquoi la règle de la majorité simple ne convient pas en matière constitutionnelle, que ce soit pour l'adoption ou la modification de celles-ci, ou pour la sécession ou l'expulsion d'un État membre d'une fédération ou d'une minorité nationale d'un État-nation.

C'est d'ailleurs aussi l'opinion de cet expert respecté en droit constitutionnel, le professeur Peter W. Hogg, doyen de la faculté de droit de l'Université York de Toronto, opinion dont il témoigna devant le comité législatif chargé d'étudier le projet de loi fédérale C20 et dont des extraits furent publiés dans *Le Devoir* du 25 février 2000, pour ma plus grande joie - ce qui explique mon empressement à en faire état dans ce texte, sous forme de note finale ou post-scriptum.

Le professeur Hogg trouve ce projet de loi tout à fait conforme au droit constitutionnel. « L'exemple du référendum de 1995 démontre, dit-il, la nécessité d'établir des règles à l'avance. [...] Le seul objectif du projet de loi 1 (accompagnant la question référendaire) et de la campagne pour le OUI était de présenter une image apaisante selon laquelle tout ce qui importait aux Québécois demeurerait inchangé après la souveraineté. [...] La seule question claire, à mon avis, serait une question qui ne ferait aucune promesse apaisante de ce genre à l'électorat. » Et ce d'autant plus que les électeurs avaient été tenus dans l'ignorance de ce que serait la Constitution du nouveau Québec souverain, pour la simple raison que celle-ci n'avait pas été rédigée : le projet de loi 1 ne formulait qu'en termes très généraux les éléments de la nouvelle constitution.

Sur la question de la majorité référendaire requise, le professeur Hogg dit ce qui suit :

« Certains ont proposé que soit exigée une majorité spéciale pour un référendum sur la souveraineté, soutenant que 50% + 1 ne représente pas une expression suffisamment claire de l'approbation d'une modification constitutionnelle d'une telle envergure et [203] qu'une majorité de 60% (ou d'autres pourcentages), ou peut-être même une majorité absolue des électeurs admissibles, constituerait une majorité plus appropriée. Bien que la majorité simple soit la norme pour des élections courantes, ce genre de scrutin est tenu à intervalles réguliers et les résultats ne sont pas irréversibles, alors qu'une sécession est une action irréversible, lourde de conséquences.

« La Cour suprême n'a malheureusement pas précisé ce qu'était une majorité "*claire*". Tout ce qu'elle a dit, c'est que "*dans ce contexte, nous parlons de majorité "claire" au sens qualitatif*" (par. 87), ce qui est loin d'être clair. Toutefois, à mon avis, je pense que la cour n'était pas d'avis qu'il soit nécessaire d'établir un seuil de majorité précis, comme 66% par exemple, mais plutôt qu'il faudrait qu'il y ait une évaluation des résultats pour déterminer s'ils constituent une base assez solide pour la création d'un nouveau pays. Une majorité très mince (50% + 1) qui pourrait changer dans l'espace d'une semaine serait trop fragile. Peut-être, également, qu'une majorité mince ne serait pas suffisante si tous les groupes minoritaires au Québec, les autochtones, les allophones et les anglophones, votaient massivement pour le NON. Le projet de loi C-20 laisse à la Chambre des communes la responsabilité de déterminer toutes ces questions à la suite d'un vote pour le OUI en réponse à une question claire. À mon avis, en ce sens, il respecte l'esprit de l'avis de la Cour suprême du Canada. »

Par ailleurs, rien n'empêche le Québec de préciser dans une loi les modalités d'un référendum quant à la clarté de la question et à celle de l'appui reçu, en tenant compte bien entendu de l'arrêt de la Cour suprême. Évidemment, cette Cour pourrait être appelée à trancher le litige qui pourrait résulter de l'incompatibilité des deux lois, fédérale et provinciale.

M.B.

28 février 2000

[204]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

Post-scriptum II

**Même la France s'inquiète
du projet de loi C-20 !**

[Retour à la table des matières](#)

Et voilà que des Français s'émeuvent, à leur tour, du projet de loi fédéral « sur la clarté ». Dans le *Nouvel Observateur* du 2 mars 2000, Jacques Julliard, sous le titre « Pour que le Québec... reste libre ! », invite les Français à « aider les Québécois à résister à un projet de loi qui leur ferait perdre toute identité. » Rien de moins.

Tout n'est pas faux dans cet article. Il est vrai que « si le gouvernement fédéral avait été intelligent (après le référendum de 1995 où les partisans de la souveraineté n'ont perdu que par quelques dizaines de milliers de voix), il aurait mis à profit le répit dont il disposait pour régler définitivement la question : en faisant du Canada une fédération binationale... »

« En clair, dit Julliard, si cette loi est votée, les Québécois perdront leur droit à l'autodétermination » ! Et il ajoute ineffablement : « À quoi ils ne peuvent consentir »... bien évidemment !

Et le chroniqueur d'expliquer que, la conjoncture n'est pas favorable aux souverainistes, la communauté francophone (voilà un peu de prudence de langage) du Québec doit maintenir la perspective souverainiste « tout simplement parce que c'est... pour le Québec lui même, une question de vie ou de mort. » Rien que ça !

[205]

Certes le Québec « rentre exactement dans la catégorie de ces "*petites nations*" (le Québec une nation ?) dont Milan Kundera dit que leur "*existence peut être à n'importe quel moment remise en cause, qui peuvent disparaître et qui le savent.* »

Or, ajoute Julliard, il y a dans le rouleau compresseur anglo-saxon quelque chose d'inexorable. Il ne se contente pas de l'hégémonie ; ce qu'il veut, du moins inconsciemment, c'est la disparition de l'autre.

Cette réflexion me paraît assez proche de la réalité : le vieil antagonisme franco-anglais se poursuit inexorablement en Amérique, mais beaucoup d'Anglo-Canadiens sont francophiles et souhaiteraient qu'on accommode le Québec au sein de la fédération canadienne ; mais la grande majorité est écœurée des réclamations du Québec et de la question constitutionnelle et ne veut plus rien entendre : que les Québécois prennent le Canada tel qu'il est ou qu'ils s'en aillent ; mais alors nous leur ferons la vie dure si jamais ils osent briser le beau rêve canadien contenu par quatre océans l'Atlantique, le Pacifique, l'Arctique et, au sud, l'Américain.

Pour le chroniqueur français, « le souverainisme n'est rien d'autre, de la part de nos frères québécois, que le refus de perdre toute identité. Renoncer à leur souveraineté, c'est renoncer à eux-mêmes au profit d'un statut de colonisés ou de marranes (Le. des juifs qui pratiquaient clandestinement leur religion durant l'Inquisition en Espagne) linguistiques. » Et à conclut : « À moins d'abandonner sa propre opposition à l'hégémonisme anglo-saxon, la France ne peut rester insensible à ce qui se joue en ce moment au Canada. (...) Nos hommes politiques doivent faire savoir publiquement que l'adoption du projet de loi C-20 serait un geste inamical à l'égard de la communauté francophone. » Rien de moins !

M. Julliard croit-il vraiment que dans le Canada d'aujourd'hui les Québécois sont réduits à un statut de colonisés ou de marranes linguistiques, ou qu'ils pourraient le devenir par suite de l'adoption de la loi C-20 ? - Dans les deux cas, il se trompe « royalement » si on peut dire cela d'un habitant de la République française. Mais l'intention était bonne. Il est bon de sentir un peu de sympathie de nos frères (?) ou cousins français, mais trop, c'est trop !

M.B.

5 mars 2000

[206]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

Annexe I

Les premières nations du Québec

Les peuples conquérants, comme les sociétés majoritaires, ont tendance à prendre pour acquis les peuples conquis ou soumis à leurs règles, tout en ignorant, volontairement ou non, les différences et les particularités des minorités. Ces peuples de conquérants sont si sûrs d'eux que quiconque vit ou agit différemment est considéré comme inférieur. Les minorités n'existent pas en tant que peuples ; et elles n'ont pas d'identité propre aux yeux des sociétés dominantes.

Bernard Assiniwi

[Retour à la table des matières](#)

Il faut savoir que les Premières Nations québécoises sont au nombre de 11 et formaient, en 1990, une population totale de 61 584 personnes (inscrites ou non selon la Loi sur les Indiens), d'après le ministère fédéral des Affaires indiennes et du Nord canadien et le ministère des Affaires municipales du Québec. Cette population se répartit ainsi :

	Abénaquis	1 489
	Algonquin	6 257
	Attikamekw	3 691
	Cris	101
	Hurons-Wendats	2 427
	Malécites	242
	Micmacs	2 287
[207]		
	Mohawks	15 885
	Montagnais	11 265
	Naskapis	440
	Inuit	6 400
	GRAND TOTAL	61584

Les Autochtones représentent environ 0,7% de la population totale du Québec.

Les Autochtones québécois appartiennent à trois groupes linguistiques très distincts : les Algonkiens, les Iroquoiens et les Inupiaqs. Les Algonkiens comprennent les Micmacs, les Malécites, les Montagnais (ou Innus), les Naskapis, les Atikamekw, les Algonquins, les Abénakis et les Cris. Les Iroquoiens comprennent les Hurons-Wendats et les Mohawks. Ceux qui parlent Inupiaq sont Inuits (ou Esquimaux, selon l'appellation péjorative ancienne).

La population autochtone du Québec est très jeune : 67% ont moins de 30 ans dans les communautés du sud et 56% ont moins de 20 ans chez les Inuit. Au Québec, les moins de 20 ans forment 31% de la population.

57% des communautés autochtones du Québec sont géographiquement isolées, particulièrement dans la région du Nouveau-Québec.

Les **Abénaquis** vivent dans deux villages, de la région de Sorel-Trois-Rivières.

Les **Algonquins** vivent dans neuf villages, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les **Atikamekw** vivent dans trois villages de la Région de la Haute-Mauricie.

Les **Cris** vivent dans neuf villages du bassin versant de la Baie-James.

Les **Hurons-Wendats** vivent dans le village de Wendake, près de Québec.

[208]

Les **Micmacs** vivent dans trois villages de la région de la Gaspésie.

Les **Mohawks** vivent dans trois villages de la région sud de Montréal :

Kanesatake : 838 habitants

Kahnawake : 5 995 habitants

Akwesasne : 4 775 habitants ; cette bande déborde les frontières du Québec et s'étend en Ontario et aux États-Unis.

Les **Montagnais** vivent dans neuf villages des régions du Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.

Les **Naskapis** vivent dans un village de la Région de Shefferville.

Les **Malécites** vivent hors-réserve.

Les **Inuits** vivent dans 14 villages de la Côte de la baie d'Hudson et de l'Ungava.

[209]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

Annexe II

**L'intégrité territoriale du Québec dans l'hypothèse
de l'accession à la souveraineté, étude commandée
par la commission d'étude des questions afférentes
à l'accession du Québec à la souveraineté.**

[Retour à la table des matières](#)

Nous soussignés, Thomas M. Franck, Becker Professor, School of Law, Director, Center for International Studies, New York University, Rosalyn Higgins, Q.C., Professor, London School of Economics, membre du Comité des Droits de l'homme, Alain Pellet, Professeur agrégé de droit public à l'Université de Paris X - Nanterre et à l'Institut d'Études politiques de Paris, membre de la Commission du droit international des Nations Unies, Malcolm N. Shaw, Professor, Faculty of Law, University of Leicester, et Christian Tomuschat, Professeur, Institut für Völkerrecht, Université de Bonn, Président de la Commission du droit international des Nations Unies, consultés par la Commission des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté sur diverses questions juridiques relatives à l'intégrité territoriale du Québec, dans l'hypothèse de son accession à la souveraineté, avons émis l'avis suivant :

[...]

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - « droit à l'autodétermination » selon la terminologie la plus fréquente, [210] calquée sur l'expression anglaise correspondante (self-determination) - a été et demeure au cœur des polémiques. Selon les partisans de l'accession à la souveraineté, de constitue le fondement du droit qu'aurait le peuple québécois à constituer un État distinct, tandis que, poursuivant le raisonnement, nombre de leurs adversaires et les porte-parole de la plupart des peuples autochtones, font valoir que « if Quebec can opt out of Canada, then obviously sections of Quebec that preferred to remain part of Canada could opt out of Quebec ».

D'un côté comme de l'autre, l'analyse repose sur le postulat, que nous croyons erroné, selon lequel le droit à l'autodétermination équivaut à, ou, en tout cas, implique, le droit à l'indépendance. S'il n'est pas douteux que la faculté d'exercer un choix est au cœur du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'en résulte nullement que l'accession à la souveraineté constitue, dans tous les cas, l'un des éléments de ce choix. À vrai dire, comme cela sera établi ci-après, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes constitue un principe très général, « à géométrie variable », dont les conséquences sont toujours et partout le droit pour la communauté concernée de participer à son avenir mais qui ne suffit à fonder le droit d'un peuple à accéder à l'indépendance au détriment de l'État auquel il est rattaché que dans des situations coloniales.

L'intégrité du territoire québécois

Il est clair en effet qu'après l'éventuelle accession du Québec à la souveraineté, l'intégrité territoriale du nouvel État sera garantie par le droit international comme l'est aujourd'hui celle du Canada. Mais le véritable problème est de savoir si le Québec est en droit d'accéder à l'indépendance dans le cadre des limites qui sont aujourd'hui les siennes en tant que province du Canada ou si, changeant de nature et devenant frontières internationales, elles peuvent (ou doivent) être modifiées à cette occasion.

En réalité, il apparaît qu'aucun principe de droit international n'impose une modification des limites territoriales existantes (même si rien, non plus, ne l'interdit) et que cette considération fondamentale n'est contredite par aucune des circonstances propres à l'espèce, qu'il s'agisse du contexte historique dans lequel le Québec a, progressivement, acquis sa configuration [211] actuelle (II) ou de la présence sur son territoire, de groupes minoritaires dont le droit international protège les droits, mais auxquels il ne garantit nullement la possibilité d'accéder à la souveraineté (III).

[...]

Les droits territoriaux des Autochtones ne sont, en aucune manière, des droits « souverains », conclusion qui, du reste, ne serait compatible avec les termes de la Proclamation royale de 1763, qui constitue la première reconnaissance juridique du « titre indien » et par laquelle les terres appartenant aux Autochtones sont placées sous la « souveraineté », « la protection » et l'« autorité » de la Couronne britannique, ni avec la jurisprudence dominante au Canada selon laquelle « The ultimate title is in the Crown in the right of the Dominion ».

L'étude sommaire des dispositions constitutionnelles canadiennes permet de considérer que :

- i/ le territoire du Québec est constitué par l'intégralité des terres comprises dans les limites administratives (et les frontières internationales) de la province,
- ii/ y compris celles sur lesquelles les peuples autochtones ont des droits,
- iii/ et celles qui lui ont été cédées par l'État fédéral en 1912,
- iv/ les règles constitutionnelles en vigueur garantissent que les limites des territoires ainsi définis ne peuvent être modifiées sans le consentement de l'Assemblée nationale du Québec,
- v/ dont le concours est également indispensable à la révision des dispositions pertinentes de la Constitution elle-même.

L'intégrité territoriale du Québec est donc fermement garantie par les principes constitutionnels en vigueur et le tracé actuel des limites de la province ne peut être modifié contre le gré de sa législature avant son accession éventuelle à la souveraineté.

[212]

Dans l'hypothèse où le Québec accéderait à l'indépendance, son intégrité territoriale ne serait pas moins bien protégée. Mais cette protection changerait de nature ; au lieu d'être garantie par les règles du droit constitutionnel, elle le serait par celles du droit international ; leur respect serait assuré non plus par les mécanismes internes et, notamment par la Cour suprême, mais par ceux, plus aléatoires, existant dans l'ordre international.

Les principes fondamentaux de l'intégrité territoriale des États et de la stabilité des frontières assureraient au Québec le maintien de ses frontières, sans que cette mutation puisse remettre en cause, au moins négativement, du seul fait qu'elle se produirait, la situation actuelle.

En résumé

Ce qui précède peut être résumé assez aisément :

- hormis les situations coloniales, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne confère pas à ceux-ci le droit d'accéder à l'indépendance ;
- mais, à l'inverse, le droit international et, en particulier, le principe de l'intégrité territoriale, ne font pas obstacle à l'accession de peuples non coloniaux à l'indépendance.

Dans le cas du Québec, il en résulte que le peuple québécois ne saurait fonder une éventuelle revendication à la souveraineté sur son droit à disposer de lui-même, mais qu'il ne serait pas, pour autant, empêché d'y accéder par des motifs juridiques. En particulier, le Canada peut opposer le principe de son intégrité territoriale aux autres États (comme un Québec indépendant pourrait l'opposer à son tour au Ca-

nada), mais ceci ne le protège pas contre l'opposabilité d'une éventuelle sécession effective du Québec qui, en fait sinon en droit, serait considérablement renforcée par la reconnaissance rapide de nombreux États tiers.

[...]

Dans l'ensemble canadien, les Québécois (et/ou les francophones) sont minoritaires. Au Québec, les francophones sont majoritaires, les anglophones formant une minorité, les [213] Amérindiens et les Inuits en constituant d'autres. Sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du problème, fort complexe, des droits pouvant appartenir aux « minorités régionales » par opposition aux « minorités nationales », il apparaît *prima facie* que les règles applicables aux relations entre le peuple québécois et le Canada valent, *mutatis mutandis*, s'agissant des rapports entre un Québec ayant accédé à la souveraineté et les groupes qui apparaîtraient alors comme ses propres minorités nationales.

[...]

Surtout, comme un leitmotiv, tous ces instruments contiennent une réserve relative au respect de l'intégrité territoriale des États, qui exclut absolument toute implication sécessionniste des droits reconnus aux minorités, fussent-ils collectifs. Ceci résulte tout aussi clairement des avis nos 2 et 3 de la Commission d'arbitrage pour la Yougoslavie qui, tout en reflétant une conception large des droits de minorités, - qu'ils lient au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - insistent sur le fait que quelles que soient les circonstances, le droit à l'autodétermination ne peut entraîner une modification des frontières existant au moment des indépendances (*uti possidetis juris*) sauf en cas d'accord contraire de la part des États concernés.

Par ces formules, la Commission excluait toute possibilité pour les « populations serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie » d'exiger le rattachement des territoires sur lesquels elles vivent à la Serbie. Cette conclusion peut être transposée à l'hypothèse dans laquelle les populations anglophones d'un Québec souverain réclameraient soit leur indépendance, soit le rattachement des portions de territoires sur lesquelles elles seraient établies au Canada. Outre que le relatif éparpillement de celles-ci - à l'exception de certaines parcelles frontalières - rend cette perspective passablement irréaliste, de telles revendications n'auraient aucun fondement en droit positif, même si rien n'ex-

clut un accord en ce sens entre les deux États ou entre le Québec d'une part et ses minorités d'autre part.

[214]

Il va de soi qu'à l'inverse, les populations francophones du Canada ne seraient pas davantage fondées à exiger, le cas échéant, leur rattachement au Québec.

Les territoires autochtones

Ainsi, contrairement à ce qui se produit pour les minorités non-autochtones, le droit international contemporain tend à reconnaître à ces peuples des droits étendus sur leurs terres et territoires ancestraux. Mais, quelle que soit la valeur juridique des textes qui traduisent cette tendance, ils ne vont pas jusqu'à reconnaître à ces terres et territoires un statut séparé et distinct de celui du territoire de l'État et ces droits ne s'apparentent en aucune manière à des droits de souveraineté.

Certes, si un ou plusieurs peuples autochtones en venaient à imposer l'existence effective d'un État dans un cadre territorial déterminé au détriment du Canada (ou du Québec, si celui-ci accède à l'indépendance), cet État pourrait acquérir une existence juridique. Mais il tiendrait son existence de son effectivité, renforcée, le cas échéant, par les reconnaissances dont il bénéficierait, mais non d'un droit préexistant appartenant au(x) peuple(s) considéré(s). Le problème se poserait alors, au plan des principes, dans les mêmes termes que pour le Québec lui-même mais pourrait être compliqué, concrètement, par la difficulté de déterminer précisément les limites des territoires autochtones.

[215]

Point de départ !
Essai sur la nation québécoise

Annexe III

Les identités multiples

Philip Resnick ⁷⁵

[Retour à la table des matières](#)

Le vrai défi pour une fédération comme la nôtre est de trouver une façon de réconcilier les identités nationales multiples qui s'y trouvent.

Si les Pères de la Confédération avaient vraiment réussi à fonder une nouvelle nationalité en 1867, *a mari usque ad mare*, nous serions aujourd'hui tous des Canadiens sans ambiguïté. Il n'y aurait qu'une vision de la nationalité canadienne partagée par tous.

L'histoire canadienne, à travers ses différentes péripéties, indique que la fusion des identités dont beaucoup, surtout du côté anglophone, ont rêvé, n'a jamais eu lieu. Au mieux, une certaine notion du Canada comme maison commune à tous ses habitants a pris racine. Mais les désaccords, entre Autochtones et Européens d'abord, et entre francophones et anglophones par la suite, n'ont pas manqué.

⁷⁵ Ce politicologue de l'Université Fraser a publié ce texte dans *Le Devoir* du 21 juin 1996. je remercie l'auteur et la rédactrice de ce journal d'en avoir autorisé la reproduction. M.B.

Ainsi, la Conquête, le rapport Durham, l'exécution de Louis Riel, la violation des droits des minorités dans les écoles du Manitoba et de l'Ontario et les crises de la Conscription durant les deux guerres mondiales ont alimenté les visions contradictoires de l'histoire que s'attribuent les francophones et les anglophones.

[216]

Malgré le fait que nous partagions tous depuis 1947 la même citoyenneté canadienne, malgré le fait que les symboles qui par le passé liaient le Canada au Royaume-Uni aient en grande partie disparu, nous restons confrontés à la réalité de vécus nationaux divergents où la langue et culture ont beaucoup de poids.

Ainsi, croire que les Québécois, en grande majorité francophones, allaient accepter de noyer leur sentiment d'appartenance dans un grand Canada fédéral, même officiellement bilingue, relève de l'invraisemblable. Pas plus que les Catalans n'allaient noyer leur sentiment d'appartenance dans l'Espagne, ou les Flamands dans une Belgique unitaire.

C'est dans la nature des fédérations qu'on peut classer comme multinationales de permettre une distinction entre appartenance nationale et citoyenneté. Car s'il n'y avait qu'une seule façon d'être Espagnol, Belge ou Canadien - une seule nationalité, comme le général Franco, par exemple, a bien voulu l'imposer lors de son long passage au pouvoir en Espagne -, une telle conception ne pourrait subsister longtemps en régime démocratique.

Ainsi s'explique l'énorme effort que des fédérations comme la nôtre doivent consacrer à la question de la coexistence entre les différents groupes linguistiques qui les composent et l'énorme difficulté que les groupes majoritaires et minoritaires à l'intérieur du même État éprouvent à partager la même allégeance envers leur pays commun.

Il n'y a jamais de solution définitive à cette question des identités multiples et contradictoires. Il peut y avoir des périodes prolongées de calme relatif ; et il peut y avoir des périodes de crise, comme celle que le Canada connaît depuis 35 ans.

Évidemment, la gérance de fédérations dites territoriales, comme l'américaine, l'australienne ou l'allemande, est plus facile que celle des

fédérations multinationales. Car dans le deuxième cas, le danger d'éclatement est toujours présent et les heurts d'identités aussi.

Faut-il en conclure que les fédérations multinationales, par nature, sont destinées à s'effondrer comme cela est arrivé en [217] Europe de l'Est à la suite de la chute du communisme ? Ou faut-il reconnaître que des fédérations comme la canadienne, la belge ou l'espagnole ont leur propre raison d'être, surtout au moment où nous vivons la fin du modèle de l'État-nation qui nous vient du passé européen ?

On ne se sent nullement obligé de choisir aujourd'hui entre nationalité française ou allemande d'une part, et appartenance européenne d'autre part. Les identités multiples semblent être à la base de l'Union européenne qui se construit peu à peu, non sans succès aussi.

De la même façon, nos identités en cette fin de siècle marquée par la mondialisation ne restent plus uniquement nationales. Les échanges commerciaux et les communications de masse deviennent de plus en plus internationalisés. Et certains des grands problèmes du jour - l'urbanisation poussée, les déboires écologiques, la misère du Sud, les violations des droits de la personne, les problèmes d'emploi - appellent une conscience qu'on peut nommer, faute d'un autre mot, planétaire.

La présence d'États où les identités nationales coexistent n'est donc pas une violation de toute logique et de bon sens. Ce sont peut-être les laboratoires d'un XXI^e siècle où les rapports État-nation et citoyenneté-identité nationale risquent d'être beaucoup plus complexes que par le passé.

Cela ne garantit aucunement la solidarité entre les différentes composantes des États multinationaux. Pour réussir, il faut que chaque élément s'y sente chez soi tout en éprouvant un minimum d'identification avec l'ensemble. Est-ce encore possible entre Québécois, Canadiens et Autochtones ? Une chose est certaine : ce n'est que par la franche acceptation de nos identités multiples que nous aurons la possibilité d'y arriver.

[218]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ANCELONCI (Marcos) et DUPUIS-DÉRI (Francis), *L'Archipel identitaire*, Montréal, Boréal, 1997.

BAUER (Julien), *Les minorités au Québec*, Montréal, Boréal, 1994.

BEAUCHEMIN (Jacques), « La question de la souveraineté », dans *Globe*, vol. 1, no 1, 1998.

BERGERON (Gérard), [*Le Canada français après deux siècles de patience*](#), Paris, Éditions du seuil, 1967.

BISSOONDATH (Neil), *Le marché aux illusions*, Montréal, Boréal, Liber, 1995.

BOUCHARD (Gérard), *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB, 1999.

BOUCHARD (Lucien), *À visage découvert*, Montréal, Boréal, 1992.

BOUTHILLIER (Guy), *L'obsession ethnique*, Montréal, Lanctôt, 1996.

BURELLE (André), *Le mal canadien - Essai de diagnostic et esquisse d'une thérapie*, Montréal, Les Éditions Fides, 1995.

COLLECTIF sous la direction de Marc Brière, [*Le Goût du Québec - L'après référendum 1995*](#), Montréal, Hurtubise HMH, 1996.

COLLECTIF. « Cantonalism : Federation and Confederacy in the Golden Epoch of Switzerland », dans *Comparative Federalism and Federation*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.

COLLECTIF dirigé par LANGLOIS (Simon), *Identité et cultures nationales*, Sainte-Foy, PUL, 1995.

Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, 4 volumes, 1991.

[219]

Commission royale sur les peuples autochtones, *Partenaires au sein de la confédération*.

CORBO (Claude), *Mon appartenance. Essais sur la condition québécoise*, 1992, et *Lettre fraternelle, raisonnée et urgente à mes concitoyens immigrants*, 1996.

CORNELLIER (Louis), *Je me souverain*, Les intouchables, 1995.

DUFOUR (Christian), *Le défi québécois*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1989.

DUMONT (Fernand), [*Raisons communes*](#), Montréal, Boréal, 1995.

DUPUIS (Renée), *La question indienne au Canada*, Montréal, Boréal, 1991

GUINDON (Hubert), [*Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*](#), Montréal, Éditions Saint-Martin, 1990.

GUINDON (Hubert), « De l'usage "canadian" des minorités », dans *Possibles*, vol. 19, no 1/2 1995.

HUSTON (Nancy), *Pour un patriotisme de l'ambiguïté*, Montréal, Les Éditions Fides, 1995.

JEAN DU PAYS, *Ni oui, ni non... Bien au contraire !*, Montréal, Hurtubise HMH, 1995.

JEAN DU PAYS, *Le Pays rapaillé*, Montréal, Éditions Flora, 1995.

KATTAN (Naïm), *Culture, alibi ou liberté ?*, Montréal, Hurtubise HMH, 1996.

KYMLICKA (Will), *Liberalism, Community, and Culture*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

KYMLICKA (Will), *Multicultural Citizenship. A Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford, Clarendon Press, 1995

LAFOREST (Guy), *Trudeau à la fin d'un rêve canadien*, Montréal, Septentrion, 1995

LATOUCHE (Daniel), *Plaidoyer pour le Québec*, Montréal, Boréal, 1995.

LÉGER (Jean-Marc), *Vers l'indépendance ? Le pays à portée de main*, Montréal, Leméac, 1993.

LEMCO (Jonathan), *Turmoil in the Peaceable Kingdom : The Quebec Sovereignty Movement and Its Implications for Canada and the United States*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.

LÉVESQUE (René), *Option Québec*, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1968.

MATHIEU (Jean-Luc), *L'Union européenne*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1994.

[220]

MILLON (Chantal), *L'État subsidiaire*, Paris, Delsol, PUF, 1992.

MINTZBERG (Henry), *Les propos d'un pur colon : Essai sur la problématique canadienne*, Montréal, Québec-Amérique, 1995.

MOLINARO, (Ives), « Contexte et intégration. Les communautés allophones au Québec », dans *Globe*, vol. 2, no 2, 1999.

MORIN (Jacques-Yvan), *Demain, le Québec*, Montréal, Septentrion.

RESNICK (Philip), « Une libre association de provinces souveraines », *L'Actualité*, juillet 1994.

RIOUX (Marcel), *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Boréal, 1990.

ROCHER (François), « Repenser le Québec dans un Canada multinational », dans *Globe*, vol. 1, no 1, 1998.

ROCHER (Guy), *[Le Québec en mutation](#)*, Montréal, Hurtubise HMH, 1973.

SCHNAPPER (Dominique), *La communauté des citoyens - Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994.

SEYMOUR (Michel), *La nation en question*, Montréal, L'Hexagone, 1999.

TAYLOR (Charles), *Rapprocher les solitudes*, Québec, PUL, 1992.

TAYLOR (Charles), *The Malaise of Modernity*, 1991.

TRUDEAU (Pierre Elliott), *Les années Trudeau*, Montréal, Éditions du jour, 1990.

TULLY (James), « Liberté et dévoilement dans les sociétés multinationales », dans *Globe*, vol. 2, no 2, 1999.

VADEBONCCEUR (Pierre), *L'autorité d'un peuple*, Ottawa, Éditions de l'Arc, 1965.

VADEBONCOEUR (Pierre), *La ligne du risque*, Montréal, Hurtubises HMH, 1963.

WESTELL (Anthony), *Reinventing Canada*, Toronto & Oxford, Dundurn Press 1994.

YOUNG (Robert A.), *La sécession du Québec et l'avenir du Canada*, Québec, PUL, 1995.

[221]

**Point de départ !
Essai sur la nation québécoise**

Index onomastique

[Retour à la table des matières](#)

Allaire, Jean 66, 194, 198
Assiniwi, Bernard 207

Bauer, Julien 41, 43, 45
Beauchemin, Jacques 137, 173,
176

Bertrand, Guy 11

Boileau 17

Bombardier, Denise 27

Bonnet, Jordi 200

Bouchard, Gérard 31, 103, 137,
138, 173, 176

Bouchard, Lucien 11, 103

Boudreault, René 20, 107

Bourassa, Robert 47, 183, 199

Bourgault, Pierre 198

Bourque, Gilles 176

Bréhier, Thierry 165

Brossard, Jacques 54

Burelle, André 132

Cantin, Serge 176

Capitant 34, 36

Chambers, Gretta 20

Charest, Jean 199, 200

Charlebois, Robert 26

Chrétien, Jean 11, 61, 199, 200

Clark, Joe 199

Cleary, Bernard 20

Coon Come Matthew 108

Copernic 13

Corbo, Claude 20

Cree, Myra 20

Cuvillier 36

David, Françoise 20

De Gaulle, Charles 165

Delage, Denys 176

Delbez 34

Derriennic, Jean-Pierre 176 et s.

Dion, Stéphane 178, 199

Dumont, Fernand 17, 31, 45, 47,
48, 51, 52, 130, 185

Dumont, Mario 66

Durham, Lord 15, 217

Forget, Claude E. 20

Frère Untel (Jérôme Desbiens)
27

- Gagné, Gilles 176
 Gérin-Lajoie, Paul 66, 117, 198
 Haurion, M. 33
 Hébert, Anne 15
 Hébert, Jacques 23
 Hobbes 53
 Hogg, Peter W. 201
 Institut C.D. Howe 172
 [222]
 Jacques, Daniel 176
 Jean Du Pays 22, 45 et s., 93, 121
 Jenson, Jane 176
 Julliard, Jacques 204, 205
 Juteau, Danielle 45
 Kattan, Naïm 20
 King, Martin Luther 15
 Kundera, Milan 205
 Labelle, Micheline 138
 Lapalme, Georges-Émile 117
 Léger, Jean-Marc 45
 Lesage, Jean 24, 117, 195
 Lévesque, René 23, 27, 52, 61,
 117, 127, 184, 197, 199
 Lisée, Jean-François 194
 Locke 53
 Makine, Andréi 157
 McLelland, Hugh 120
 Merlopoulos, Takis 20
 Micone, Marco 20
 Mintzberg, Henry 18
 Monahan, Patrick 172
 O'Reilly, James 107
 Parizeau, Jacques 11, 27, 183,
 199, 200
 Péladeau, Pierre 147
 Pellet, Alain 94, 178, 211, et s.
 Rabinovitch, Joseph 20
 Renan, Ernest 45, 51
 Resnick, Philip 200, 217 et s.
 Riel, Louis 217
 Rocher, François 100, 138, 160
 Rocher, Guy 20, 138, 173, 176
 Rockefeller, Steven C. 164
 Rousseau 53
 Roy, Mario 164
 Ryan, Claude 66, 194, 198, 199
 Saint-Exupéry 141
 Schnapper, Dominique 48, 49, 52
 Scowen 201
 Seymour, Michel 31, 109, 173,
 176
 Shakespeare 25
 Taylor, Charles 20, 45, 138
 Trigano, Shmuel 158
 Trudeau, Pierre-Elliott 23, 52,
 55, 61, 197, 199, 200
 Tully, James 22, 86 et s.
 Turp, Daniel 54
 Weber, Max 45, 138
 White, Peter 20, 106
 Woerhrling, José 54

Fin du texte